IOM
UN MIGRATION

SAMUEL HALL.

UNIVERSITY OF SUSSEX

ACCOMPAGNER LA REINTEGRATION

Etude sur les résultats de la réintégration à travers une analyse comparative

OCTOBRE2020

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES 3

REMERCIEMENTS 4

INTRODUCTION 6

CONTEXTE 7

OBJECTIFS 7

MÉTHODOLOGIE 8

I - REINTEGRATION: SURVIVRE OU PROSPERER? 12

1.1. REINSERTION VS REINTEGRATION: SE PREPARER A UNE REINTEGRATION HOLISTIQUE 12
1.2. PRENDRE LA DECISION DU RETOUR ET ETRE PREPARE AU RETOUR? 13
1.3. CE QUE LES GENS RAMENENT 14

II – QUE SE PASSE-T-IL APRES LE RETOUR ? RESULTATS GENERAUX DE LA REINTEGRATION ET RESULTATS DE L'ENQUETE RSS 17

2.1. SOUTIEN REÇU AUPRES DES PROGRAMMES: LE ROLE FONDAMENTAL DU PROGRAMME ECONOMIQUE 17
2.2. NOTES COMPOSITES: UNE TYPOLOGIE DES NIVEAUX ET DES TENDANCES DE REINTEGRATION 18
2.3. DIMENSION ECONOMIQUE: LES NUANCES DES PROGRAMMES COMBINES - OU INTEGRES 21
2.4. DIMENSION SOCIALE: GAINS CRITIQUES POUR AMELIORER LA REINTEGRATION 24
2.5. DIMENSION PSYCHOSOCIALE: RENFORCEMENT DES LIENS ENTRE LES MIGRANTS DE RETOUR ET LEURS COMMUNAUTES 26

III – RESULTATS DE L'ACCOMPAGNEMENT DE PROXIMITE, AVEC UNE ATTENTION PARTICULIERE SUR LE SENEGAL ET LA GUINEE 30

3.1 LE PROJET PILOTE D'ACCOMPAGNEMENT DE PROXIMITE AU SEIN DU PROJET ORION 30
3.2. COMPARAISON DES RESULTATS DE LA REINTEGRATION DES MIGRANTS DE RETOUR ACCOMPAGNES ET NON ACCOMPAGNES 33

IV- INITIATIVES EFFICACES ET ACTIVITES LIEES A LA REINTEGRATION 46

4.1. FACTEURS LOCAUX AYANT UN IMPACT SUR LES RESULTATS DE LA REINTEGRATION 46
4.2. IDENTIFICATION DES INITIATIVES EFFICACES DE REINTEGRATION: TROIS EXEMPLES D'ETUDES DE CAS 47

CONCLUSIONS 53

RECOMMANDATIONS 54

ACRONYMES

ANPEJ	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
AVRR	Aide au Retour Volontaire et à la Réintégration
BAOS	Bureau d'Accueil, d'Orientation et de Suivi
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019
OSC	Organisation de la Société Civile
FCDO	Foreign, Commonwealth, and Development Office
EUTF	Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne pour l'Afrique
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)
KII	Entretien avec un Informateur Clé (Key Informant Interview)
MEASURE	Projet de Réintégration Durable en Méditerranée
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ORION	Rendre Effective une Approche Intégrée de la Réintégration (Operationalising an Integrated Approach to Reintegration)
RSS	Enquête sur la Durabilité de la Réintégration (Reintegration Sustainability Survey)
UE	Union Européenne
VHR	Retour Humanitaire Volontaire

REMERCIEMENTS

Samuel Hall et **l'Université du Sussex** tiennent à remercier avant tout tous les migrants de retour qui ont généreusement donné de leur temps et partagé leurs histoires pour cette étude, ainsi que les informateurs clés qui ont pris le temps d'expliquer leur programmation en Guinée, au Sénégal et Maroc. Un grand merci également à *Mohamed Manéah Diakite* et *Maurice Bourouma Camara* en Guinée, *Fatoumata Sakhra Mohamed* et *Sophie Tine* au Sénégal, et *Majda Badr El Karam* et *Naji Elaidi* au Maroc, qui ont dirigé le travail de terrain et la collecte de données dans leurs pays respectifs.

Les recherches pour cette étude ont été menées par le *Dr. Nassim Majidi, Camille Kasavan, Stefanie Barratt* et *Joshua Barratt* à **Samuel Hall**, et le *Dr. Ceri Oeppen* à **l'Université du Sussex**, avec des contributions des *Professeurs Dr. Michael Collyer, Dr. Russell King* ainsi qu'une assistance de Joshua Sinclair.

L'OIM tient à remercier les conseillers *Alhamdou Diallo, Alpha Diallo, Alpha Kourouma, Karifala Sacko* et *Ousmane Sangare* en Guinée, *Mohammed Atta, Amal Hanine, Ech-cherki Khoukhani, Khaoula Laaroussi* et *Yassine Lazzar* au Maroc et *Marieme Camara, Alasanne Diouf, Sokhna Fall* et *Abou Karim N'diaye* au Sénégal pour leur travail dévoué, ainsi que tous les collègues de **l'OIM** et les acteurs impliqués dans le pilotage de l'approche de l'accompagnement de proximité.

Cette publication a été commandée par l'Organisation internationale pour les migrations, Genève. Elle a été préparée et réalisée par Samuel Hall et l'Université du Sussex.

Ce rapport doit être cité en utilisant le style de référencement suivant :

Samuel Hall / Université du Sussex (2020) Accompagner la réintégration : Étude sur les résultats de la réintégration à travers une analyse comparative, commandée par l'OIM Genève et financée par l'FCDO.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Image de couverture - Conseiller et bénéficiaire au Sénégal © OIM 2019
Page 2 - Conseiller et bénéficiare au Sénégal © OIM 2019
Page 5 - Réunion avec les autorités locales à Conakry, Guinée © OIM 2019
Page 11 - Mosquée Tinmel, Marrakech, Maroc © Pommelien da Silva Cosme
Page 16 - Maroc © Mari Potter
Page 29 - Dakar, Sénégal © Victor Rutka
Page 45 - Gorée, Dakar, Sénégal © Victor Rutka
Page 52 - Fès, Maroc © D L
Page 57 - Bab Doukkala, Marrakech-Tensift-El Haouz, Maroc © Luis Vaz

INTRODUCTION

Cette étude – fruit d'une collaboration entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), Samuel Hall et l'Université de Sussex - s'appuie à la fois sur des recherches existantes sur la réintégration des migrants de retour,[1] pour analyser les résultats de la réintégration dans trois pays ayant fait l'objet de travaux de terrain (la Guinée, le Maroc et le Sénégal), et sur une analyse de données collectées de manière standardisée à travers 14 autres pays.

Le rapport s'appuie sur une évolution récente dans le domaine des politiques et des pratiques de réintégration, à savoir, la définition de la réintégration durable de l'OIM (2017) - cette définition met l'accent sur un processus de réintégration multidimensionnel et qui intervient à plusieurs niveaux. Cette recherche se base sur cette définition, afin d'élaborer un récit autour des principaux résultats - ainsi que des principaux obstacles - concernant la réintégration. Le rapport se concentre sur les composantes essentielles de "l'autosuffisance", de la "stabilité" et de "l'adaptation", qui sont au cœur de cette définition, pour déterminer l'avancée des programmes de réintégration, ainsi que les mesures supplémentaires nécessaires pour faciliter une réintégration durable.

L'approche intégrée de l'OIM pour la réintégration (2017) stipule que **"la réintégration peut être considérée comme durable lorsque les migrants de retour ont atteint des niveaux d'autosuffisance économique, de stabilité sociale au sein de leurs communautés et de bien-être psychosocial, qui leur permettent de faire face au facteurs de (re) migration. Une fois leur réintégration durable réalisée, les migrants de retour sont capables de prendre d'autres décisions en matière de migration par choix, plutôt que par nécessité "[OIM 2017, *Towards an Integrated Approach to Reintegration in the Context of Return (Vers une approche intégrée de la réintégration dans le contexte du retour)].***

Le premier chapitre du rapport commence par présenter les facteurs qui ont un impact sur les processus de réintégration. Le rapport présente ensuite une analyse des résultats de la réintégration à travers deux principaux ensembles de données:

1. Une présentation des résultats quantitatifs de la réintégration, tirés de la base de données de l'enquête de l'OIM sur la durabilité de la réintégration (RSS) (chapitre II). Cette étude permet pour la première fois à l'OIM de fournir des comparaisons entre pays sur les résultats de la réintégration, grâce à des indicateurs de base.
2. Une analyse approfondie du programme pilote d'accompagnement de proximité des migrants de retour, qui vise à compléter une réintégration 'traditionnelle' - centrée sur les activités économiques : ce programme pilote d'accompagnement de proximité met d'avantage l'accent sur les dimensions sociales et psychosociales de la réintégration (chapitre III). Cette analyse évalue l'impact de ce programme pilote sur la réintégration dans trois pays cibles, y compris à travers une analyse quantitative et qualitative pour le Sénégal et la Guinée. Pour le Maroc, du fait d'un échantillon plus petit à analyser, les résultats sont basés sur un travail de terrain qualitatif et complètent l'analyse générale.

L'analyse est centrée autour des trois composantes de l'« autosuffisance », de la « stabilité » et de « l'adaptation ». Plus précisément, l'équipe de recherche a examiné ce que les données révèlent sur les processus de réintégration des migrants de retour:

- *Résultats économiques:* les migrants de retour sont-ils capables d'être autosuffisants et de résister aux chocs économiques?
- *Résultats sociaux:* les migrants de retour sont-ils en mesure d'accéder aux services nécessaires?
- *Résultats psychosociaux:* les migrants de retour sont-ils capables de "faire face" à leur vie à leur retour? Que peut-on dire de leur niveau de confiance, d'autonomie et de relations sociales?

Ce rapport répond à ces questions en analysant le rôle du projet pilot de l'OIM mettant en place l'accompagnement de proximité (ORION), pour évaluer dans quelle mesure l'approche d'accompagnement de proximité peut contribuer à la réalisation de l'autosuffisance économique, de la stabilité sociale et du bien-être psychosocial.

Ce rapport place enfin l'approche de l'accompagnement de proximité d'ORION dans le contexte plus large des activités de réintégration dans les pays cibles (chapitre IV), pour identifier ce que l'on peut tirer des autres initiatives de réintégration, afin de renforcer une approche collective et plus efficace du soutien aux migrants de retour (chapitre V).

1 L'annexe 1 présente une étude documentaire complète de la littérature de recherche universitaire actuelle sur le retour et la réintégration.

CONTEXTE

Des recherches empiriques indiquent que les migrants de retour font face à des processus de réajustement et de réintégration[2] qui peuvent être tout aussi difficiles, et parfois même plus, que leurs processus initiaux de migration et d'intégration. Certaines études ont analysé les notions de réintégration réussie et de réintégration durable, mais la "réussite" est souvent définie de façon générale . La réintégration durable a été souvent perçue, jusqu'à récemment, comme l'absence de la re-migration. Cependant, la re-migration peut aussi constituer un résultat valable d'une réintégration réussie, comme il est indiqué dans la définition de l'OIM. Un autre changement positif au cours de la dernière décennie a été la reconnaissance accrue de la nature multidimensionnelle de la réintégration: bien que cette idée ne soit pas nouvelle[3], elle est aujourd'hui plus souvent mise en évidence dans la littérature.

En 2017, l'OIM a reformulé sa définition de la réintégration durable[4]. Désormais, la réintégration durable est entendue comme un processus holistique et multidimensionnel, qui se doit de tenir compte des tendances migratoires globales tout comme des développements politiques dans les domaines du retour et de la réintégration.

La nouvelle définition reconnaît la nature multidimensionnelle de la réintégration dans les sphères économiques, sociales et psychosociales; elle vise à renforcer les liens entre la réintégration et le développement, en englobant les interventions aux niveaux de l'individu, de la communauté et des structures. Au cours de la même année, le projet de recherche MEASURE[5] a fourni une base factuelle pour opérationnaliser cette définition de la réintégration durable. Cette recherche avait pour objectif de formuler une approche globale de la réintégration de façon concrète, basée sur la définition révisée de la réintégration durable et de mieux répondre aux expériences vécues par les migrants de retour en matière de migration, de retour et de réintégration. L'équipe de recherche a également développé des indicateurs standardisées et des outils de mesure, pour que la réintégration, en tant que processus, puisse être suivie, afin d'améliorer la responsabilité et la transparence, ainsi que la protection des migrants de retour.

Le projet ORION, mis en œuvre par l'OIM, est l'un des principaux résultats de ces deux événements (c'est-à-dire, de la définition révisée de 2017 et de MEASURE 2017 - le projet de recherche normatif sur la réintégration). Ce projet ORION vise à rendre effective une approche intégrée de la réintégration dans le cadre de l'aide au retour volontaire et à la réintégration et il est financé par le Foreign, Commonwealth, and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni.

En se basant sur les quatre composantes d'ORION (y compris l'accompagnement de proximité, piloté au Sénégal, en Guinée et au Maroc), l'objectif est de tester et d'améliorer les programmes de réintégration et leur suivi, en utilisant des données comparables, des outils de base et des systèmes de notation de la réintégration. Ce rapport constitue ainsi un point de départ pour l'analyse des résultats de la réintégration au niveau national, à l'aide des ensembles de données existants de l'OIM. Les conclusions de cette étude visent à renforcer les programmes de réintégration au niveau global, y compris l'amélioration du système de suivi.

OBJECTIFS

L'étude sur les résultats de la réintégration à travers une analyse comparative, menée en partenariat par l'OIM, Samuel Hall et l'Université de Sussex, évalue les différentes approches de la réintégration pour déterminer la mesure dans laquelle elles peuvent être plus ou moins réussies, tant du point de vue des programmes que de celui des migrants de retour. L'objectif général de cette étude est d'identifier les pratiques les plus efficaces en matière d'aide à la réintégration, à travers une comparaison des résultats de la réintégration dans des contextes de retour spécifiques.

---

2 Carling et al. (2015) ; Gmelch (1980) ; Muggeridge & Donà (2006); Oeppen (2009).

3 Voir Gmelch (1980).

4 Définition donnée dans l'introduction page 4. OIM (2017) Towards an Integrated Approach to Reintegration in the context of return (Vers une approche intégrée de la réintégration dans le contexte du retour)

5 Samuel Hall/OIM (2018) Setting standards for an integrated approach to reintegration (Définition de normes pour une approche intégrée de la réintégration). https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/AVRR/IOM_SAMUEL_HALL_MEASURE_REPORT%202017.pdf

Questions de recherche

Cette recherche évalue trois domaines principaux: i) les résultats de la réintégration, ii) les résultats de l'accompagnement de proximité du projet ORION, et iii) les bonnes pratiques des activités de réintégration. Pris de manière collective, ces thèmes combinent des apports qui sont spécifiques aux migrants de retour, spécifiques au projet ORION et spécifiques au contexte, afin d'améliorer les stratégies de réintégration.

Tableau 1. Questions de recherche

THÈME	QUESTION
Résultats de la réintégration	Dans quelle mesure les migrants assistés par l'OIM ont-ils atteint un niveau de réintégration durable dans les communautés de retour? Quels sont les facteurs externes / contextuels et les agences de migrants qui peuvent avoir / ont eu un impact sur ces résultats de réintégration?
Résultats de l'accompagnement de proximité	Quelle est la corrélation entre l'assistance reçue et les notes de l'enquête RSS? Quels sont les résultats du programme pilote d'ORION sur l'accompagnement de proximité?
Activités de réintégration les plus efficaces	Dans le contexte de chaque pays, quelles sont les initiatives de réintégration qui reflètent des bonnes pratiques et des initiatives efficaces?

La structure de ce rapport suit ces trois domaines: le premier et le deuxième chapitre se focalisent sur les résultats de la réintégration en général, le troisième examine spécifiquement les résultats de l'accompagnement de proximité d'ORION et pour conclure, le rapport présente les points clés d'une évaluation d'ensemble des programmes de réintégration.

MÉTHODOLOGIE

Une analyse bibliographique complète (voir l'annexe 1) ainsi que des recherches préliminaires ont permis la conception de cette étude. Un travail qualitatif de terrain a ensuite été effectué au printemps 2020 (voir ci-dessous pour les modifications dues à la COVID-19) et une analyse des données secondaires collectées à travers le questionnaire RSS a été réalisée sur deux ensembles de données distincts:

> ***Premièrement,*** un ensemble de données, contenant des informations sur tous les pays dans lesquels l'enquête RSS a été administrée a été analysé, en prenant comme point de référence la situation telle que mesurée à travers des entretiens réalisés après que l'aide à la réintégration ait été fournie, dans le but d'examiner les programmes et leur impact sur les notes de réintégration (et les variables d'intérêt particulier) dans divers pays.
> ***Deuxièmement,*** un ensemble de données centré sur les migrants de retour dans quatre communautés au Sénégal et en Guinée - pour lesquels il a été possible de mesurer la situation et son évolution sur une période plus longue, grâce à l'administration d'au moins deux ou plusieurs enquêtes RSS (grâce à l'ensemble de données complet initial de l'enquête RSS, ainsi qu'à des enquêtes téléphoniques complémentaires menées par l'équipe de recherche) - permet de faire une analyse de panel et une comparaison des migrants de retour accompagnés et non accompagnés sous le projet ORION.

Lieux du travail de terrain

L'accompagnement de proximité du projet ORION a été testé dans 12 communautés au sein de trois pays. Samuel Hall a sélectionné **deux communautés dans chaque pays pour avoir un total de six sites à travers les trois pays** (voir le tableau 2). Le choix des sites a été fait sur la base des critères suivants:

- Les profils des migrants de retour,
- La taille des sites (en prenant en compte les réalités rurales/urbaines),
- Le nombre de bénéficiaires et
- Les considérations d'accessibilité et de sécurité.

Tableau 2. Sites de recherche

SITES SÉLECTIONNÉS		CRITÈRES DE SÉLECTION
Sénégal	Dakar (Dakar)	Capitale, dynamique, grande zone urbaine, grand nombre de migrants de retour, accessible
	Ziguinchor (Ziguinchor)	Ville de taille moyenne, capitale régionale, dans la région historique de la Casamance au Sénégal, économie principalement agricole et basée sur la pêche, accessible par avion depuis Dakar
Maroc	Casablanca (Casablanca-Settat)	Grande zone urbaine, majorité des bénéficiaires d'ORION au Maroc y réside, milieu urbain, migrants de retour avec un bagage éducatif généralement plus solide
	Khelaa des Sraghna (Marrakech)	Petite ville, accessible, plutôt rurale, économie agricole
Guinée	Ratoma (Conakry)	Quartier de la capitale, dynamique, grande zone urbaine, grand nombre de migrants de retour
	Pita (Mamou)	Petite ville montagneuse, subsistance agricole, accessible en voiture depuis Conakry

ADAPTATIONS À LA PANDÉMIE: ADAPTATION DU TRAVAIL DE TERRAIN A LA COVID-19

Le travail de terrain pour cette étude a commencé le 13 mars 2020 avec un chercheur de Samuel Hall à Dakar (Sénégal) travaillant avec un chercheur basé au Sénégal. Alors que de nombreuses restrictions - y compris dans les trois pays cibles, en Guinée, au Sénégal et Maroc ont été mises en place, et que de nombreuses activités ont été ralenties à cause de la pandémie, l'équipe de recherche de Samuel Hall est passée à la gestion du travail de terrain à distance. Pour faire face à cette nouvelle situation, Samuel Hall a conçu des outils adaptés pour assurer la réalisation du travail de terrain à distance, notamment à travers:

- **Une approche ethnographique à distance,** qui se base sur des entretiens menés à distance ainsi que sur des sources visuelles transmises directement par les migrants de retour participant à la recherche, pour obtenir des observations tangibles. Cette approche permet de garantir la sécurité des participants et des chercheurs.
- **Une enquête téléphonique à distance en juin 2020,** menée par des équipes basées au Sénégal, présentes sur le terrain, supervisées et gérées à distance par l'équipe de recherche de Samuel Hall.

Alors que ces adaptations ont permis la continuation du travail de terrain conformément aux objectifs initiaux en Guinée et au Sénégal, il a été impossible de réaliser ce travail au Maroc. L'obtention des autorisations de déplacement et de recherche n'a pas été possible, du fait de la pandémie, et l'équipe de recherche a été dans l'incapacité de mener des entretiens avec des informateurs clés (sauf pour les migrants de retour). En raison de ces restrictions, il n'y a eu qu'un seul entretien avec un informateur clé (KII) au Maroc.

Outils de recherche sur les méthodes mixtes

L'étude évalue les expériences et les données permettant de mesurer la réussite de différent(s) programmes/approches de réintégration de manière holistique, à travers des indicateurs quantitifs et un examen qualitatif des expériences vécues par les migrants de retour. Les méthodes qualitatives employées incluent:

- **Des entretiens semi-structurés** avec des conseillers et des bénéficiaires d'ORION, de même que des migrants de retour ne bénéficiant pas de l'approche d'accompagnement de proximité d'ORION. Ces entretiens ont ciblé différents profils avec un mélange de sexes, d'âge, de niveaux d'éducation, de modes de retour et de types d'assistance reçus.

- **Des études de cas sur les familles des migrants de retour et leurs communautés** afin d'explorer les dynamiques communautaires et individuelles dans le processus de réintégration, pour les migrants de retour ORION et non-ORION. En utilisant la cartographie des influenceurs/réseaux et à travers des observations collectées durant des marches communautaires en direct, les chercheurs ont identifié les principaux influenceurs et acteurs de soutien de la vie des migrants de retour (ainsi que les lacunes), de même que la cartographie en temps réel des acteurs avec lesquels les migrants de retour s'engagent.
- **Des entretiens avec des informateurs clés,** comprenant des acteurs au niveau communautaire, des acteurs du secteur privé local et des autorités locales sur la base de la cartographie des acteurs, mais sans s'y limiter.

Le rapport s'appuie également sur des méthodes qualitatives, et analyse :

- **L'ensemble de données de l'enquête RSS** des pays ORION et non-ORION, fournies à Samuel Hall en juillet 2020. Des tableaux croisés, des régressions linéaires et, si possible, une analyse des différences parmi les différences, ont permis d'évaluer dans quelle mesure les différentes activités de réintégration ont eu un impact sur les notes de réintégration à différents niveaux, tout en tenant compte d'autres caractéristiques. Ces conclusions ont ensuite été nuancées et affinées par l'analyse de données qualitatives. Des méthodes comparatives ont été employées pour comparer différents pays et différents programmes d'aide à la réintégration, mais aussi pour comparer la situation actuelle des bénéficiaires d'ORION à leur situation précédente, avant leur participation dans le programme d'accompagnement à proximité, en évaluant dans quelle mesure leurs notes de réintégration s'étaient améliorés depuis la collecte initiale des données de l'enquête RSS.
- **Une enquête téléphonique complémentaire** pour l'analyse des approches de réintégration sur le terrain, dans les trois pays faisant l'objet de l'étude. Alors que les listes de l'OIM et l'échantillonnage en boule de neige ont permis d'identifier un nombre suffisant de participants en Guinée et au Sénégal, l'échantillon du Maroc était insuffisant. Il n'a donc pas été utilisé pour alimenter l'analyse statistique.

Tableau 3. Participants qualitatifs et quantitatifs interviewés pour l'étude

	GUINÉE	SÉNÉGAL	MAROC	TOTAL
Entretiens semi-structurés (ORION)	8	8	8	24
Entretiens semi-structurés (non-ORION)	8	8	8	24
Entretiens semi-structurés avec des conseillers	2	2	2	6
Études de cas avec des migrants de retour	4	4	4	12
Entretiens avec des informateurs clés	10	9	1	20
Enquête téléphonique quantitative[6]	107	61	6	174
Nombre total des participants à la recherche	139	92	29	260

6 Carling et al. (2015) ; Gmelch (1980) ; Muggeridge & Donà (2006) ; Oeppen (2009).

I - Réintégration: survivre ou prospérer?

Ce chapitre présente le contexte dans lequel s'inscrivent les données de l'OIM, ainsi que les données collectées par l'équipe de recherche. Bien que cette recherche ne vise pas à analyser le processus de retour en lui-même, il est essentiel de reconnaître la nature et le processus des retours pour pouvoir comprendre les résultats de la réintégration. **La réintégration fait partie d'un cycle de migration et elle est déterminée par les expériences de transit, de destination et de retour.**[7]

1.1. RÉINSERTION VS RÉINTÉGRATION: SE PRÉPARER À UNE RÉINTÉGRATION HOLISTIQUE

"L'action qui consiste à remettre l'individu dans l'activité qu'il exerçait avant son départ, ou dans une nouvelle activité: cela constitue une réinsertion ou une insertion. Mais ***l'action qui lui permet d'avoir confiance en lui-même et dans la communauté qui le protège - cela constitue la réintégration.*** *"* **- Conseiller en Guinée**

La classification et les mots comptent: ce conseiller fait la différence entre la 'réinsertion' (c'est-à-dire le retour à une version précédente sa vie) et la réintégration durable (aspirer à atteindre un sentiment plus complet de bien-être holistique) - ce dont l'accompagnement de proximité du projet ORION vise à soutenir.

Pour analyser les résultats de la réintégration, il est nécessaire d'évaluer le niveau de préparation au retour et les conditions préalables au retour. **La capacité à se préparer au retour avant le retour a un effet sur ce qui se passe *après* retour.**[8] Cette section examine les facteurs qui conduisent au retour et leurs effets durables sur le processus de réintégration.

Les entretiens avec les migrants de retour ont révélé, dans de nombreux cas, leur incapacité à se préparer de manière appropriée à leur retour et l'impact de ceci. Un migrant de retour guinéen décrit la situation en Libye après avoir été récupéré d'un bateau par des garde-côtes et mis dans une prison à Tripoli ainsi: *"Dans la prison, ils nous ont donné de la nourriture, l'Union européenne nous a aidé, ainsi que l'OIM [...]. C'est l'Union européenne qui nous a nourris, vêtus, qui nous a donné du dentifrice, des éponges, du savon, tout. Il n'y avait aucune possibilité de nous préparer par nous-mêmes là-bas."*

Pour que la réintégration soit efficace, il faut reconnaître **l'interdépendance inhérente de ces trois dimensions** et l'importance de la composante psychosociale dans les cas d'expériences migratoires traumatisantes, telles que les retours prématurés de la Libye vers l'Afrique subsaharienne.

Sentiment d'abandon lors du retour en Guinée

Le rêve de Mohamed* était de poursuivre ses études et de faire des études supérieures, mais quand il a quitté la Guinée, il espérait pouvoir subvenir aux besoins d'une famille dans laquelle son père était décédé et sa mère et sa femme n'avaient que des moyens limités.

Quand il est revenu les mains vides, même si sa vie quotidienne n'avait pas changé, il a ressenti néanmoins que sa vie était paralysée: "mes relations avec les autres n'étaient pas les mêmes [...]. Ce n'est plus la même chose qu'avant. Ce n'est pas du tout facile, j'avais laissé derrière des amis avec lesquels je travaillais; quand je suis revenu, j'ai trouvé qu'ils avaient progressé, alors que moi...j'avais régressé [par rapport à mes amis]".

Suite à son retour, il a reçu le soutien d'un ami et de son jeune frère qui étaient là pour l'écouter et chez qui il pouvait se confier. Bien que son frère ait réussi à lui trouver du travail occasionnel à temps partiel dans un magasin d'électronique, il ne travaille que lorsqu'on a besoin de lui, soit "pas tous les jours". Mohamed aimerait toujours retourner à l'école un jour, mais en attendant il est à la recherche d'un travail moins précaire.

** le nom a été changé*

7 Pour plus d'informations, voir l'analyse bibliographique à l'annexe 1.

8 Pour une analyse plus approfondie de l'importance de la préparation en vue d'obtenir des résultats positifs en matière de réintégration, voir Cassarino (2004) ; King (2015) ; Rogge (1994) ; Samuel Hall / DRC / NRC / IRC (2019)

1.2. PRENDRE LA DÉCISION DU RETOUR ET ÊTRE PRÉPARÉ AU RETOUR?

"Les migrants de retour, ceux qui quittent et ceux dont la migration a été interrompue, peuvent développer des angoisses psychologiques. Ils pourraient être accompagnés pour leur réinsertion sociale et économique - mais il y a un élément psychologique qui est très important [...] : ***ils n'ont pas encore déploré leur tentative de migration."***
Informateur clé, Sénégal

La migration est généralement conçue comme un projet spécifique, lié à un objectif de vie ou à une meilleure qualité de vie pour le migrant et sa famille dans son pays d'origine[9]. Lorsque cette migration est interrompue et que des décisions de retour doivent être prises avant que les objectifs ne soient atteints, les possibilités de réintégration sont affectées.[10]

Dans cette étude, un sous-ensemble de l'ensemble de données de l'enquête RSS a été examiné, contenant 5 139 migrants de retour dans 17 pays. La plupart des migrants de retour qui ont bénéficié du soutien de l'OIM ont été classés comme des "migrants irréguliers". De plus, 27% ont été classés comme des "migrants échoués". Les informations sur la durée du séjour à l'étranger n'ont pas été recueillies systématiquement, mais il semble que la plupart des migrants faisant partie de l'échantillon avaient passé moins de six mois sur leur parcours migratoire avant leur retour. De ce fait, le retour n'est généralement pas lié à la réalisation d'objectifs spécifiques, mais plutôt à l'échec de leur projet migratoire. Dans ce contexte, il est peu probable que les décisions de retour soient bien réfléchies, ce qui est confirmé dans les entretiens qualitatifs qui ont été menés.

Les entretiens révèlent trois conclusions essentielles sur le manque de préparation:

Premièrement, les migrants de retour sont souvent limités dans leurs options, en raison de contraintes extérieures. Ils doivent "choisir" entre le fait d'être bloqués, de rester en détention ou de considérer l'option du retour. Cela signifie que leurs décisions ne sont pas conformes à leur désir ou à leur aspiration d'origine.

Cette situation est en grande partie liée à celle des prisonniers libyens, bloqués dans le désert du Niger, ou dans d'autres conditions insolubles. Lorsque l'option du retour lui est proposée, le migrant de retour se sent obligé de la saisir, compte tenu des risques de protection auxquels il est exposé - bien qu'il ne veuille pas retourner. Ce fut souvent le cas pour les migrants de retour Sénégalais et Guinéens, revenant généralement du Niger et de la Libye. Les migrants de retour faisaient souvent référence à la décision du retour en utilisant un langage insinuant l'obligation.

Par exemple, un migrant de retour au Sénégal décrit une expérience fréquente: *"une fois, nous avions passé six mois en prison en Libye et quelqu'un nous a informé que l'OIM nous aiderait à rentrer au Sénégal; ils nous rapatrieraient, si nous étions d'accord. Si nous n'étions pas d'accord, nous n'avions pas à le faire. Mais comme nous étions en prison, la situation était difficile, nous étions obligés de rentrer au Sénégal."*

Deuxièmement, les migrants de retour ont décrit des rencontres avec des autorités qui ont interrompu leur voyage migratoire, leur capacité à atteindre leurs objectifs et à planifier un processus de réintégration mieux organisé. Un migrant de retour au Sénégal décrit son expérience: *"j'étais déterminé à ne pas revenir, mais [...] nous avons été rapatriés par avion; cela m'a fait très mal. C'est la police qui nous a enlevés; je venais de rentrer du travail lorsque la police nous a attrapés à notre domicile. Je n'avais pas le choix [...], la police nous a gardés près de quatre semaines avant que les ambassadeurs ne signent nos dossiers et nous donnent des billets d'avion. C'est à ce moment que j'ai rencontré des représentants de l'OIM, qui nous ont rassurés."*

9 Voir Erdal and Oeppen (2017) ; Scalettaris and Gubert (2019)

10 Pour une discussion plus approfondie sur les impacts et l'importance du désir de retour et des types de décisions de retour sur les résultats de la réintégration, voir Erdal et Oeppen (2017) ; Gmelch (1980) ; van Houte (2014) ; Ruben et al. (2009)

Un bénéficiaire d'ORION au Maroc décrit également le sentiment d'avoir été "piégé" par la police à accepter de retourner sous de faux prétextes: *"c'est la police néerlandaise qui m'a attrapé et m'a demandé de retourner au Maroc. [...] Un groupe de personnes m'a conseillé que si je rentrais dans mon pays, ils me trouveraient du travail dans une maison d'hôtes à Marrakech, mais c'était un piège de leur côté, juste pour que j'accepte de retourner volontairement."*

Troisièmement, il est préférable dans tous les cas d'avoir un niveau minimum de préparation et de pouvoir faire un choix en connaissance de cause. Cependant, les résultats de la recherche révèlent un manque de choix qu'ont les migrants dans ces situations, même dans les cas qui sont considérés comme des décisions de retour humanitaire assisté ou volontaire. Dans certaines situations, le migrant recherche activement un moyen de retour, en se présentant aux bureaux de l'OIM dans les pays respectifs de migration. Un bénéficiaire marocain d'ORION décrit son expérience, évoquant un récit similaire à celui d'autres personnes interviewées: *"je n'avais pas les moyens nécessaires pour continuer mon aventure et j'ai donc décidé de rentrer dans mon pays. Je suis allé au bureau de l'OIM à Athènes, qui m'a aidé avec mon processus de retour et ils se sont occupés de tout." Un migrant de retour au Sénégal décrit en plus de détails: "Quand j'ai quitté mon pays pour faire le voyage, la vie était compliqué chez moi, mais que pouvais-je faire? Nous vivions en difficulté. C'est la raison pour laquelle je suis parti, pour avoir une meilleure vie et changer la situation. Mais finalement, c'était plus compliqué que je ne le pensais, alors je suis rentré au Sénégal. [...] Les gens m'ont dit que l'OIM était présente au Maroc et au Niger, alors quand je suis rentré au Niger, je suis allé demander directement: "où est l'OIM?"*

Soutien familial, espoirs familiaux et difficulté à trouver un travail décent au Maroc

Karim*, 30 ans, n'a jamais pu terminer ses études secondaires (pour des raisons financières) et il a commencé sa recherche d'emploi à l'adolescence. Sans diplôme, il est passé d'un emploi à l'autre, en raison de mauvais traitement de la part des employeurs, qui refusaient de l'employer officiellement. "Cela m'a poussé à la haine [de la situation] et j'ai pensé à émigrer en Europe. Mon pays ne m'a malheureusement accordé aucun droit."

Il s'est retrouvé en Grèce pendant un an, capable de travailler, d'économiser et d'envoyer de l'argent à sa famille au Maroc. Finalement, le travail et la situation avec son employeur sont devenus difficiles et il s'est vu obligé de quitter; il est retourné au Maroc, à l'aide de l'OIM. "Quand je suis rentré, j'étais tellement perdu", dit-il, "la présence de ma famille a été une source importante de soutien moral pour moi, même quand ils étaient loin, j'ai senti que je n'étais pas seul."

Maintenant il veut trouver du travail - "du bon travail bien sûr, qui me garantit mes droits" - et il veut surtout fonder une famille, "une famille pour assurer mon avenir; je veux avoir des enfants, j'ai 30 ans et je veux voir mes enfants grandir sous mes yeux."

Mais, trouver un travail décent reste difficile, et il est difficile de réaliser ses espoirs sans cela: "si la situation ne change pas et que je n'ai toujours pas de travail, je devrai penser à repartir. "

1.3. CE QUE LES GENS RAMÈNENT

"Imaginez un jeune qui travaillait dans l'agriculture. Il quitte, il revient. Il a eu une expérience avant de partir, il a une autre expérience maintenant ; il a appris des choses. ***Nous devons être capables d'utiliser ces deux expériences,*** *d'expliquer les normes et les possibilités [en termes des attentes professionnelles], de comprendre les techniques modernes [pour relier celles-ci à ses expérience actuelles]."*

Informateur clé, Sénégal

Les migrants de retour reviennent avec divers expériences contradictoires, qui déterminent à la fois les opportunités et les défis de la réintégration. **Ce qui se passe pendant le voyage et pendant qu'ils sont 'bloqués' a un impact sur la capacité des migrants à se préparer et à faire face au retour de manière efficace, de même que leur capacité à participer à la phase suivante liée à la réintégration.**

Il est nécessaire et crucial d'apporter un soutien psychosocial au retour, compte tenu des expériences de détention et de prison en Libye; **l'accompagnement de proximité ne peut pas être considéré comme facultatif dans de tels cas - l'accompagnement de proximité d'ORION devrait être systématique et cette étude en explique les raisons.**

Le troisième chapitre est centré autour du soutien aux besoins psychosociaux, en particulier pour ceux qui ont subi un traumatisme, suite au retour et tout au long du processus de réintégration. Cependant, au-delà de ce soutien psychosocial post-retour, un examen critique des raisons pour lesquelles certains de ces traumatismes se produisent et les points auxquels ils pourraient être atténués avant le retour, peut également être utile. **Dans ce cas, les efforts dans l'aide à la réintégration doivent non seulement *viser* à aider les migrants de retour à gérer leur bagage psychologique, mais ils doivent aussi assurer que ce bagage soit moins lourd dès le *départ* (à travers des activités de sensibilisation ou d'autres moyens).**

On trouve également des expériences positives, des compétences et de nouveaux modes de vie qui peuvent apporter du soutien aux migrants de retour et leurs communautés. Ces expériences positives peuvent également être recentrées dans la conversation sur la réintégration, pour utiliser les expériences qu'ils n'ont peut-être pas eues avant de quitter. **Les migrants apprennent de nouvelles pratiques et compétences à l'étranger, mais le soutien actuel pour l'identification et la valorisation des compétences existantes reste limité; et les migrants de retour doivent souvent développer celles-ci par eux-mêmes,** avec des réseaux professionnels inexistants, dépendants de relations familiales et sociales informelles pour trouver du travail.

La littérature autour de la réintégration – ainsi que les résultats des recherches menées dans le cadre de cette étude - souligne que ce qui se passe après le retour ne peut pas être dissocié des expériences précédentes de migration et de retour. De nombreuses personnes interviewées avaient à la fois émigré et retourné, pour survivre à des situations difficiles; pour prospérer, une réintégration durable est essentielle. Dans le chapitre suivant, nous observons ce qui se passe après le retour, en utilisant les données de l'enquête RSS.

Un homme, un restaurant, et un retour compliqué à Dakar

Bouba*, 31 ans, n'avait jamais pensé à émigrer jusqu'à ce que sa situation à Dakar soit devenue difficile et il a décidé de tenter sa chance à l'étranger, malgré la réticence de sa famille. Alors qu'il rêvait d'aller à Manchester, il s'est trouvé bloqué en Libye, travaillant d'abord dans des restaurants, puis en prison à deux reprises et il a été témoin de la mort de trois amis. Lors de sa deuxième sortie de prison, il s'est installé en Algérie, où il pensait trouver du travail et une sécurité relative. Il a trouvé du travail en Algérie, mais son employeur a retenu sa rémunération. Les circonstances étaient difficiles, il a été abandonné dans le désert et il s'est finalement retrouvé à Agadez, comptant sur l'OIM pour rentrer au Sénégal.

Lorsqu'il est rentré à Dakar, il voulait seulement retourner à la campagne dans sa propriété familiale d'origine. "Mais je ne pouvais pas partir comme ça, les mains vides, j'étais tellement fatigué", expliqua-t-il." Toujours à Dakar, il est mal à l'aise avec sa famille, avec laquelle les relations sont tendues: "ma famille ne s'est pas bien occupée de moi quand je suis rentré, elle m'a stigmatisé. Ils pensent que les gens qui reviennent de la Libye sont instables." Il n'a toujours pas reçu d'aide financière mais il a contracté des emprunts, en attendant de créer sa propre entreprise: un restaurant de barbecue dans une rue animée du quartier de Rufisque à Dakar. "Ce travail et le restaurant me font beaucoup plaisir; j'aime ceci beaucoup plus que ce que je faisais avant. J'ai appris ceci en Libye et j'ai commencé modestement quand je suis revenu; juste le grill, un peu de poulet et petit à petit, j'ai pu le développer. Mais je veux continuer à le développer, pour avoir d'autres types de nourriture, de vraies tables, embaucher des gens..."

Bouba permet aux clients de cumuler des factures, d'acheter des repas à crédit et il se sent accablé par les dettes. Il doit un loyer aussi bien pour sa maison familiale que pour son restaurant, il n'a que trois amis à qui il pense pouvoir se confier, il attend toujours les autres promesses de soutien et il a l'impression que la situation s'est aggravée maintenant. Il continue toujours à faire des efforts, il est résolu à assurer sa réussite au Sénégal, mais il est honnête quant aux difficultés: "j'ai eu de bons et de mauvais moments depuis mon retour; j'ai beaucoup changé depuis mon retour. Je m'étais retiré en moi-même; j'ai beaucoup vécu, maintenant je préfère vivre pour moi-même, pour me simplifier la vie".

II - Que se passe-t-il après le retour ? Résultats généraux de la réintégration et résultats de l'enquête RSS

CHAPITRE II - PRINCIPAUX RÉSULTATS

90% des migrants de retour du programme AVRR de l'OIM ont reçu au moins un type de soutien, 57% en ont bénéficié de plusieurs, le plus souvent dans les microentreprises et au niveau individuel. Cependant, les programmes comprennent maintenant un service de soutien pour les groupes, renforçant la coopération entre les migrants de retour.

Processus de sélection: les pays participant au projet ORION sont parmi ceux qui obtiennent les notes de réintégration les plus faibles dans l'ensemble de données de l'enquête RSS, ce qui justifie la priorité accordée à un soutien supplémentaire à la réintégration au Sénégal et en Guinée.

Types d'assistance: l'analyse de régression conclut que toutes les dimensions sont essentielles à la réintégration. L'assistance économique est la dimension fondamentale, tandis que les services de soutien social et psychosocial sont nécessaires pour consolider et maintenir les progrès réalisés au niveau de la réintégration économique.

Au-delà de l'assistance apportée: en investissement dans le lien entre les réseaux et l'assistance, on peut répondre à la question de l'élément clé de la durabilité. Les réseaux peuvent être considérés comme le lien manquant entre les programmes de réintégration sociale et économique. Les programmes de réintégration doivent créer un lien entre les aspects liés à l'aide humanitaire, au développement et à la consolidation de la paix, en reliant les citoyens à leur gouvernement (en ce qui concerne la justice et de services).

Bien que tous les programmes AVRR ne soient pas identiques ou comparables entre 2018 et 2020, un système de suivi commun a été appliqué dans plusieurs pays, afin d'évaluer les résultats de la réintégration. Ce chapitre pose la question suivante: ***"dans quelle mesure les migrants assistés par l'OIM ont-ils atteint un niveau de réintégration durable dans les communautés de retour?"*** Il tire des conclusions provenant de 17 pays de retour[11] dans l'ensemble de données de l'enquête RSS. Les données quantitatives de cette section ne sont donc pas représentatives du nombre total de retours, mais plutôt de quelques retours effectués dans le cadre du programme AVRR de l'OIM.

2.1. SOUTIEN REÇU AUPRÈS DES PROGRAMMES: LE RÔLE FONDAMENTAL DU PROGRAMME ÉCONOMIQUE

La majorité des migrants de retour du programme AVRR de l'OIM pour lesquels des données RSS sont disponibles (90%), ont reçu au moins un type de soutien, avec des variations selon les pays. Par exemple, 87% des personnes interviewées à travers l'enquête RSS en Afghanistan et au Bangladesh ont reçu une aide à la réintégration, contre seulement 26% au Sénégal, alors que tout le monde au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Niger a reçu une forme d'aide à la réintégration.

Le type de soutien le plus commun était celui la microentreprise (42%), suivie par la formation (15%). De plus, 7% ont bénéficié d'une assistance matérielle et 6% d'une assistance médicale. Une grande partie du programme (77% des bénéficiaires) a été réalisé au niveau individuel, une majorité (57%) ayant bénéficié de plus d'un type de programme. Le soutien aux microentreprises reste le plus commun, comme on le voit au Soudan, en Somalie, au Sénégal, au Niger, au Mali, en Gambie et au Bangladesh, où la microentreprise est largement l'activité la plus importante. Les informateurs clés continuent à remarquer que les opinions sur l'aide à la réintégration économique doivent être réévaluées: *"tout le monde n'est pas fait pour être entrepreneur (…). Nous avons appris que nous devons être plus prudents et sélectifs pour déterminer qui pourrait être un entrepreneur."*[12]

11 Seuls les pays avec plus de 50 points de données ont été sélectionnés pour l'analyse dans ce chapitre.

12 KII GIZ Juillet 2020

La transition vers d'autres activités - au-delà des activités économiques comme principal type de soutien - peut prendre du temps, mais un changement est déjà apparent au niveau de la transformation des programmes: ils vont au-delà de l'individu pour créer une coopération entre les migrants de retour. Un migrant de retour sur cinq a bénéficié d'un programme "collectif" ou "coopératif".

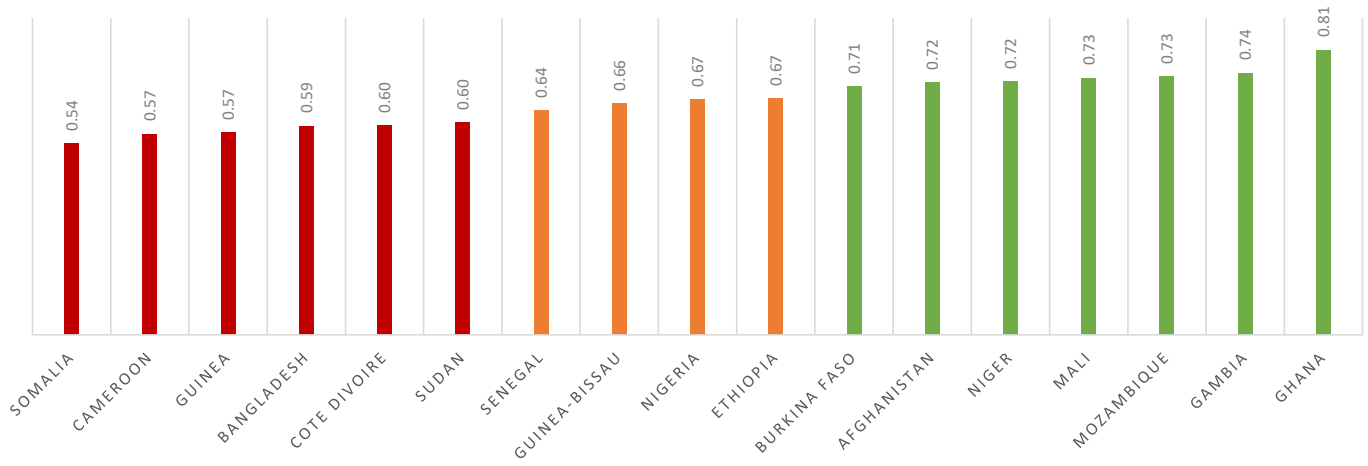
2.2. NOTES COMPOSITES: UNE TYPOLOGIE DES NIVEAUX ET DES TENDANCES DE RÉINTÉGRATION

Une comparaison des notes de l'enquête RSS[13] à travers les 17 pays révèle trois typologies de pays, avec les migrants de retour en Somalie à l'extrémité inférieure et les migrants de retour au Ghana à l'extrémité la plus élevée du spectre des notes composites de l'enquête RSS (voir la figure 1). Cette typologie à trois niveaux permet de faire un suivi plus précis de la manière dont les notes composites se comparent aux notes dimensionnelles de l'enquête RSS, afin d'évaluer les dimensions et les activités qui ont un impact plus important sur la note de réintégration dans son ensemble. Une analyse des notes de l'enquête RSS propose trois niveaux:

Groupe A. Notes supérieurs à 0,7
Ghana, Gambie, Mozambique, Mali, Niger, Afghanistan, Burkina Faso
Groupe B. Notes entre 0,61-0,70
Éthiopie, Nigéria, Guinée Bissau, Sénégal
Groupe C. Notes de 0,60 ou moins
Soudan, Côte d'Ivoire, Bangladesh, Guinée, Cameroun, Somalie

Les pays participant au projet ORION sont parmi ceux qui ont obtenu les notes de réintégration les plus faibles, ce qui justifie leur sélection – car ils soulignent des besoins particuliers en matière d'aide à la réintégration, pour augmenter le niveau vers le deuxième ou le premier rang. Une analyse des notes composites cache certaines tendances préoccupantes (par exemple au Burkina Faso) et certaines tendances positives (par exemple en Éthiopie), qui sont évaluées en plus de détails ci-dessous, sur la base de la révision des notes dimensionnelles. Certains des résultats les plus positifs (par exemple en Afghanistan) révèlent la valeur ajoutée potentielle de combiner les programmes individuels avec les programmes communautaires.

Figure 1. Notes composites générales de l'enquête RSS de l'OIM[14]



Les notes sont codées par couleur: niveau le plus faible (rouge), niveau intermédiaire (orange) et niveau le plus élevé (vert), pour une typologie à trois niveaux de la réintégration dans les pays clés - dans le contexte des retours du programme AVRR de l'OIM.

13 Voir l'annexe 2 pour des explications sur l'enquête RSS.

14 La taille de l'échantillon par pays, du plus grand au plus petit échantillon de l'ensemble de données RSS: Nigéria 956, Guinée 603, Cameroun 423, Gambie 380, Côte d'Ivoire 375, Niger 369, Éthiopie 357, Sénégal 285, Mali 272, Guinée -Bissau 221, Burkina Faso 203, Ghana 178, Soudan 178, Mozambique 117, Bangladesh 104, Somalie 84 et Afghanistan 52.

TAILLE DE L'ÉCHANTILLON			
NIGÉRIA	*956*	*GUINÉE-BISSAU*	*221*
GUINÉE	*603*	*BURKINA FASO*	*203*
CAMEROUN	*423*	*GHANA*	*178*
GAMBIE	*380*	*SOUDAN*	*178*
CÔTE D'IVOIRE	*375*	*MOZAMBIQUE*	*117*
NIGER	*369*	*BANGLADESH*	*104*
ÉTHIOPIE	*357*	*SOMALIE*	*84*
SÉNÉGAL	*285*	*AFGHANISTAN*	*52*
MALI	*272*		

Analyse des lignes de tendance

On considère le temps écoulé depuis le retour comme étant une variable importante pour la mesure de la réintégration et on pourrait s'attendre à ce que les notes s'améliorent avec le temps.[15] La figure 2 compare les notes dans les différentes dimensions - en ce qui concerne le temps écoulé depuis le retour - et pour certains pays. Les lignes de tendance montrent le taux moyen d'amélioration pour chacun des pays, avec un nombre important d'observations. La zone grisée représente la marge d'erreur.

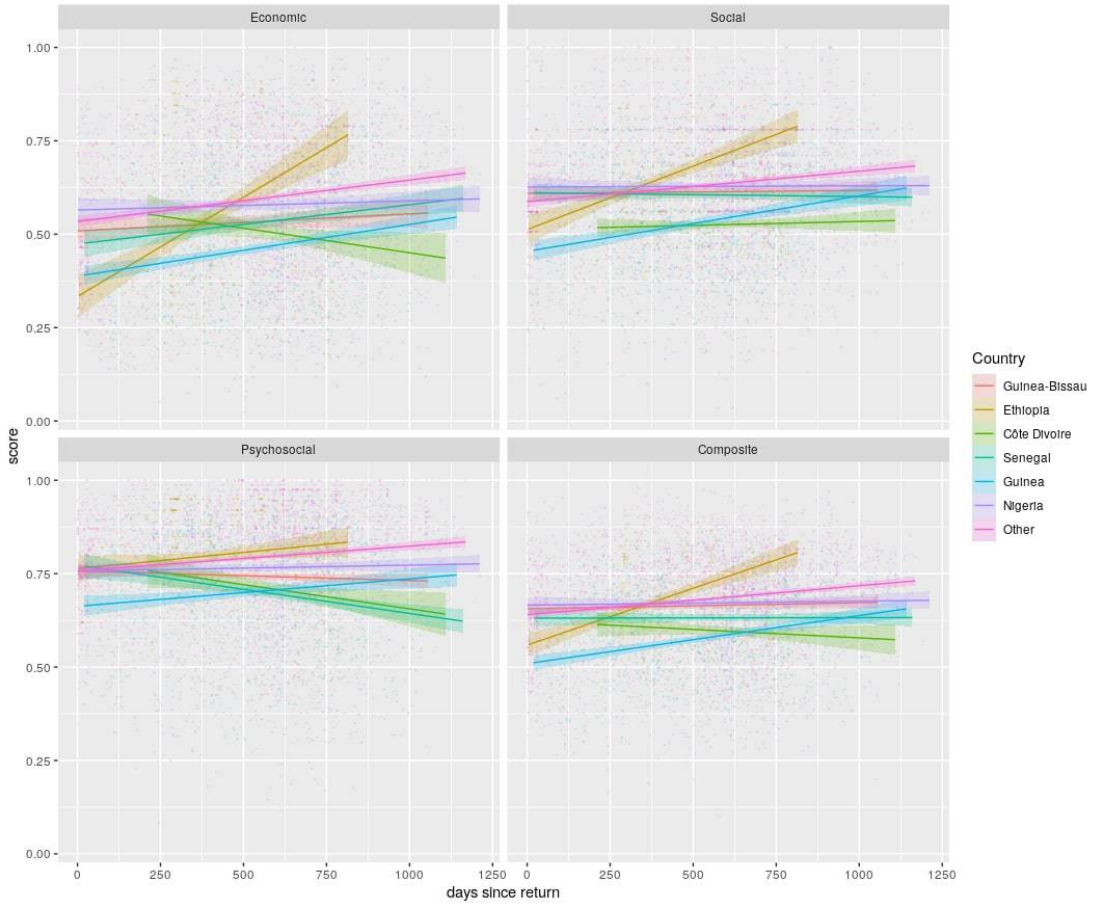
Le graphique montre que les notes de l'Éthiopie ont tendance à se redresser le plus rapidement dans le cadre économique, malgré une situation initiale plus difficile. En Côte d'Ivoire, par contre, les conditions économiques, selon les notes de cette dimension, semblent se détériorer rapidement, bien qu'elles aient relativement bien commencé.

En ce qui concerne la dimension sociale et la note composite, la trajectoire de l'Éthiopie au fil du temps montre une tendance à la hausse, semblable à celle de la Guinée, qui progresse le plus considérablement dans les dimensions économique et composite - et dans une moindre mesure, dans les dimensions sociale et psychosociale. Le Sénégal, généralement, montre une augmentation rapide au niveau de la dimension économique au fil du temps, mais la réalité composite est d'un niveau moyen, en raison de désavantages considérables dans les notes psychosociales à travers le temps.

Ces lignes de tendance peuvent permettre aux bureaux de pays et au siège de l'OIM d'évaluer les domaines dans lesquels une aide supplémentaire soit nécessaire, à la fois en termes de différentes dimensions et de pays - pour inverser les tendances négatives et pour apprendre des tendances positives. On peut tirer d'ici des leçons clés, provenant des exemples de l'Éthiopie et la Guinée, mais des adaptations sont nécessaires pour élever le niveau (ou améliorer les tendances) dans des pays tels que la Côte d'Ivoire et le Sénégal, où les migrants de retour ont des difficultés avec leur processus de réintégration.

15 Dans ce cas, le temps écoulé depuis le retour constitue une variable. Les dates de l'enquête RSS comprennent l'heure à laquelle celle-ci a été saisie dans le système, ce qui pourrait différer un peu de la date d'administration. Les lignes dans la figure 3 représentent l'évolution des notes moyennes au fil du temps.

Figure 2. Lignes de tendance par dimension et notes composites dans 6 pays de retour clés



Pour comprendre les variables qui pourraient avoir un impact sur chaque dimension et les notes composites, nous avons utilisé une analyse de régression pour contrôler le sexe, l'âge, le temps écoulé depuis le retour, les activités et les pays.[16]

Les résultats de l'analyse de régression montrent que les variables ayant le plus d'impact sont les suivantes:

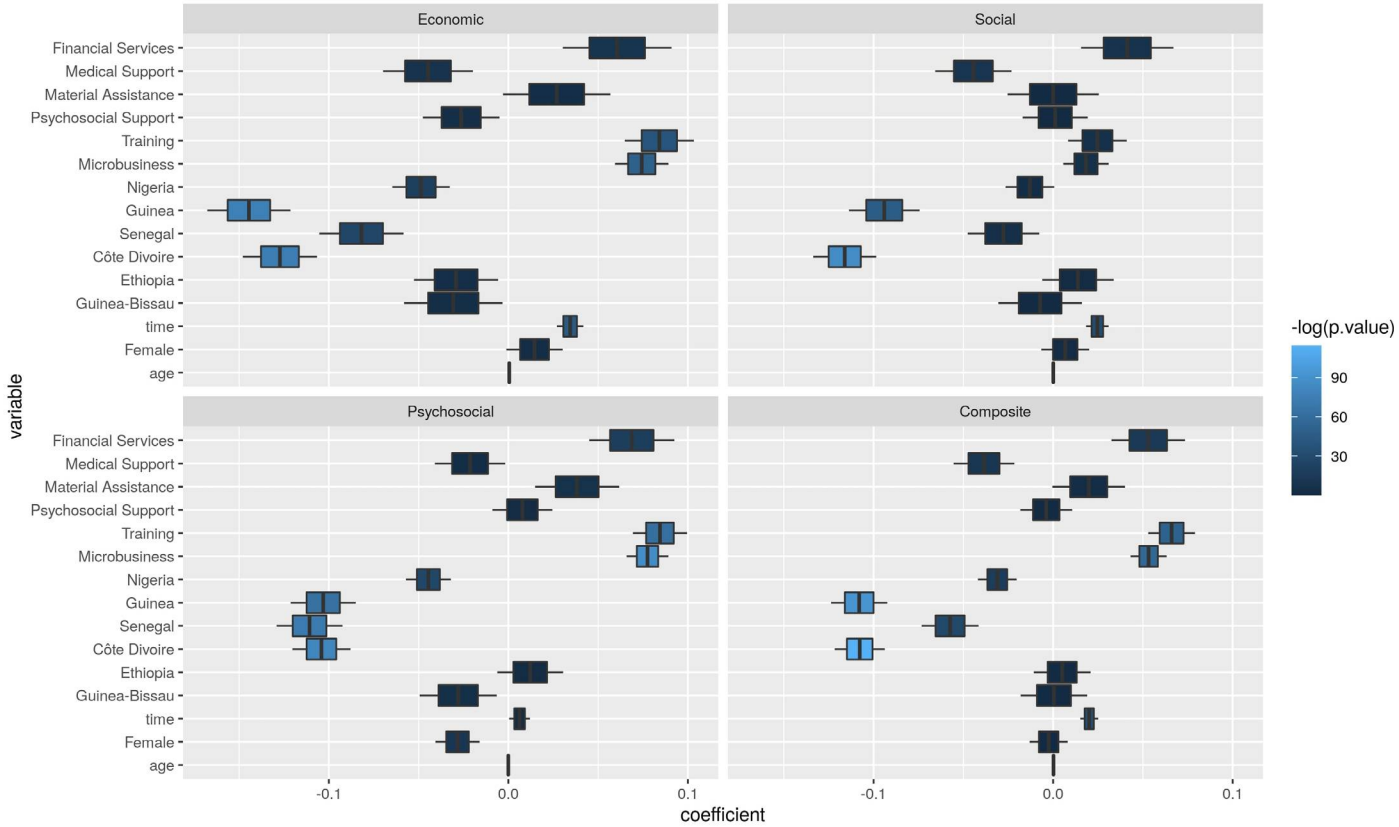
- **Le pays de résidence -** la Guinée, le Sénégal et la Côte d'Ivoire étant les plus désavantagés. Le fait de se trouver dans ces pays aura un impact négatif sur la note de réintégration des migrants de retour. D'autre part, l'Éthiopie a enregistré des progrès importants dans les dimensions économique et social.
- **Les activités de formation et de microentreprise -** l'assistance matérielle, les microentreprises et les services financiers sont positivement corrélés pour marquer les améliorations dans toutes les dimensions.

Toutes les dimensions sont essentielles à la réintégration, mais la dimension fondamentale est celle de l'assistance économique, tandis que l'aide au dimensions sociale et psychosociale pourrait être nécessaire pour consolider les progrès réalisés au niveau de la réintégration (par exemple les gains économiques). La figure 3 présente les résultats de l'analyse de régression: le bleu clair représente les facteurs les plus importants qui déterminent les niveaux de réintégration - plus une case est éloignée vers la droite, plus la corrélation entre la variable et les niveaux de réintégration est positive; plus elle est éloignée vers la gauche, plus la relation est négative. Par conséquent, la figure 3 montre que la formation et les entreprises, parallèlement aux services financiers, sont les trois activités qui ont l'impact le plus positif sur les notes économiques, sociales, psychosociales et composites.

16 Voir l'annexe 3 pour le tableau de régression.

Les services financiers présentent une corrélation plus positive avec les notes de l'enquête sociale RSS: les services financiers offrent aux migrants de retour une ressource en espèces qu'ils n'auraient pas besoin d'emprunter à des connaissances, des membres de famille ou des amis, supprimant ainsi une certaine pression et tension qui pourrait s'accroître en empruntant à des connaissances proches.

Figure 3. Analyse de régression - contrôle de l'impact des variables sur la réintégration



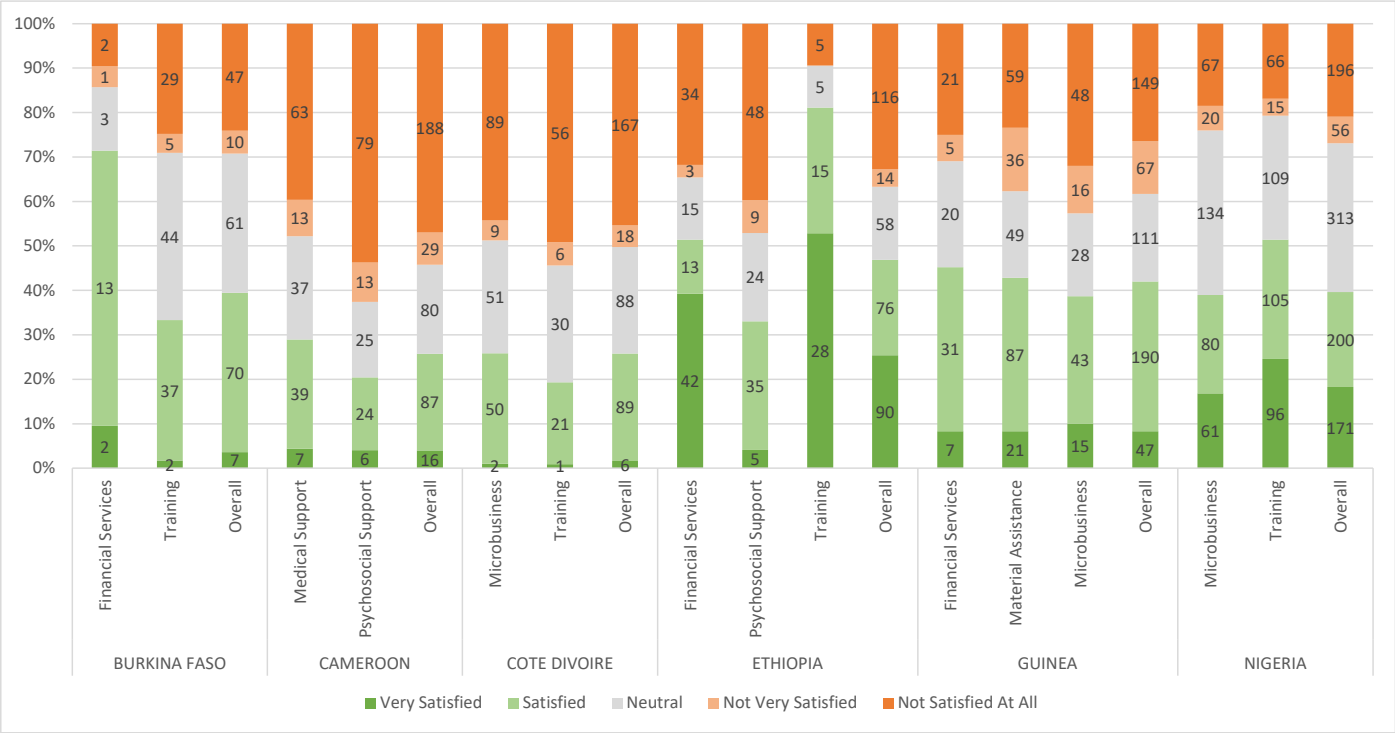
2.3. DIMENSION ÉCONOMIQUE: LES NUANCES DES PROGRAMMES COMBINÉS - OU INTÉGRÉS

Une combinaison d'aide en matériel et d'aide psychosocial peut avoir un résultat extrêmement positif (par exemple en Éthiopie) ou rester peu concluante (par exemple au Cameroun). Ces disparités justifient une plus grande attention et un partage des leçons entre les bureaux de pays. De même, si les migrants de retour au Burkina Faso et au Nigéria ont bénéficié d'aide dans des domaines similaires, les niveaux de satisfaction sont différents; les activités d'aide spécifiques varient également d'un pays à l'autre. La situation économique au retour représente sans doute la dimension la plus importante à analyser, étant donné qu'elle soit perçue différemment et que les moyens de subsistance constituent l'objectif de la plupart des activités ou de l'aide reçue des programmes (voir la figure 4).

- *Au Burkina Faso*, les bénéficiaires des activités de services financiers sont plus susceptibles de percevoir positivement leur situation économique que ceux qui bénéficient des activités de formation.
- *En Éthiopie,* ceux qui ont bénéficié de services financiers / de formation ont tendance à obtenir des résultats beaucoup plus positifs - en termes de perception de leur situation économique - que ceux qui ont bénéficié d'une aide psychosociale.[17]

17 Sans les critères de sélection exacts pour la participation à un ensemble d'activités donné dans le contexte de chaque pays, il n'est pas possible d'attribuer des relations causales à ces notes. Cela justifie un suivi plus approfondi et une étude qualitative.

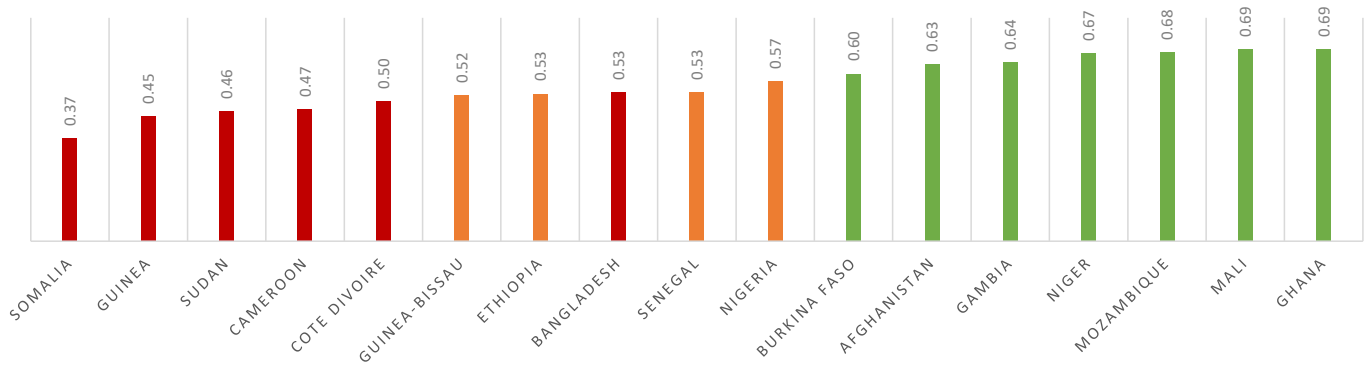
Figure 4. Principaux types d'assistance reçue par rapport à la perception de la situation économique



En général, les notes de l'enquête RSS au niveau national dans la dimension économique (voir la figure 5) révèlent une typologie similaire aux notes composites en général. Ils révèlent également que les migrants de retour au Bangladesh s'en sortent mieux dans la dimension économique mais ils sont "rabaissés " dans leur note globale RSS par d'autres dimensions - telles que la dimension psycho-sociale - **ce qui confirme la nécessité de maintenir les progrès réalisés au niveau des programmes économiques, à travers une assistance pluridimensionnelle et intégrée.**

Une comparaison des notes composites avec la note économique permet d'identifier les situations dans lesquelles les gains économiques pourraient être compromis par la performance dans d'autres dimensions. La notation et la typologie ci-dessus sont confirmées lorsque les migrants de retour sont questionnés sur leur niveau de satisfaction par rapport à leur situation économique actuelle. Ceux qui se trouvent dans le rang inférieur sont les moins satisfaits, tandis que ceux qui sont classés dans le rang supérieur (par exemple, le Ghana et le Mali) sont les plus satisfaits. D'autres indicateurs économiques sont plus nuancés et soulignent la nécessité d'accorder une attention particulière à la protection et aux éléments sociaux qui déterminent le niveau de réintégration des migrants de retour.

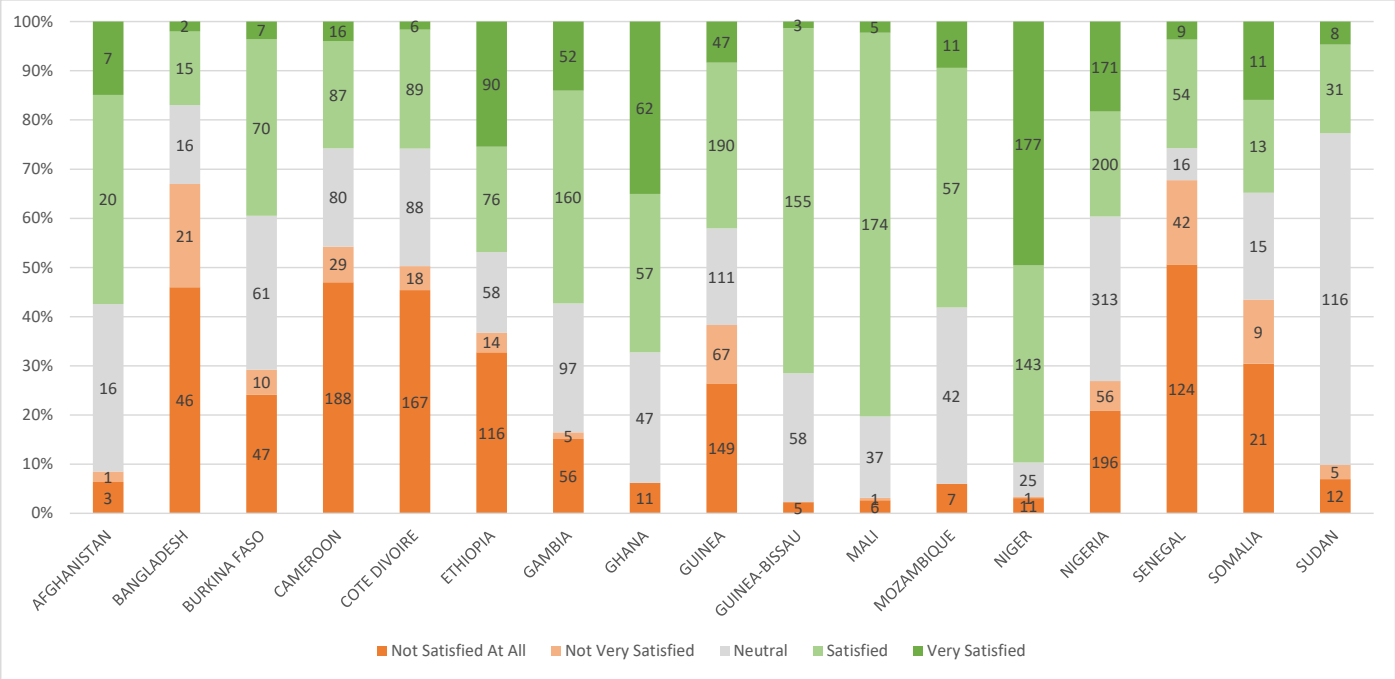
Figure 5. Les notes de la dimension économique de l'enquête RSS de l'OIM, par pays



Les données montrent que **la plupart des pays de retour sont préoccupés par l'insécurité alimentaire parmi les migrants de retour, avec des notes composites qui sont à la fois élevés et faibles.** En observant la réduction de la qualité et/ou de la quantité de nourriture au cours du mois précédant l'entretien, on constate que près de 60% des migrants de retour au Mali - qui figurent au premier rang des notes composites de réintégration - ont dû faire des compromis sur leur consommation alimentaire, plus que dans tout autre pays participant à l'enquête RSS et à un niveau similaire à celui du Cameroun, qui figure en bas de l'échelle. Un deuxième groupe de pays a signalé que plus de 40% des migrants de retour ont dû faire des compromis sur leur sécurité alimentaire - à savoir, le Bangladesh, la Guinée et le Niger, suivis de près par l'Éthiopie, l'Afghanistan et le Nigéria (plus de 30%).

Les emprunts constituent un mécanisme d'adaptation commun après le retour et ceux-ci représentent un facteur clé de la vulnérabilité cyclique. Les participants à l'entretien des pays du groupe A déclarent être, pour la plupart, capables d'emprunter de l'argent (Guinée, Mali, Mozambique, Afghanistan), tandis que ceux des pays des groupes B et C (Somalie, Sénégal, Nigeria, Éthiopie, Côte d'Ivoire et Cameroun) sont les moins susceptibles de pouvoir emprunter de l'argent. Les pays qui déclarent les pratiques d'emprunt les plus fréquentes (supérieures à 50%) sont le Bangladesh, le Mali et le Soudan. Cela montre que dans certains cas, les prêts peuvent contribuer positivement à la réintégration (par exemple au Mali), tandis que dans d'autres cas, ils peuvent indiquer des vulnérabilités systémiques (par exemple au Bangladesh et au Soudan). La compréhension des pratiques d'emprunt, ainsi que des obstacles et des opportunités, peut permettre aux bureaux de pays de l'OIM d'adapter les services financiers et les interventions en espèces pour aider les migrants de retour à sortir de la pauvreté et à réaliser des investissements plus productifs.

Figure 6. Satisfaction des migrants de retour quant à leur situation économique (classement en 5 points)



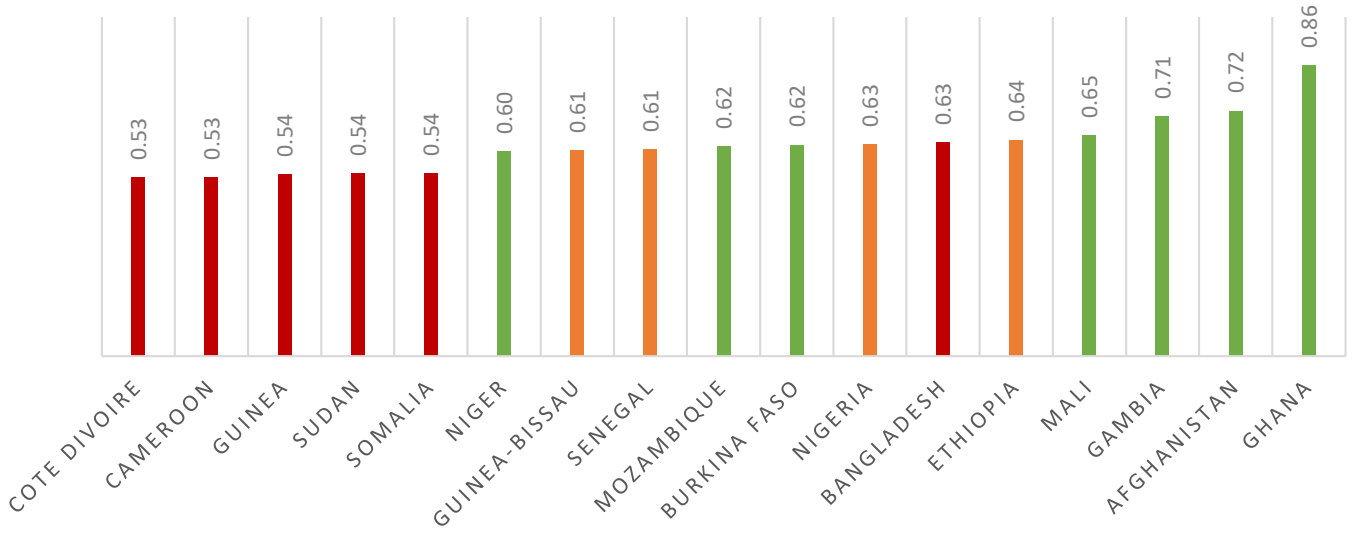
La comparaison de l'accès à l'emploi et les opportunités de formation avec la capacité actuelle de travailler montre les niveaux élevés de la **précarité des emplois** - en Afghanistan, au Bangladesh, au Burkina Faso et au Soudan - et l'incapacité **de transformer les opportunités d'emploi et de formation en emplois réels** - au Mozambique, en Somalie, au Soudan, au Cameroun, en Guinée et en Guinée Bissau. Il semble y avoir un lien entre l'aide à l'emploi / la formation et les tendances actuelles du travail en Éthiopie, en Gambie, au Ghana, au Mali et au Sénégal. Un suivi qualitatif auprès des migrants de retour dans chaque contexte - pour obtenir un retour d'information sur la mesure de l'impact des opportunités d'emploi et de formation sur l'employabilité des migrants de retour et leur capacité à travailler - pourrait permettre de mieux comprendre cette question.

2.4. DIMENSION SOCIALE: GAINS CRITIQUES POUR AMÉLIORER LA RÉINTÉGRATION

Les informations sur la durée du séjour à l'étranger n'ont pas été recueillies de façon systématique, mais la plupart des migrants figurant dans l'échantillon avaient passé six mois ou moins à l'étranger, avant leur retour. Les raisons sociales expliquant la migration initiale pourraient encore avoir un impact sur les migrants de retour: par exemple, des logements inadéquats ou un mauvais accès aux services dans des pays tels que le Cameroun ou la Côte d'Ivoire, qui ont des notes généralement faibles dans l'enquête sociale RSS.

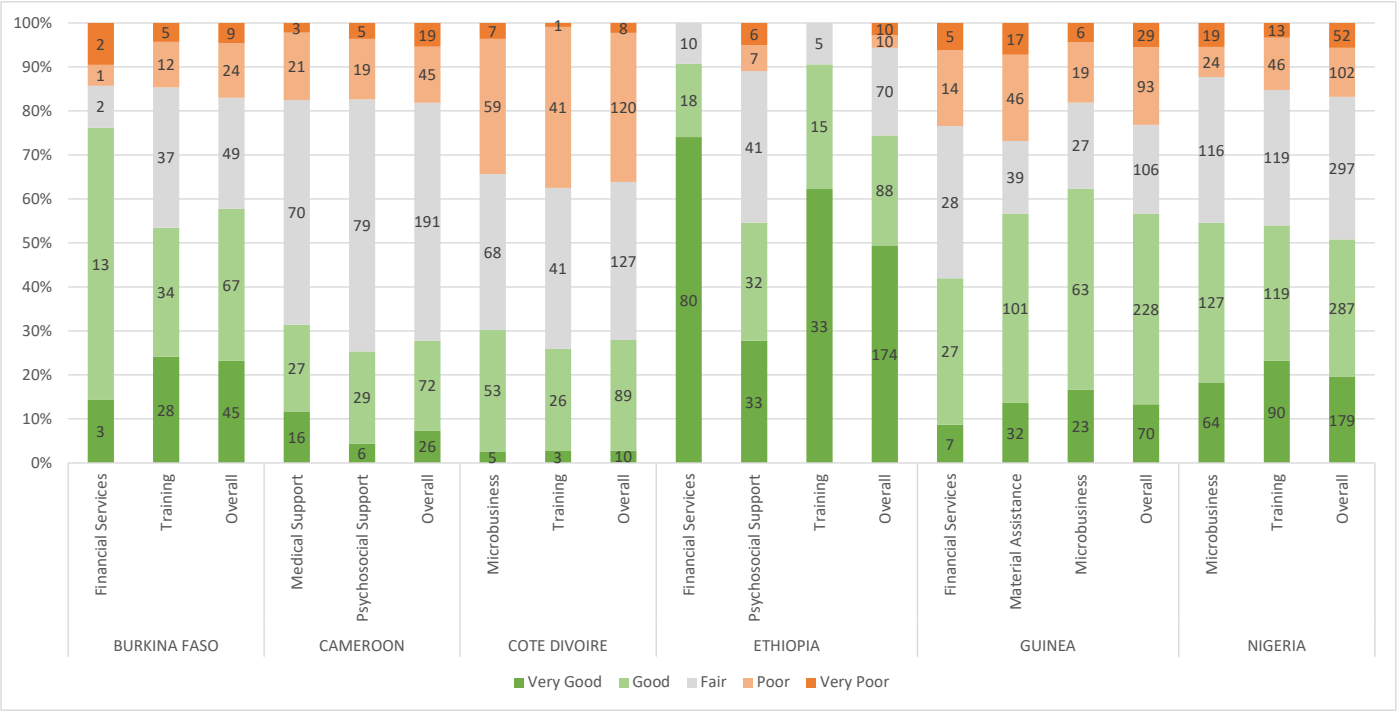
Dans des cas comme celui du Niger, qui se trouve au premier rang de la note composite de l'enquête RSS, les notes sociales des migrants de retour sont particulièrement faibles. Le même cas se présente au Mozambique et au Burkina Faso, où les notes sociales sont inférieures aux notes des autres dimensions. Si une attention particulière est accordée à l'amélioration des indicateurs sociaux dans ces pays, des progrès essentiels pourraient être réalisés sur les résultats de la réintégration. Pendant ce temps, alors que la situation au Bangladesh est plus difficile dans les dimensions économique et psychosociales, il y a encore des progrès à réaliser au niveau de la dimension sociale, ce qui pourrait renforcer la réintégration en général.

Figure 7. Notes de la dimension sociale de l'enquête RSS sociale, par pays



En investissant dans le lien entre les réseaux et l'assistance, on peut résoudre l'élément clé de la durabilité. Les réseaux peuvent être interprétés comme le lien manquant entre les programmes sociaux et économiques de la réintégration (Figure 8). En Éthiopie, la capacité des services est plus forte que dans d'autres pays, en partie, grâce aux mécanismes nationaux et locaux établis pour aider les migrants de retour éthiopiens. Les personnes ayant bénéficié d'un programme d'aide aux moyens de subsistance ont un réseau social plus solide que celles qui ont bénéficié d'un soutien psychosocial; cela peut-être en raison des liens entre les acteurs des services et les acteurs communautaires et sociaux. Au Burkina Faso, ceux qui ont eu accès à des services financiers ont plus de chances d'avoir un bon réseau que ceux qui faisaient partie d'une cohorte d'enseignement et de formation techniques et professionnels (TVET).

Figure 8. Principaux types d'assistance reçus par rapport à la perception de la qualité du soutien du réseau, par pays

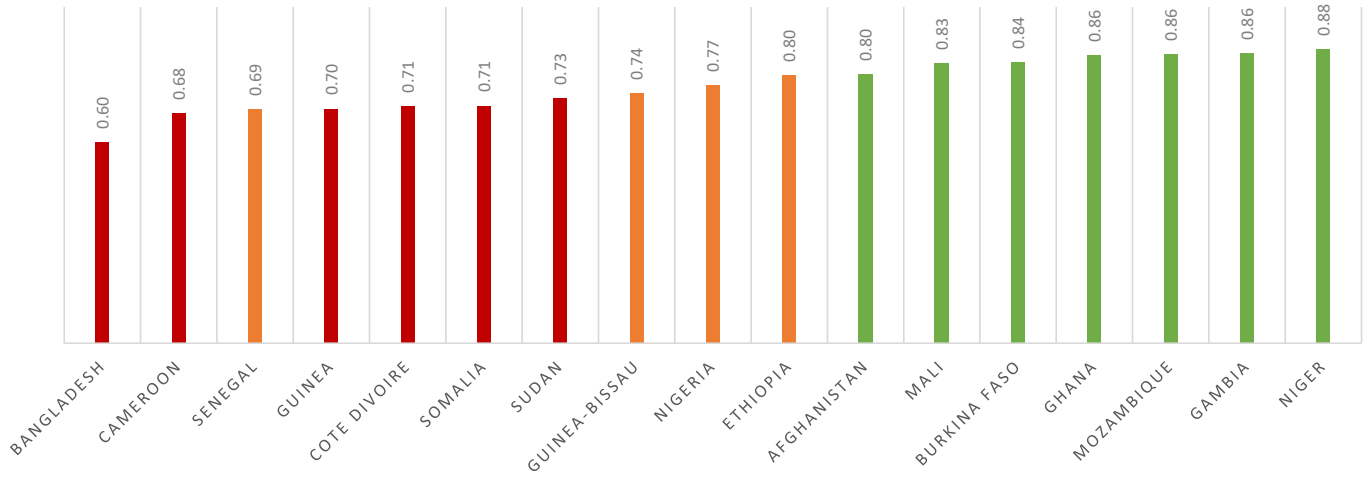


Les pays du groupe A donnent une meilleure évaluation de leur accès aux services et leur qualité - qu'il s'agisse de logement, d'éducation ou de services de santé. L'accès à l'éducation est particulièrement préoccupant au Burkina Faso, en Guinée, en Somalie et au Soudan, tandis qu'au Sénégal, malgré l'accès à l'éducation dans la plupart des communautés, les participants à l'entretien ont déclaré le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. En ce qui concerne les services de santé, la situation au Mozambique constitue une exception préoccupante, car les migrants de retour évaluent leur accès aux services de santé de qualité de manière très négative. Même si le Mozambique fait partie des pays du groupe A, des investissements plus importants et une attention plus particulière dans le contexte des services de santé pourraient améliorer les niveaux de réintégration des migrants de retour et leurs familles, car la prise en charge des services de santé des proches constitue souvent un facteur commun de migration dans un premier temps.

Les pays dans lesquels les tensions politiques ou la violence sont plus intenses montrent un accès plus limité à la justice et à des services de maintien de l'ordre, d'où la nécessité pour les programmes nationaux **de prêter une plus grande attention à la création d'un lien entre les aspects liés à l'aide humanitaire, au développement et à la consolidation de la paix - en établissant un rapport entre les citoyens et leur gouvernement, en ce qui concerne la justice et les services de base**. Certains contextes de retour présentent de graves besoins humanitaires, par exemple en Guinée, en Éthiopie et en Côte d'Ivoire, où l'accès à l'eau potable est gravement insuffisant.

2.5. DIMENSION PSYCHOSOCIALE: RENFORCEMENT DES LIENS ENTRE LES MIGRANTS DE RETOUR ET LEURS COMMUNAUTÉS

Figure 9. Notes de la dimension sociale de l'enquête RSS, par pays



La majorité des migrants de retour (88%) se sentent capables de rester et de vivre dans le pays de retour. Cependant, 28% des migrants de retour au Bangladesh ne sont pas capables de s'en sortir et 34% au Soudan ont estimé qu'il ne serait pas possible d'y rester. La situation est la même en Guinée, au Cameroun et en Côte d'Ivoire, pour 11 à 15% des migrants de retour. L'une des raisons pourrait être le **sentiment de discrimination ressenti** (voir la figure 10) au retour, dont le taux est le plus élevé en Côte d'Ivoire, en Guinée, suivi du Cameroun et du Sénégal. Il faut donc renforcer les liens entre les services de soutien psychosocial individuel et les liens entre les migrants de retour et leurs "communautés" de retour. Le sentiment de discrimination est lié au sentiment d'insécurité des **migrants de retour:**

- **Hors de leur domicile** (voir la figure 11) - déclaré dans les mêmes pays, avec l'ajout des situations de conflit et de déplacement forcé comme en Afghanistan, au Bangladesh et en Somalie.
- **Au domicile** (voir la figure 12) - les migrants de retour en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Bangladesh, en Guinée, au Niger, au Mali, au Soudan et au Sénégal déclarent des tensions et des conflits familiaux qui constituent un obstacle à leur processus de réintégration.

Dans l'ensemble, la distribution des notes de la dimension psychosociale reflète étroitement les classements généraux, bien que certaines positions nationales aient changé. Le cas le plus inquiétant est celui du Sénégal, où on observe la troisième note psychosociale la plus basse - soulignant l'importance critique et le potentiel des activités d'accompagnement de proximité. La Guinée suit le Sénégal de près. La figure 13 montre que les personnes bénéficiant d'un soutien psychologique (au Cameroun et en Éthiopie) sont beaucoup plus enclines à voir l'avantage d'un tel soutien; cela pourrait s'expliquer par le fait que ceux qui ont exprimé un tel désir au départ ont bénéficié d'un tel soutien. Une étude plus approfondie au niveau national pourrait clarifier ces dynamiques. **Ces tendances confirment l'importance de fournir des ressources psychosociales supplémentaires aux migrants de retour, afin de renforcer les résultats de la réintégration.**

Figure 10. Sentiments de discrimination au retour N= 4 931

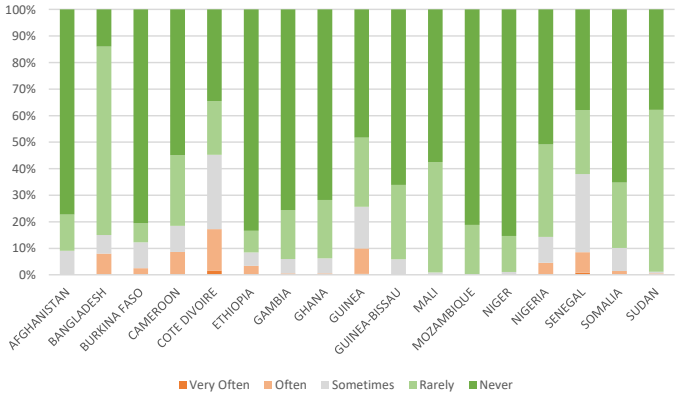


Figure 11. Sentiments de sécurité hors du domicile N = 4 931

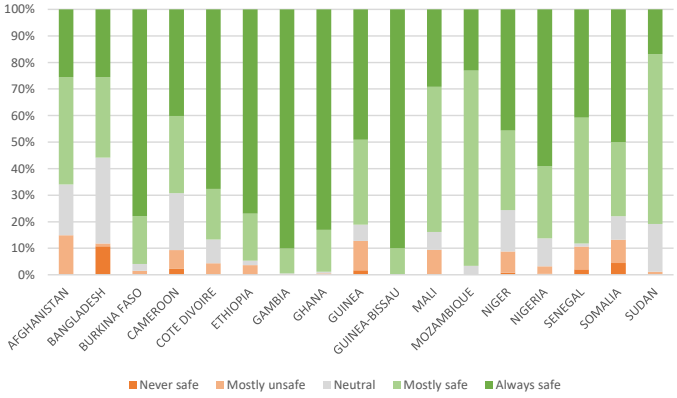


Figure 12. Rapports de tension ou de conflit familial N= 4 931

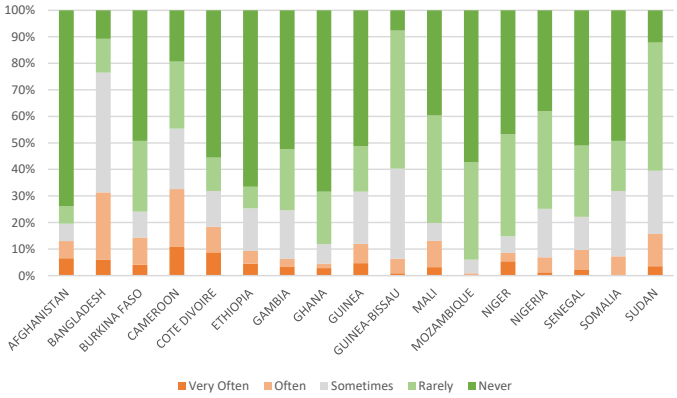
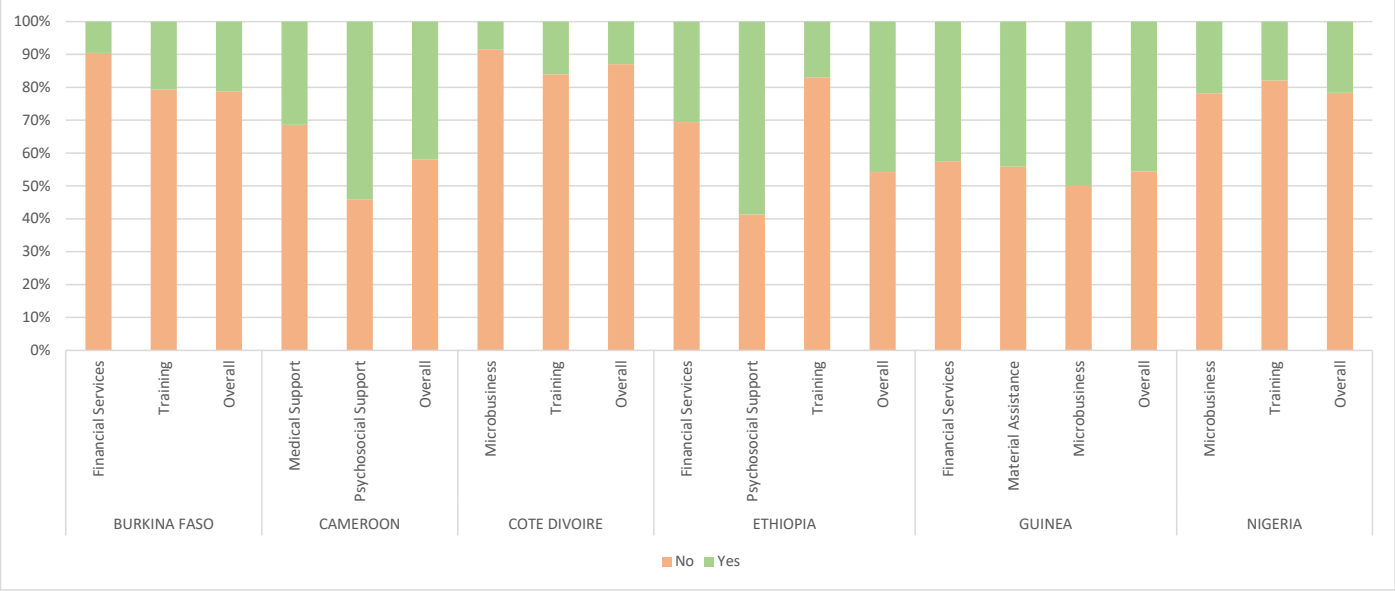
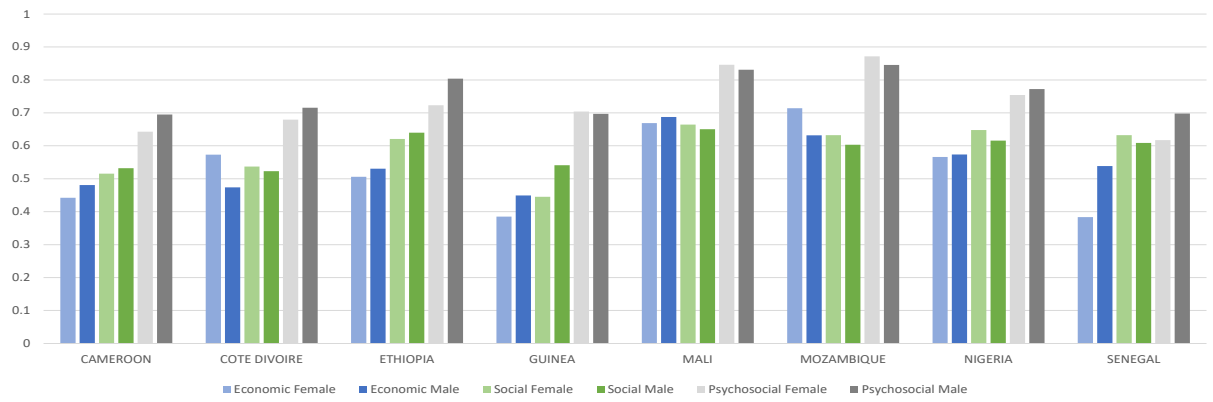


Figure 13. Principaux types d'assistance reçue par rapport au désir de recevoir un soutien psychologique spécialisé N= 2 657



La figure 14 illustre les résultats indicatifs des expériences de réintégration selon le sexe, bien que les femmes aient été inégalement représentées dans l'échantillon de l'enquête RSS. Une étude différente est prévue par l'OIM, sur le genre dans le contexte de la réintégration. Ces études devraient accorder une attention particulière aux résultats de la réintégration des femmes, ainsi qu'aux obstacles supplémentaires qu'elles pourraient devoir surmonter, par rapport aux hommes, afin d'obtenir ce qui semblerait être des résultats généralement similaires - ou dans certains cas - meilleurs. Cela concerne les capacités des femmes migrantes et de retour qui, malgré des contextes de retour difficiles, pourraient finir par réussir aussi bien ou mieux que leurs homologues masculins.

Figure 14. Notes par sexe, par dimension



Histoire de migration et de retour d'une femme

Fatima*, 34 ans, se sentant négligée par son mari et gérant son entreprise pendant qu'il était à l'étranger, a réussi à utiliser son propre sens des affaires pour créer un plan d'émigration pour elle et son fils. Elle décrit la planification de son départ et explique les conséquences de sa décision sur sa vie par la suite, même après son retour:

"En tant que femme mariée, j'ai beaucoup travaillé pour mon mari. Il ne vivait pas ici, il était en Allemagne. Il m'envoyait de l'argent ou des véhicules ou d'autres marchandises, je les plaçais dans le magasin, je m'occupais des douanes; je vendais ou revendais les véhicules, je construisais et la maison était presque finie. Il est alors rentré en 2016 avec quelques absurdités: vous connaissez les hommes, ils n'ont aucune considération pour les femmes qui les aident. Alors je lui ai dit: "attention, le jour viendra, tu me chercheras, tu me chercheras ici, tu allumeras ta lampe même en plein milieu de la journée et tu ne me verras pas." Il m'a dit: Fatima*, arrête, les femmes donnent de l'argent aux hommes, elles construisent pour eux, mais moi je t'ai donné tout l'argent pour construire. Je lui ai dit: "sans ma bravoure, tu n'aurais pas pu construire. Pendant que tu étais en Europe, j'étais ici; et tu as souvent donné beaucoup à tes parents pour qu'ils travaillent pour toi, mais ils n'ont pas pu le faire, ils ont juste utilisé l'argent et moi pour qui tu n'as aucune considération, c'est moi qui ai fait ce travail pour toi. Alors si tu ne me respectes pas, je ne te dis pas d'arrêter de courir après les femmes, mais de le faire ailleurs pour que je ne le sache pas". Et avec ces absurdités, il m'a laissé un minibus que j'ai revendu pour 42 millions de GNF. Je l'ai vendu, j'ai pris l'argent et je l'ai mis dans mon compte."

Fatima* s'est servie de cet argent, espérant aller en Italie, avec son jeune fils à ses côtés. Le bateau s'est mis à couler, ils ont été appréhendés par les garde-côtes libyens, ramenés dans un centre de détention en Libye, pour finalement revenir en Guinée, par l'intermédiaire de l'OIM. Au moment de son retour, son mari était déjà revenu de l'Allemagne. Elle était heureuse d'être de retour dans la sécurité de sa maison, malgré les tensions familiales. Sa réconciliation avec son mari en premier lieu lui a permis de se réconcilier avec le reste de sa famille: "mes parents étaient en colère [...]. Ils étaient en colère et ils voulaient me frapper; et mon mari a refusé, insistant que c'était de sa faute. Mon mari m'a accompagné voir ma famille dans sa voiture, ils voulaient me frapper, mais il leur a demandé pardon". Depuis ce temps, elle a réussi à développer une entreprise d'élevage de poulets et les relations avec les membres de la communauté ont été cordiales. En fin de compte, "ma vie n'est pas exposée. Dans ma situation, je ne peux pas dire que je suis la personne la plus riche de mon quartier, mais j'ai assez à manger [...]. Tout le monde savait que j'étais partie, mais quand je suis revenue, j'ai fait comme si tout allait bien; et personne n'a osé me demander quoi que ce soit [...]. Les gens venaient encore me saluer, mais personne n'osait me demander quoi que ce soit." Sa vie quotidienne est redevenue normale et elle se sent reconnaissante pour son confort matériel, mais en fin de compte, son voyage continue à la marquer: "ma mentalité a changé. Si vous ne gagnez pas, vous changez de mentalité: ce sont les conséquences de l'aventure".

III - Résultats de l'accompagnement de proximité, avec une attention particulière sur le Sénégal et la Guinée

Chapitre 3 - Principaux résultats

Le service d'accompagnement de proximité du projet ORION a amélioré la réintégration au niveau de **la dimension sociale et psychosociale,** confirmant sa capacité à combler l'une des principales lacunes de l'aide à la réintégration. Il y a un petit impact positif, qui est néanmoins statistiquement significatif, **du projet pilote de l'accompagnement de proximité d'ORION concernant la réintégration.**

Les premiers succès et la confiance établie par les conseillers d'ORION risquent d'être compromis par le manque de coordination avec les autres domaines d'assistance, tels que le soutien matériel. La recherche révèle que les notes baissent dans toutes les dimensions après le retour, par rapport à la période précédant la migration: notamment en ce qui concerne les notes économiques, particulièrement en Guinée.

Ce chapitre se concentre sur les résultats de la réintégration du projet pilote d'accompagnement de proximité, avec une sélection de migrants de retour assistés par l'OIM dans le cadre du projet ORION en Guinée, au Maroc et au Sénégal, entre 2018 et 2020. Le chapitre s'appuie sur des entretiens qualitatifs semi-structurés avec 48 migrants de retour (dont la moitié sont des bénéficiaire de l'accompagnement de proximité du projet ORION), six conseillers et 17 informateurs clés à travers les trois pays; et sur des données quantitatives de panel pour 208 migrants de retour (109 en Guinée, 99 au Sénégal)[18] pour lesquels l'équipe de recherche a pu comparer deux enquêtes RSS ou plus.

3.1 LE PROJET PILOTE D'ACCOMPAGNEMENT DE PROXIMITÉ AU SEIN DU PROJET ORION

Historiquement, l'aide à la réintégration s'est concentrée sur la dimension matérielle (économique) de la réintégration, en fournissant des incitations financières et un soutien à la création d'entreprise. En 2017, le rapport MEASURE[19] a proposé une "approche de gestion de cas" structurée pour soutenir et encadrer les interventions économiques et sociales en matière de réintégration. Le projet pilote d'accompagnement de proximité d'ORION vise à surmonter ce défi; ce chapitre examine la mesure dans laquelle il réussit ou non.

L'accompagnement de proximité est une nouvelle approche dans un domaine de programmes de réintégration en pleine expansion. Certaines organisations communautaires offrent des services d'accompagnement de proximité, pour aider les personnes vulnérables, y compris les migrants de retour. Cependant, le projet ORION est le premier à piloter le service d'accompagnement de proximité dans différents pays, ce qui explique en partie l'importance de son évaluation.

Selon les documents de l'OIM, les conseillers " représentent un lien entre les migrants de retour et la communauté et ils aident les migrants de retour à mettre en œuvre leurs plans de réintégration." De même, ils "jouent un rôle essentiel dans le développement de réseaux et des activités de sensibilisation à la réintégration auprès des autorités locales, des institutions, des organisations non gouvernementales et de la société civile au sein de leurs communautés."[20] Cette recherche sur le terrain suggère la véracité du premier point, mais moins celle du second. Les conseillers ont développé certains réseaux locaux (par exemple en demandant à leurs contacts personnels de faciliter la recherche d'emploi pour les migrants de retour), mais ils considèrent que leur rôle consiste principalement à soutenir les besoins et les projets individuels des migrants de retour qui leur sont attribués, et de leur faciliter l'accès à d'autres formes d'aide matérielle de l'OIM. Un conseiller en Guinée a expliqué: *"en général, mon rôle est de servir d'intermédiaire entre les migrants de retour et leurs besoins. Mais j'ai aussi un rôle de médiateur entre les bénéficiaires [service d'accompagnement de proximité] et l'OIM".*

18 Le nombre de migrants de retour au Maroc ayant fait l'objet de deux enquêtes RSS ou plus était trop limité pour mener une analyse quantitative valable. Par conséquent, dans le cas du Maroc, nous nous basons uniquement sur des données qualitatives.

19 Samuel Hall / OIM. 2017. Setting Standards for an Integrated Approach to Reintegration : Summary Report (MEASURE Project) [(Définition de normes pour une approche intégrée de la réintégration: Rapport de synthèse (projet MEASURE)].

20 OIM 2019a, 4

3.1.1 LES CONSEILLERS – PROFIL ET FORMATION

Les conseillers proviennent des communautés dans lesquelles ils travaillent; ils ont été recrutés et formés par l'OIM en 2018. Un responsable pays de l'OIM a indiqué que "les conseillers ne sont pas nécessairement des migrants [ou des migrants de retour] eux-mêmes, mais ils sont impliqués dans leur communauté; ils ont des profils intéressants – la plupart du temps, ce sont des travailleurs sociaux - qui ont fait des activités similaires dans le passé". En Guinée, il y avait au moins un conseiller qui était lui-même un migrant de retour; la majorité des conseillers ne le sont pas et ils sont plutôt formés dans le domaine du travail social ou d'autres domaines similaires. La recherche sur le terrain a révélé que les conseillers ont une compréhension théorique impressionnante de la réintégration, en plus de leurs connaissances pratiques, ce qui leur permet de bien comprendre la nature pluridimensionnelle et à plusieurs niveaux de la réintégration. Les effets des profils des conseillers sur la relation entre les conseillers et les bénéficiaires sont analysés ci-dessous (section 3.1.3).

Une des premières étapes du projet pilote a permis aux conseillers de réaliser une cartographie locale des services pouvant apporter du soutien aux migrants de retour. L'OIM (Genève) a fourni un exemplaire des résultats de cet exercice de cartographie à l'équipe de recherche et ces ressources documentées pourraient être très utiles aux futurs conseillers. Cependant, il semble y avoir un déséquilibre en termes de disponibilité entre les bureaux de l'OIM. Initialement, l'équipe de recherche n'était pas au courant de ces documents. Un informateur clé de l'OIM au Sénégal nous a expliqué: "nous avons fait cette cartographie... non, elle n'existe pas par écrit, elle a été faite sous forme d'ateliers". Une autre partie importante du rôle des conseillers consiste à participer à la sélection des bénéficiaires, en collaboration avec les bureaux de pays de l'OIM.

Profil d'un conseiller

Diallo Ousmane, conseiller à Ratoma (Guinée), a fait sa carrière en se mettant à l'écoute des gens. Enseignant par formation, son intérêt pour les relations internationales et la protection de l'enfance l'a poussé à obtenir un second diplôme et finalement, comme beaucoup d'autres conseillers, vers le travail social.

En tant que conseiller, il a trouvé qu'il était essentiel de se mettre à l'écoute, et que sa capacité à aider les autres constituait un aspect essentiel et gratifiant de son travail. Il explique que "ce qui est beau dans ce travail [malgré les difficultés], c'est de pouvoir aider quelqu'un et de voir une reconnaissance par la suite, c'est beau. Je répète souvent une phrase qui m'a été dite par l'un de mes migrants de retour [...]: 'j'ai pu sortir de cette situation parce que j'avais quelqu'un qui croyait en moi.' C'est ce qui lui a permis de s'en sortir. S'il a réussi, c'est parce que quelqu'un a cru en lui et il a donc accepté de recevoir du soutien."

Diallo Ousmane souligne davantage la nature de son travail, en le comparant à celui d'un mécanicien: "je dis souvent que si vous êtes mécanicien, vous avez vos outils, si vous êtes soudeur, c'est la même chose, vous trouvez vos outils. Mais ici, vous n'avez pas d'écrous et de boulons, ni de vis, mais vous disposez de quelques indicateurs sur lesquels vous pouvez compter pour vous aider à répondre aux besoins de la personne qui se trouve devant vous. C'est beaucoup plus difficile. Si vous parvenez à maîtriser ces indicateurs, à gagner sa confiance, à répondre à ses besoins et qu'il parvienne à transcender sa situation, c'est beau, [c'est ça le travail]."

3.1.2 LES BÉNÉFICIAIRES – SÉLECTION ET PROFIL

Selon les critères de sélection officiels[21], les bénéficiaires sont sélectionnées sur la base de trois facteurs clés:

- **L'emplacement,** c'est-à-dire le fait d'être dans une zone où se trouve un bénéficiaire;
- **L'accord et la volonté du bénéficiaire** pour participer à l'accompagnement de proximité; et

21 La réintégration à travers l'accompagnement de proximité : la sélection des bénéficiaires, sans date, projet ORION : DFID SSS CMR (document interne).

- **Les besoins de réintégration:** les notes de base de l'individu de l'enquête RSS qui sont inférieures à 0,33, devaient être prioritaires. L'enquête de panel au Sénégal et en Guinée suggère que la note de l'enquête RSS n'a pas toujours été utilisée comme critère de sélection, car la moyenne des premières notes de l'enquête RSS des bénéficiaires est bien supérieure à 0,33 (0,45 en Guinée et 0,62 au Sénégal). Les conseillers combinent leurs propres connaissances locales avec les notes de l'enquête RSS, pour sélectionner les bénéficiaires: *"nous faisons partie de la communauté, donc nous utilisons aussi nos propres observations pour savoir si un bénéficiaire [potentiel] mérite ou nécessite ce soutien"* (conseiller, Guinée). Cette question a été évoquée dans le cadre de la formation offerte par l'OIM, permettant aux conseillers de prendre des décisions sur la base des notes de l'enquête RSS, des connaissances locales et du caractère du bénéficiaire potentiel.

3.1.3 LA RELATION ENTRE LE CONSEILLER ET LE BÉNÉFICIAIRE

La relation entre les conseillers et les bénéficiaires était positive, avec la plupart des bénéficiaires ayant déclaré qu'ils avaient confiance en leur conseiller pour les soutenir. Cette confiance n'est pas automatique et doit être développée progressivement, parfois en faisant appel à des médiateurs - d'autres migrants de retour qui permettent de faciliter la relation et qui peuvent contribuer à établir une confiance initiale entre les conseillers et les bénéficiaires. Une fois la relation établie, **le conseiller peut potentiellement avoir une influence très positive et encourageante sur la vie des migrants de retour,** comme l'a décrit un migrant de retour interviewé à Dakar, en décrivant sa relation avec son conseiller:

> *"grâce à [ma conseillère], j'ai eu du courage. Elle m'a dit, "tu peux le faire comme ça". Elle me donne la paix, elle est très gentille."*

Les conseillers perçoivent leur rôle non seulement comme étant celui d'un conseiller en ce qui concerne les aspects pratiques de la réintégration, mais aussi un rôle qui consiste à se mettre à l'écoute des autres et, par conséquent, à apporter un soutien émotionnel. Un conseiller au Maroc a expliqué:

> *"Personnellement, je ne me vois pas seulement comme un conseiller, mais comme une personne qui se met à l'écoute. Pour quelqu'un qui retourne dans son pays d'origine, il est très important de trouver quelqu'un qui puisse l'écouter; les gens qui ont été rejetés par leur famille et qui pensent encore que l'Europe soit un Eldorado. Pour moi, le fait de me mettre à leur écoute crée un lien avec les bénéficiaires. Vous devez leur expliquer ce que vous êtes capables de faire et ce que vous ne pouvez pas faire, mais le simple fait de leur parler peut déjà être très utile".*

Les conseillers ont souligné que leur rôle en tant que membres de la communauté, distinct de celui de l'OIM, peut créer un partenariat entre eux et leurs bénéficiaires. Malgré les points forts de la relation, les conseillers ont identifié des difficultés dans leur travail. Ces défis étaient les mêmes dans les trois pays.

Premier défi: assurer le suivi des bénéficiaires et un système de suivi efficace
Les conseillers ont souligné le problème de la mobilité des migrants de retour, qui ont de multiples lieux de résidence (par exemple, ils se déplacent d'un ménage à l'autre) et ils n'ont pas de numéro de téléphone portable unique. Ces défis sont devenus plus complexes dans les zones rurales où la population était plus dispersée, par exemple autour de Pita en Guinée. Les conseillers ont souligné les défis liés à l'utilisation des transports publics pour se rendre auprès des migrants de retour dispersés. ing on public transport to get to dispersed returnees.

Deuxième défi: durée et durabilité du programme
En raison de la nature pilote (temporaire) du projet, les conseillers ont exprimé des préoccupations quant à sa durée et sa durabilité. Les conseillers ont perçu leur travail comme étant essentiel à la réintégration des bénéficiaires et la plupart des bénéficiaires ont apprécié leur travail, espérant que le service puisse être maintenu. Les conseillers ont souligné que leur soutien devrait être un processus à long terme, tout comme celui de la réintégration.

Troisième défi: établir la confiance et la cohérence dans la relation entre les conseillers et les bénéficiaires
Les conseillers ont expliqué qu'au début, dans certains cas, il y avait un manque de confiance de la part des bénéficiaires. Ce défi était plus prononcé au Maroc, où les expériences migratoires des personnes de retour et les attentes non satisfaites de la vie en Europe ont créé une certaine méfiance. Un autre conseiller a expliqué que le manque de confiance et l'expérience migratoire - caractérisée par la difficulté, la précarité et la nécessité de négocier des solutions pour contourner les obstacles structurels - ont fait qu'au départ, les bénéficiaires les considéraient comme un obstacle de plus à surmonter, dans leur quête de remigration.

La situation a changé avec le temps et les bénéficiaires ont placé plus de confiance dans leur conseiller.

Quatrième défi: dialoguer avec la famille du migrant de retour
Les conseillers ont compris que les relations familiales constituent un élément clé d'une réintégration réussie. Une partie de leur rôle dans le soutien à la réintégration du bénéficiaire consiste, d'après eux, à promouvoir les liens familiaux et la communication. Un conseiller en Guinée a expliqué que *"la famille est le meilleur moyen de réintégration".* Cependant, les conseillers ont également indiqué clairement que toute interaction entre eux et la famille de leur bénéficiaire devrait être prise en charge par le bénéficiaire et non par le conseiller: *"mon interaction avec les familles dépend de la volonté du bénéficiaire lui-même. S'il n'est pas volontaire, nous n'essayons même pas"*, a déclaré un conseiller au Maroc. Dans les cas où les conseillers ont rencontré les familles des bénéficiaires, ils ont sensibilisé les familles aux difficultés associées au retour.

Les conseillers étaient conscients des risques de réintégration liées aux interactions familiales négatives, et ils ont cité des exemples de cas où les migrants de retour avaient d'abord émigré sans dire au revoir, ou ils avaient emprunté de l'argent - ou même volé de l'argent - pour partir, comme étant des cas particulièrement difficiles. Ils ont remarqué que souvent la famille ne comprenait pas pleinement les raisons du retour et elle espérait obtenir des transferts de fonds ou d'autres avantages de la migration, ce qui provoquait des tensions. Un informateur clé au Sénégal a expliqué:

> *"Souvent, les parents sont très déçus, ils disent: 'avant, c'est lui qui envoyait de l'argent, qui assurait l'éducation de mes enfants'. Nous ressentons leur déception et nous leur expliquons que ce n'est pas la faute de leur fils. Certains comprennent, mais malheureusement, ce n'est pas le cas pour d'autres. "*

Cinquième défi: coordination du service d'accompagnement de proximité avec d'autres sources de soutien matériel
Alors que les deux premiers défis sont essentiellement pratiques et que les troisièmes et quatrièmes défis sont liés à la confiance, le cinquième défi combine les aspects pratiques et la confiance. L'Initiative conjointe entre l'Union européenne (UE) et l'OIM pour la protection et la réintégration des migrants - financée par le fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique (EUTF) - et le programme de "Safety Support and Solutions in the Central Mediterranean Route" (soutien et solutions en matière de sécurité sur la route de la Méditerranée centrale - SSS II, où le projet ORION est localisé) constituent les deux sources importantes de soutien matériel externe pour les migrants de retour accompagnés dans le cadre du projet ORION. Une partie du rôle du conseiller consiste à aider les bénéficiaires à accéder à un soutien matériel (économique) à la réintégration et à gérer les attentes quant à ce qui pourrait être fourni, notamment parce que le programme d'accompagnement de proximité n'offre pas de soutien matériel.

La gestion des attentes a été rendue plus difficile par les retards et le manque de coordination entre le service d'accompagnement de proximité et les autres programmes de soutien. Cela peut affecter la confiance entre le conseiller et le bénéficiaire, ce qui est un facteur clé de la relation d'accompagnement de proximité. Comme le dit l'un des migrants de retour:

> *"Je ne peux pas dire que je suis déçu, mais je le suis [...], comment dire? Je sais que c'est une aide qui vient d'une organisation, peut-être que cela peut prendre du temps, mais cela n'aide pas. J'attends jusqu'à maintenant. Mais quand nous sommes arrivés ici, nous nous attendions à ce que cela se fasse le plus tôt possible. Puisqu'ils ont vu que notre situation était si difficile, nous nous attendions à recevoir cette aide rapidement...mais jusqu'à présent, elle n'est pas arrivée...pour moi, je l'ai oubliée, je n'y compte plus dessus."*

3.2 COMPARAISON DES RÉSULTATS DE LA RÉINTÉGRATION DES MIGRANTS DE RETOUR ACCOMPAGNÉS ET NON ACCOMPAGNÉS

Pour étudier les différences entre les migrants de retour qui ont bénéficié d'un service d'accompagnement et ceux qui n'en ont pas bénéficié, un ensemble de données de panel a été créé, représentant les migrants de retour qui, après leur retour, avaient répondu à deux enquêtes RSS ou plus. Dans ces cas, leur première et dernière enquêtes ont été comparées, pour évaluer les changements dans le temps - la durée moyenne entre la première et la dernière enquête complétée étant d'un peu moins d'un an (350 jours). Comme la première et la dernière enquête RSS pour chaque individu dans le panel n'ont pas été réalisées le même jour, les comparaisons ont porté sur l'évolution générale dans le temps, plutôt que sur une échelle de temps spécifique.

Les informations des individus représentés dans cet ensemble de données sont résumées dans le tableau 4 ci-dessous.[22]

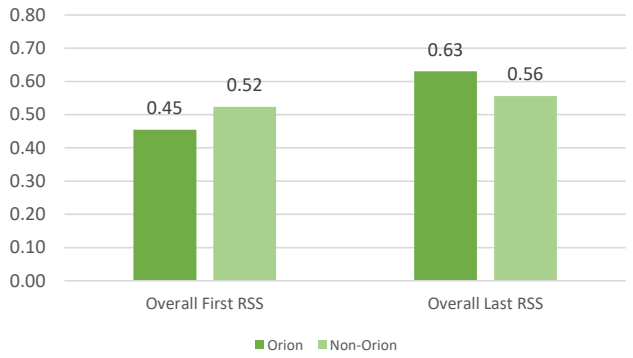
Table 4: Informations résumées sur l'ensemble de données du panel

PAYS DE RETOUR	GUINÉE	SÉNÉGAL
Migrants de retour individuels	109	99
Bénéficiaires du projet ORION	72 (66%)	51 (52%)
Expérience de retour assisté	Principalement retournant du Niger (migrants bloqués, retournant à l'aide du programme AVRR) et de la Libye (migrants irréguliers, retournant à l'aide du programme de retour volontaire humanitaire).	

3.2.1 ÉTUDE D'UN ÉVENTUEL "EFFET D'ACCOMPAGNEMENT DE PROXIMITÉ DU PROJET ORION" SUR LES RÉSULTATS DE LA RÉINTÉGRATION UTCOMES

Parmi ceux qui ont bénéficié d'un service d'accompagnement de proximité, certains n'avaient pas obtenu une note faible dans l'enquête RSS au départ; et certains migrants de retour ayant obtenu une note faible n'ont pas bénéficié d'un service d'accompagnement de proximité (comme il est indiqué au point 3.2.2). Ceci est illustré dans la figure 15 et se révèle de façon particulièrement prononcée au Sénégal, où la note moyenne de la première enquête RSS est presque identique pour les bénéficiaires des projets ORION et non ORION.

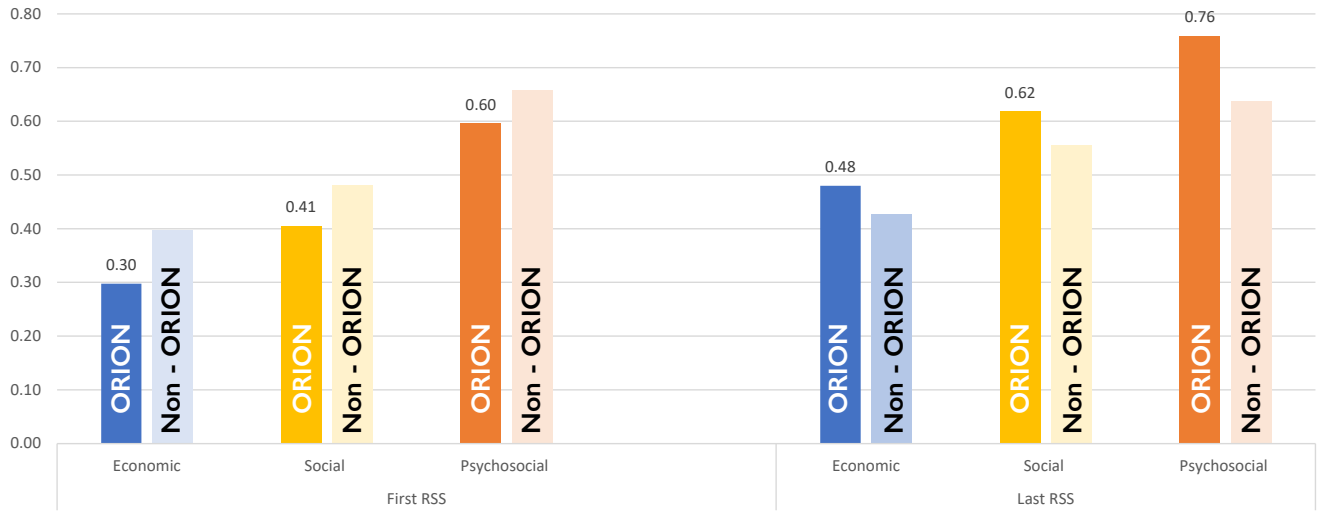
Figures 15 et 16. Notes RSS composites à la première et à la dernière enquête RSS - Guinée et Sénégal



En Guinée, les notes RSS s'améliorent au fil du temps dans presque toutes les dimensions (figure 17) pour les bénéficiaires du projet ORION, comparé aux notes plus variées des non-bénéficiaires. En particulier, les bénéficiaires d'ORION ont 'dépassé' les non-bénéficiaires dans toutes les dimensions lors de la dernière enquête RSS.

22 Il n'y avait pas assez de migrants de retour répondant à ces critères au Maroc pour effectuer une analyse comparative, alors l'équipe de recherche a analysé les données quantitatives du Maroc séparément.

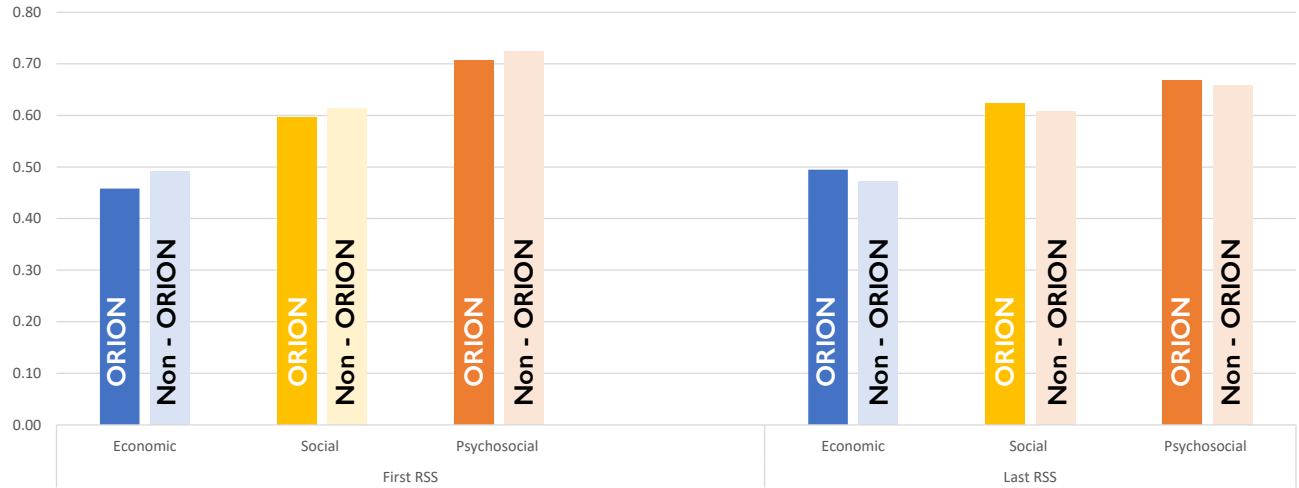
Figure 17. Guinée - Comparaison des notes RSS moyens au cours du temps (ORION vs. non-ORION)



Les non-bénéficiaires ont constaté une petite amélioration dans les dimensions économiques et sociales et une légère baisse dans la dimension psychosociale. **Au Sénégal, on observe une amélioration quasi nulle pour les bénéficiaires ORION et une baisse des notes au niveau de l'échantillon non-ORION** (figure 18). Les différences entre les bénéficiaires ORION et non-ORION sont beaucoup moins prononcées qu'en Guinée, tout comme les changements dans le temps. En examinant la dernière enquête RSS, les bénéficiaires du projet ORION au Sénégal présentent de meilleurs résultats que ceux qui sont représentés dans l'échantillon non-ORION en général, mais ils n'ont pas amélioré leurs notes de manière significative depuis la première enquête RSS, puisqu'on observe une légère baisse des notes psychosociales.

Bien que ces chiffres soient basés sur des moyennes simples et qu'ils soient uniquement limités par la mesure du changement entre deux périodes de temps[23], ils mettent en évidence des différences dans l'effet du programme d'accompagnement à proximité d'ORION en Guinée - par rapport au Sénégal - et certaines différences en termes de l'effet de l'accompagnement à proximité sur les différentes dimensions de la réintégration.

Figure 18. Comparaison de l'évolution des notes RSS moyennes (ORION vs non ORION)



23 La réintégration, comme il est expliqué à l'annexe 1, n'est pas un processus linéaire et les migrants de retour connaîtront probablement de bons et de mauvais moments en termes d'expériences de réintégration. Une prise de conscience à ce sujet a également été codifiée dans la reconnaissance et l'utilisation accrues du "W-model" par l'OIM, le DFID et d'autres organisations (voir Majidi et Nozarian 2019).

En ce qui concerne les diagrammes en boîte, la figure 19 confirme et ajoute des nuances: **les résultats montrent des résultats positifs peu significatifs pour les bénéficiaires du projet ORION, par rapport aux bénéficiaires non-ORION, dans toutes les dimensions - les bénéficiaires non-ORION restant à peu près au même niveau, au fil du temps, tandis que les notes des bénéficiaires d'ORION s'améliorent en Guinée.**

Pour comprendre les variables qui pourraient avoir un impact sur les différents résultats de réintégration entre les bénéficiaires ORION et non ORION, et entre les différents pays, nous avons utilisé une analyse de régression (figure 20). Plus le bleu est clair, plus le résultat est statistiquement significatif, comme indiqué précédemment.

Figure 19. Comparaison de l'évolution des notes RSS moyennes (ORION vs non ORION)

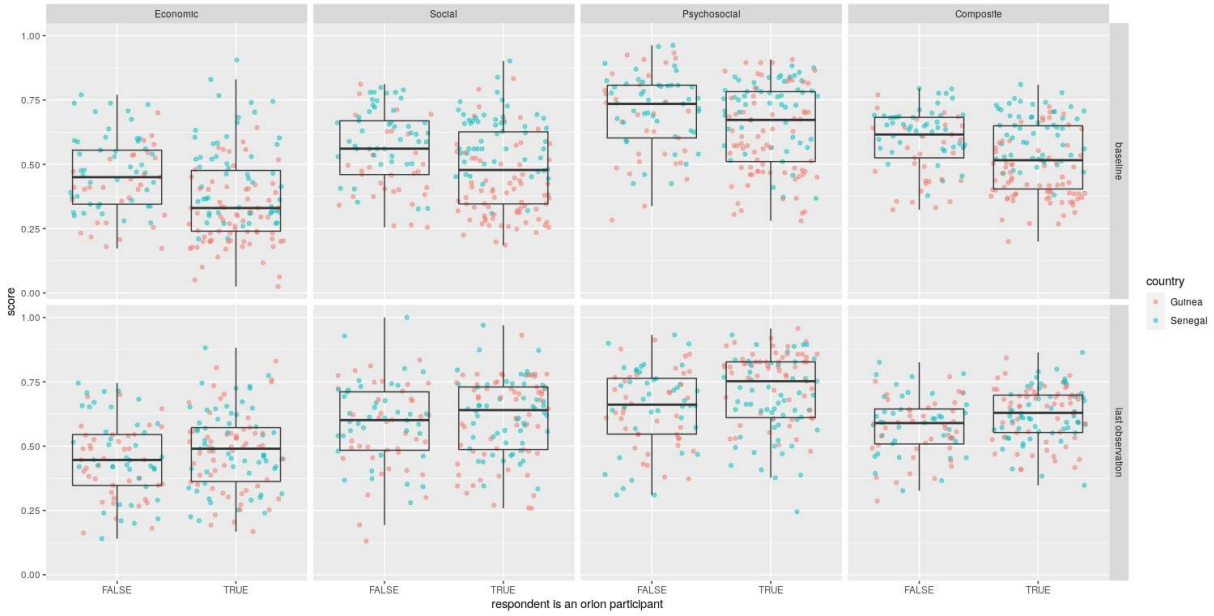
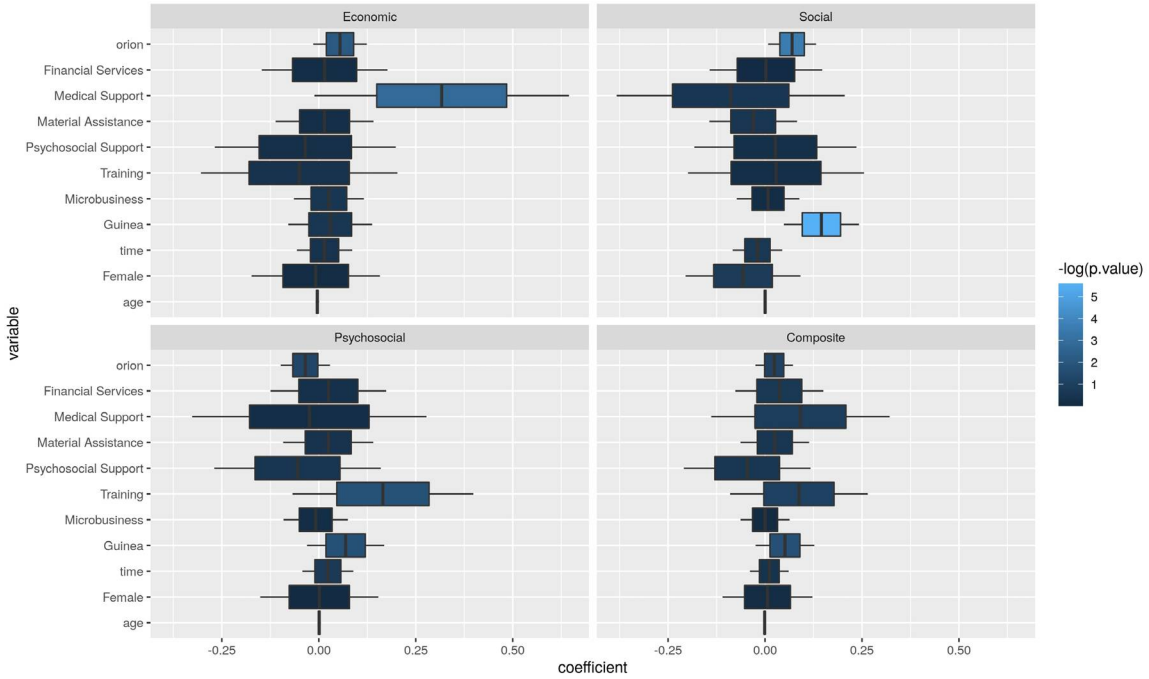


Figure 20. Analyse de régression - contrôle de l'impact des programmes sur la réintégration

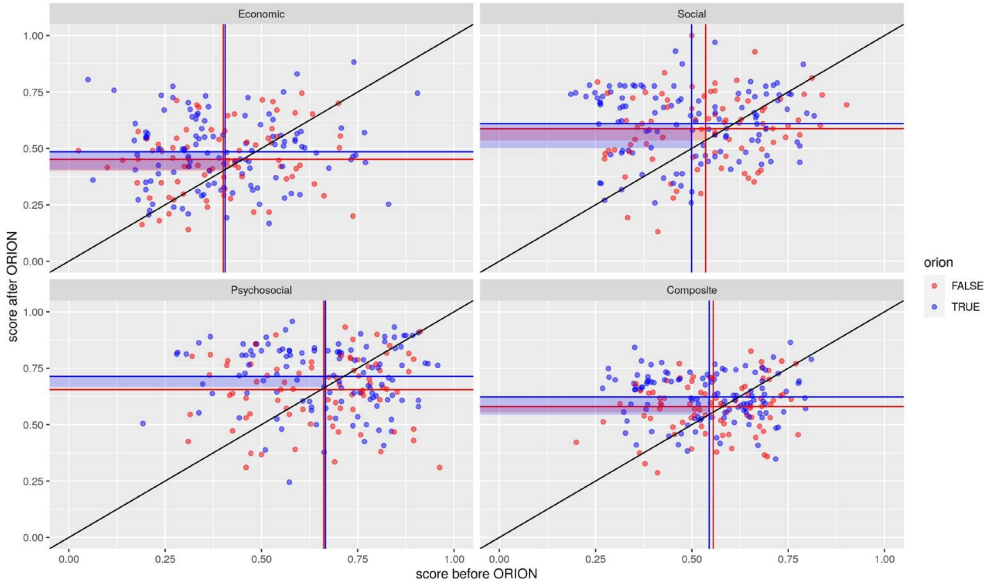


Les résultats de l'analyse de régression montrent que:

- **Il y a un petit impact positif, qui est néanmoins statistiquement significatif, du projet pilote d'ORION sur l'accompagnement de proximité dans le contexte de la réintégration.**
- Les migrants de retour en Guinée semblent obtenir de meilleurs résultats dans les dimensions sociales et psychosociales
- La formation a un impact positif sur les notes de la dimension psychosociale.

Une analyse des différences parmi les différences confirme l'impact positif d'ORION sur la réintégration. L'analyse fait ressortir un impact positif tangible d'ORION, au fil du temps. La figure 21 montre comment les migrants de retour participant au projet ORION s'en sortent par rapport aux migrants de retour non-ORION; et l'évolution de leur situation au fil du temps. Au lieu d'être codé par couleur en fonction du pays, ce graphique est codé par couleur, indiquant si les migrants de retour font partie de l'approche de l'accompagnement de proximité d'ORION. Les points de données en dessous de la diagonale indiquent une aggravation de la situation, tandis que les points de données au-dessus indiquent une amélioration des notes. Les lignes verticales représentent les notes moyennes lors de la première enquête RSS, les lignes horizontales représentent les notes moyennes lors de la dernière enquête RSS et la hauteur de la zone grisée représente les changements apportés par le projet ORION; en d'autres termes, la valeur ajoutée de l'accompagnement de proximité en ce qui concerne la réintégration. Avec une analyse des différences parmi les différences, il se peut que les services d'accompagnement de proximité d'ORION aient contribué à des degrés d'amélioration.

Figure 21. Analyse des différences parmi les différences



Analyse rétrospective - comparaison des conditions précédant la migration avec la première enquête RSS après le retour
Pour mener une analyse comparant les conditions pré-migratoires et les résultats de la réintégration, l'équipe de recherche a isolé les cas pour lesquels une enquête sur les conditions pré-migratoires était disponible; et elle a comparé les indicateurs clés à la première enquête RSS administrée au retour[24]. Un échantillon en a résulté, avec 268 cas de la Guinée et 127 du Sénégal. *Qu'est-ce qui a changé entre le départ et le retour?*

Même si l'accès aux services publics n'est que très légèrement réduit après le retour, les indicateurs clés des dimensions économiques et psychosociales mettent en évidence des changements négatifs au retour, montrant des notes généralement plus faibles. Si les différences de situation avant le départ et après le retour sont plus évidentes lorsqu'il s'agit de facteurs économiques, elles sont également visibles lorsqu'on examine les indicateurs psychosociaux, en particulier ceux qui sont liés à l'appartenance à la communauté et aux sentiments de détresse psychosociale (figures 22 et 23).

24 Il est important de noter une limite à ce type de comparaison : elle compare la perception du participant à l'entretien sur sa situation actuelle à ses souvenirs d'une situation antérieure (c'est-à-dire avant sa migration).

Ces deux indicateurs révèlent des situations aggravées suite au retour, à différents degrés dans les deux pays. Les sentiments de détresse psychosociale sont particulièrement plus présents - probablement en raison du stress qui était présent avant le retour, mais aussi des effets des traumatismes et de l'anxiété liés aux événements vécus durant le voyage migratoire, ainsi que la honte éprouvée du fait de ne pas avoir réalisé les objectifs de la migration.

Figure 22. Avez-vous l'impression de faire partie de la communauté dans laquelle vous vivez actuellement?

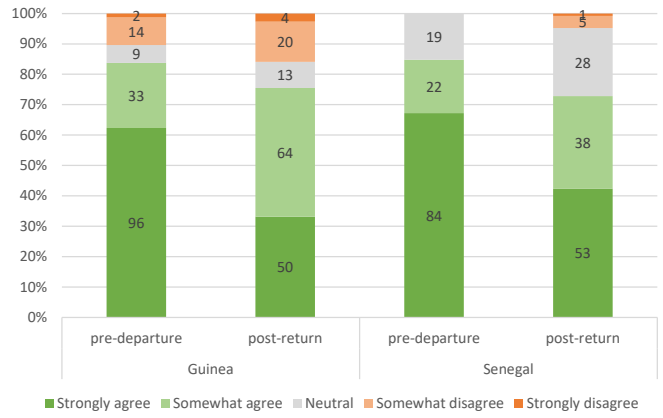
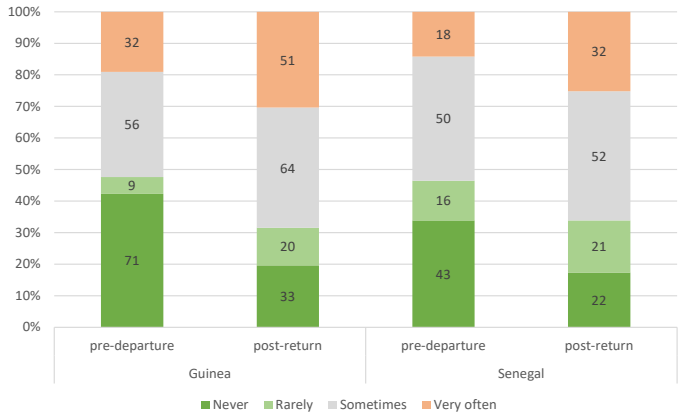


Figure 23. Combien de fois éprouvez-vous des sentiments de détresse psychosociale?



3.2.2 LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES MIGRANTS DE RETOUR - UN MANQUE GÉNÉRAL DE PRÉPARATION ET DE RÉSILIENCE

Dans le panel de données, peu de migrants de retour (environ 10%) ont déclaré être satisfaits de leur situation économique. Avec le temps, la situation s'est améliorée, particulièrement en Guinée, mais la proportion est restée faible; lors de la dernière enquête RSS, un peu moins de 50% des migrants de retour en Guinée étaient satisfaits de leur situation économique alors que cette proportion n'était que de 20% au Sénégal. Bien qu'il ne soit pas directement comparable, ce résultat peut être comparé à un sondage récent de Gallup World, où 53% des Sénégalais interrogés étaient "satisfaits de leur niveau de vie actuel". [25]

La plupart d'entre eux sont rentrés car leur plan de migration avait "échoué", et ils sont donc rentrés sans économies et, dans certains cas, toujours endettés de leurs dépenses initiales de migration. Pour cela, la majorité avait besoin de trouver un emploi immédiatement. Les informateurs clés et les bénéficiaires ont indiqué que cela empêchait les migrants de retour de participer à des formations plus complètes - telles que des cours d'alphabétisation et d'autres programmes qui pourraient leur permettre d'obtenir un emploi formel plus stable à long terme - mais les besoins à court terme en matière de nourriture, de logement et, dans certains cas, de remboursement des dettes, constituent une préoccupation légitime. **Ces besoins à court terme signifiaient que les migrants de retour prenaient souvent des emplois précaires, dépourvus de stabilité à long terme,** tels que le travail journalier rémunéré et, dans de nombreux cas, la conduite de motos-taxis. Un migrant de retour à Dakar a déclaré: *"ce n'est pas facile. C'est toujours difficile. Avant-hier, quelqu'un m'a appelé pour un travail de plomberie, j'ai pu gagner un peu d'argent mais juste assez pour un repas. On travail pendant un jour ou deux, mais ensuite il n'y a pas de travail pendant une semaine ou deux."*

La proportion de personnes qui travaillent s'est améliorée au fil du temps pour les bénéficiaires d'ORION et non-ORION, comme on le constate dans la figure 24. Cependant, on trouve encore une grande proportion de migrants de retour, dans toutes les catégories, qui ne travaillent pas actuellement, particulièrement en Guinée. **Le défi pour les migrants de retour n'était pas seulement de trouver du travail, mais aussi de trouver des moyens de subsistance, capables de résister aux chocs.** Dans certains endroits, la coordination entre les conseillers d'ORION et l'EUTF a pu apporter des changements positifs, comme l'a expliqué le conseiller de Pita, en Guinée:

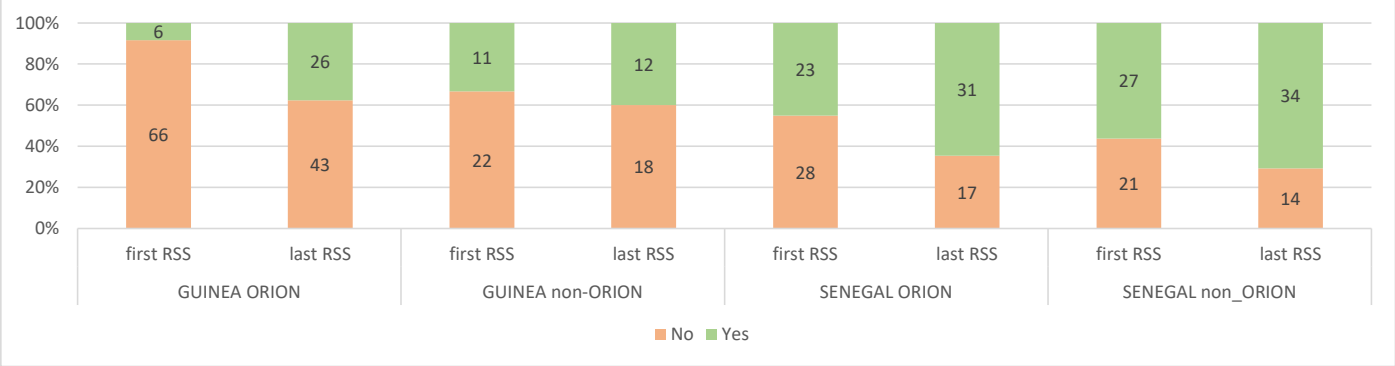
> *"Beaucoup de bénéficiaires ont bénéficié d'une aide à la réintégration, beaucoup ont été réintégrés économiquement. Par exemple ici, nous avons mis en place un projet de culture de pommes de terre qui a été mis en œuvre par l'EUTF. Ensuite, il y a le projet de fabrication de savon qui démarre; et nous avons deux bénéficiaires d'ORION qui ont bénéficié d'un petit élevage d'animaux de pâturage - pour l'instant, ça marche bien."*

25 Rheault 2019

Lorsque l'aide n'est pas reçue - ou pas reçue assez rapidement - les migrants de retour se tournent vers les membres de leur famille ou vers des emplois précaires pour accéder à des opportunités génératrices de revenus. Les migrants de retour ont indiqué un autre problème concernant l'aide qui leur est disponible: celle-ci n'est pas toujours adaptée à leur situation. Un bénéficiaire d'ORION à Dakar a déclaré:

Les migrants de retour ont indiqué un autre problème concernant l'aide qui leur est disponible: celle-ci n'est pas toujours adaptée à leur situation. Un bénéficiaire d'ORION à Dakar a déclaré:

Figure 24. Travaillez-vous actuellement ?



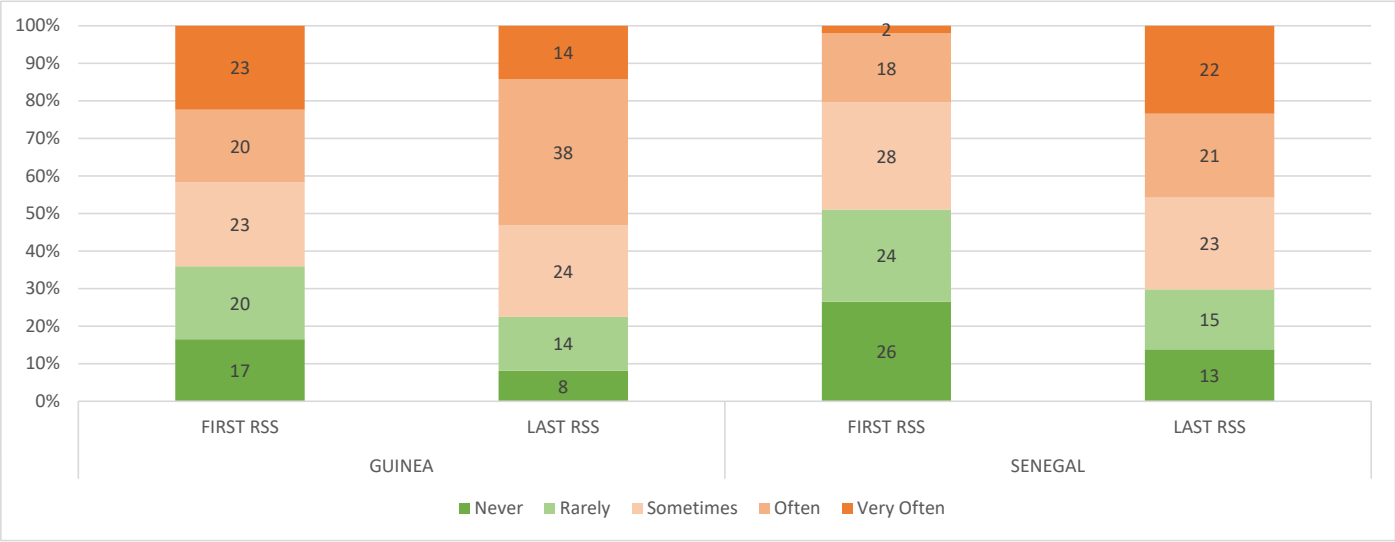
La recherche d'un emploi dépend essentiellement de réseaux qui ne sont souvent pas suffisamment solides - les réseaux de soutien pourraient exister, mais ils ne débouchent pas toujours sur un emploi; les réseaux professionnels représentent une lacune importante. Certains migrants de retour travaillaient avec leur famille et, dans certains cas, à cause de la COVID-19, l'équipe de recherche a noté des cas de migrants de retour qui changeaient de travail pour aller travailler dans des locaux familiaux, afin de minimiser les contacts hors du foyer. Le soutien familial peut contribuer à la réintégration, mais il peut aussi apporter des tensions, comme l'a dit un migrant de retour à Dakar: *"vous savez, ce n'est pas facile de vivre et de travailler avec votre frère".*

Dans les cas où les migrants de retour ont réussi à créer une entreprise (par exemple un restaurant ou un magasin), ces entreprises restent souvent fragiles, ce que la COVID-19 ne fera qu'accentuer. **La plupart des migrants de retour n'ont tout simplement pas les ressources économiques nécessaires pour créer une entreprise stable et résiliente à leur retour.** Les migrants de retour qui ont le mieux réussi économiquement (ou du moins, qui sont satisfaits) sont ceux qui ont acquis une certaine expérience à l'étranger (par exemple, dans la restauration) et qui ont pu la combiner avec leurs activités commerciales après leur retour et/ou ceux qui bénéficient d'un soutien familial important. Les informateurs clés ont reconnu l'importance d'un soutien intégré à long terme et du développement des expériences individuelles.

Another indicator of economic precarity, as shown in chapter II, is food (in)security. Over half of the sample had to reduce quality or quantity of food consumed, with this trend worsening over time (Figure 25). There are a number of reasons why this may be, but based on previous research and existing literature, whilst family members may initially host (and feed) returnees, this is not necessarily a permanent arrangement, with corresponding drops in access to food, over time.

Un autre indicateur de la précarité économique est celui de l'insécurité alimentaire, comme il est indiqué au deuxième chapitre. Plus de la moitié des personnes représentées dans l'échantillon a dû réduire la qualité ou la quantité de nourriture consommée, cette tendance s'aggravant avec le temps (figure 25). Plusieurs raisons pourraient expliquer ceci, mais d'après des recherches existantes et la littérature actuelle, même si les membres de la famille pourraient initialement accueillir (et nourrir) les migrants de retour, ce n'est pas nécessairement un arrangement permanent, avec des baisses correspondantes dans l'accès à la nourriture, au fil du temps.

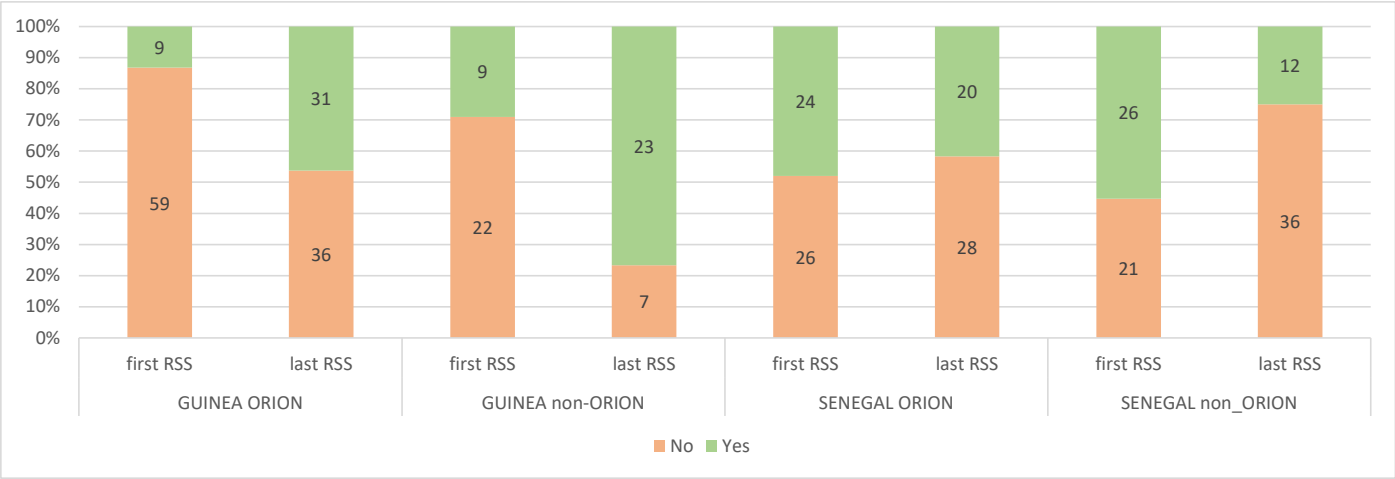
Figure 25. Rapports sur la réduction de la quantité/qualité des produits alimentaires au cours du dernier mois



Un dernier indicateur de la résilience économique est celui de la dette et des emprunts. L'accès aux emprunts est variable et évolue au fil du temps. Dans la figure 26, on constate que très peu de personnes en Guinée ont accès à des personnes qui peuvent leur prêter de l'argent initialement, mais cela s'améliore avec le temps; alors qu'au Sénégal, c'est le contraire.

Quoique le nombre de personnes empruntant de l'argent régulièrement soit assez faible, il augmente au fil du temps, tant pour les bénéficiaires ORION que pour les bénéficiaires non-ORION, et ce dans les deux pays (voir la figure 31). Les dettes et les emprunts pourraient constituer un risque futur, mais ils pourraient aussi indiquer des tentatives de création d'entreprise. Cependant, il est peu probable que les emprunts fréquents suggèrent la stabilité; et le fait que cette tendance ait augmenté avec le temps - tout comme la proportion de personnes endettées - est préoccupant, en particulier au Sénégal.

Figure 26. Possibilité de faire des emprunts (ORION vs. non ORION) en Guinée et au Sénégal



Les études sur l'aide au retour des migrants en situation précaire ont tendance à se concentrer sur les dettes contractées pour financer la migration initiale, plutôt que sur les dettes contractées après le retour. Il est vrai que beaucoup de migrants avaient emprunté de l'argent pour financer leur migration initiale, mais la part de la charge restante était variable et dépendait de la personne à qui ils avaient emprunté de l'argent. Même dans les cas où la dette est "annulée", elle peut toujours aggraver les interactions négatives entre un projet migratoire "raté", la situation économique et la résilience psychosociale, comme l'a expliqué un migrant de retour au Sénégal: *"je ne suis plus valorisé dans ma famille (…) c'est ce qui fait mal".*

3.2.3 EFFORTS POUR RENFORCER LA STABILITÉ SOCIALE APRÈS LE RETOUR

Sous la dimension sociale, et en relation avec l'accès aux services, notre analyse suggère une différence d'attitudes (ou de priorités) entre les conseillers et les bénéficiaires. Cela se reflète également dans les données de panel, qui suggèrent un impact de l'accompagnement de proximité du projet ORION sur les notes de la dimension sociale, tandis que les résultats qualitatifs soulignent l'impact psychosocial du service d'accompagnement de proximité. Cela correspond probablement à des priorités différentes. Par exemple, les conseillers ont régulièrement soulevé la question des défis posés par l'aide à l'obtention de documents appropriés pour les bénéficiaires, tels que les documents d'identité. Ce problème n'a pas été reconnu comme une préoccupation par un seul migrant de retour interviewé. Pour les conseillers, les documents d'identité représentent plus qu'un simple document, ils représentent l'accès aux structures et aux statuts civils-nationaux. Beaucoup ont donné des exemples des difficultés d'accès aux services sans les bons documents et des vulnérabilités qui se croisent avec la documentation, comme ce récit d'un conseiller au Sénégal:

> *"Il y en a qui n'ont jamais eu d'état civil (…) par exemple, il y a une femme qui n'a jamais eu de carte d'identité. Ce n'est pas facile. Par exemple, j'ai dû trouver un certificat de non-scolarité avec la signature de son père. Mais l'obtention des documents de la part de son père a été difficile, son père a refusé de me les donner; elle n'a pas une bonne relation avec lui, ce n'était pas facile."*

Les conseillers considèrent que la documentation est un élément essentiel de la réintégration. Même si, avec le temps, la possession de documents d'identité s'améliore, un conseiller au Sénégal constate que, dès leur retour,

> *"la majorité des migrants de retour n'ont pas d'état civil, ils ont perdu leurs papiers. Il existe des bureaux gouvernementaux fournissant des services qui pourraient répondre à leurs besoins, mais la plupart des migrants de retour ne les connaissent pas. Je les oriente vers ces institutions et je les accompagne souvent pour remplir leurs obligations administratives, afin de pouvoir accéder à de tels services".*

La documentation était moins importante pour les migrants de retour qu'elle ne l'était pour les conseillers. Cela peut s'expliquer par les profils des conseillers. Dans la plupart des cas, les conseillers sont des travailleurs sociaux et d'autres professionnels habitués à travailler dans les services sociaux et le secteur de l'assistance; et ils sont donc plus conscients de l'importance cruciale de la documentation pour l'accès aux services et aux droits sociaux, grâce à leur profession et à leur formation.

L'enquête RSS demande aux migrants de retour d'évaluer leur niveau d'accès à l'éducation et aux services de santé dans leur communauté, ainsi que la qualité de leur logement; ceux-ci sont légèrement meilleurs au Sénégal qu'en Guinée, comme on pouvait s'y attendre, compte tenu de leur classement national relatif dans des indices tels que l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM).[26] Cependant, on observe également une légère tendance visible de l'amélioration des notes globales des migrants de retour au fil du temps en Guinée, par rapport à une baisse progressive au Sénégal, même si les notes sociales elles-mêmes ont augmenté au Sénégal.

Les conseillers ont indiqué que même si les migrants de retour savent qu'il 'existe des services', il se pourrait qu'ils ne se sentent pas à l'aise de les utiliser et les conseillers ont considéré le soutien des bénéficiaires dans ce domaine comme un aspect essentiel de leur rôle. En plus de la documentation, l'accès à l'éducation est une lacune qui a été indiquée par les conseillers.

3.2.4 L'IMPORTANCE PRIMORDIALE DE LA DIMENSION PSYCHOSOCIALE

Les parties prenantes et les conseillers sont tous d'accord pour dire que la dimension psychosociale est cruciale pour la réintégration - des progrès ne peuvent pas être réalisés au niveau des dimensions économiques si les migrants de retour ne se sentent pas capables de pouvoir faire face à leur présent et à leur futur. La valeur de l'aide à la réintégration psychosociale et son rôle dans l'aide à la réintégration économique et sociale ont été évoqués à plusieurs reprises dans les entretiens et les études existantes[27].

L'aide psychosociale n'est pas seulement un ajout 'simple', elle est essentiel pour permettre aux migrants de retour de développer leur confiance et leurs capacités, permettant ainsi la réalisation d'une réintégration durable. Cependant, il s'agit d'un flux à double sens.

---

26 Alkire, S., Kanagaratam, U., et Suppa, N. 2020. The Global Multidimensional Poverty Index (MPI) 2020. [L'indice mondial de pauvreté multidimensionnelle (IPM) 2020.] Oxford: Oxford Poverty and Human Development Initiative (Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain).

27 Voir Samuel Hall / OIM (2017)

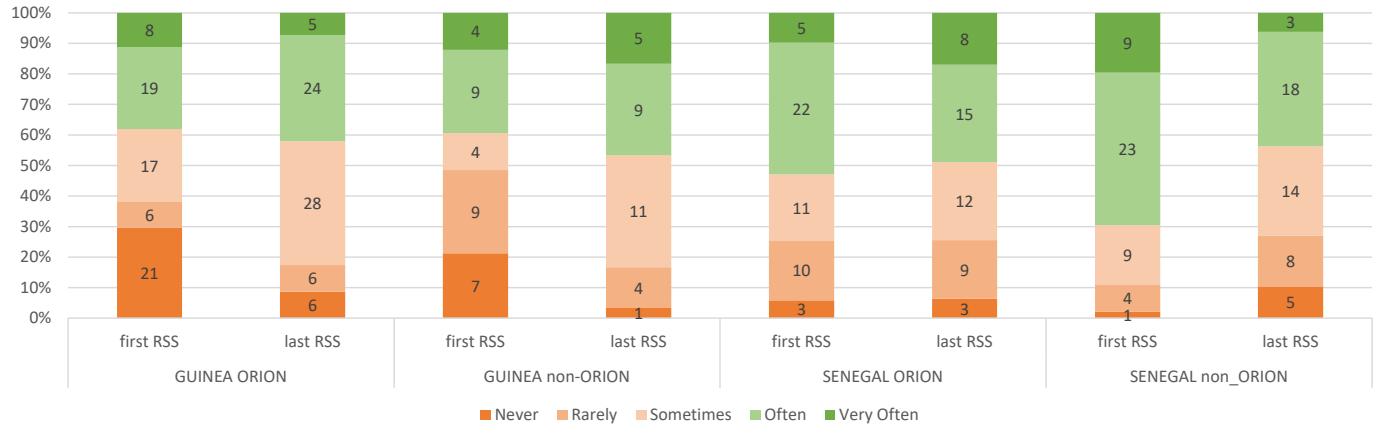
Un conseiller du Maroc a souligné: *"mes bénéficiaires sont dans un bon état psychosocial , mais c'est l'état économique qui impacte l'état émotionnel. Si vous n'avez pas d'argent, vous allez vous sentir triste."*

Considérant l'importance des relations familiales dans la réintégration, il n'est pas surprenant que les **tensions entre les membres de la famille soient également citées, souvent, comme causes de stress après le retour.** Parfois, les migrants de retour ressentaient une pression excessive de la part de leurs proches (en particulier de la famille élargie), qui croyaient que les migrants de retour avaient de l'argent parce qu'ils avaient émigré, ou parce qu'ils leur avaient prêté de l'argent pour émigrer initialement. Un conseiller en Guinée a déclaré:

> *"En général, la plupart ont besoin d'un suivi psychosocial. Un grand nombre d'entre eux ont vu leur famille vendre leurs biens les plus précieux pour qu'ils puissent émigrer. Certains ont volé pour pouvoir quitter le pays, dans l'intention de rembourser ce qu'ils avaient pris. Leurs familles cherchent à se faire rembourser, mais lorsqu'ils reviennent sans avoir la capacité de rembourser, ils sont stressés, marginalisés; ils se sentent coupables. La priorité est donc de travailler sur cette dimension psychosociale."*

La méconnaissance par les membres de la famille quant aux dangers et aux traumatismes associés à une migration précaire est un autre problème commun. Ceux qui vivent dans des régions où la "culture de migration" est plus apparente (par exemple, au Maroc, ou à Ziguinchor au Sénégal) ont mieux réussi, car leur famille et leurs amis sont plus conscients des défis qu'ils ont dû affronter. En ce qui concerne la question de leur réseau de soutien familial depuis leur retour, un migrant de retour au Maroc a déclaré: "mes amis et ma famille n'ont pas changé de point de vue, ils m'aident et me soutiennent beaucoup. Ils comprennent la difficulté de la migration et les risques du voyage". Cela renforce l'importance que les conseillers attachent à la famille. En termes de réintégration dans les "communautés", la majorité des migrants de retour ont exprimé leur sentiment d'appartenance totale ou partielle à la communauté. Cependant, les migrants de retour ont indiqué un niveau relativement faible d'invitations à participer à des activités sociales, comme il est indiqué dans la figure 27.

Figure 27. Invitation à participer à des activités sociales en Guinée et au Sénégal



Les données qualitatives présentent un éventail d'expériences sociales, des personnes très actives dans les activités communautaires à celles qui sont extrêmement isolées socialement. Pour les personnes sans famille, la situation était particulièrement difficile, comme l'a expliqué un bénéficiaire d'ORION à Casablanca:

> *"je n'ai pas de soutien, personne ne m'a aidé. Mes parents sont décédés, je n'ai aucun contact avec mes amis ou mes voisins, et quand on s'attend à un soutien, c'est de moi vers la famille, et non l'inverse. Mais avec ma situation actuelle, je ne peux pas le faire. Je suis coincé (...). Je préfère ne pas entrer en contact avec ma famille. Certaines choses dans ma vie ont changé. Je ne veux pas que mes enfants voient la vie comme ils la voient, en regardant toujours le côté négatif, en voyant tout négativement. Il est interdit à mes enfants de sortir de leur chambre et de jouer dehors."*

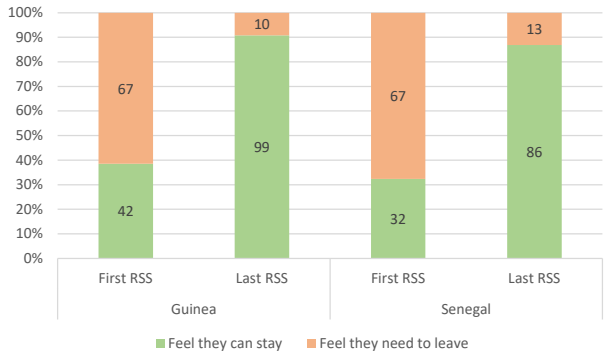
Le contexte psychosocial de la personne interviewée détermine son contexte social. Il faut du temps pour construire ou reconstruire des réseaux sociaux et des relations familiales fiables après le retour, ou un fort sentiment d'identité, malgré l'impact de la migration et du retour sur la vie d'une personne. C'est le cas notamment si le migrant de retour et/ou ses réseaux considèrent leur migration comme un projet "raté" ou s'ils n'ont pas approuvé la migration initiale.

Les amitiés pourraient combler cette lacune, mais cela peut ne pas être suffisant pour créer un sentiment d'appartenance à la communauté. Un sentiment de stabilité par rapport à l'appartenance sociale est un processus qui prend du temps et pour certains des interviewés, ce sentiment n'est pas encore atteint, même deux à trois ans après leur retour. **La clé de la réintégration sociale se trouve dans les relations familiales, mais cela pose la question de savoir ce qui arrive aux personnes qui n'ont pas de soutien familial. Dans ces cas, des programmes comme celui d'ORION peuvent combler une lacune importante**, comme l'a déclaré un bénéficiaire d'ORION en Guinée:

> *"depuis mon retour, je n'ai eu personne pour m'aider ou me faire une offre d'emploi. Je fais de la boulangerie-pâtisserie, le métier que j'ai appris ici avant [d'émigrer], pour gagner de l'argent pour la vie quotidienne. Alors, pour l'instant, je m'en sors. J'ai aussi des chèvres et des moutons qui m'ont été payés par l'OIM. Quand je me trouve dans une crise de liquidités, j'en vends pour pouvoir répondre à mes besoins. Personne ne m'a aidé, sauf l'OIM."*

Au fil du temps, les bénéficiaires d'ORION indiquent une perception de moins en moins importante de la nécessité de réimigrer, comme le montre la figure 28. On constate cela en Guinée et au Sénégal, ce qui suggère qu'avec le temps, les sentiments évoluent vers le désir de rester.

Figure 28. Le besoin perçu de réémigrer, première vs. dernière enquête RSS

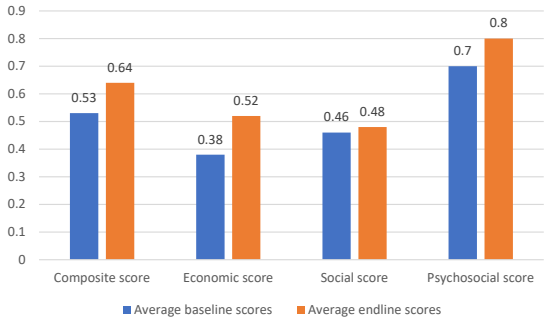


Une dernière constatation particulièrement préoccupante, concernant la dimension psychosociale de la réintégration, a été la déclaration de problèmes de santé mentale dans les entretiens qualitatifs. Certains participants à l'entretien ont déclaré des actions ou des processus de pensée qui pourraient être couramment associés à la dépression, à l'anxiété, aux idées suicidaires et au stress post-traumatique. Ce dernier problème était particulièrement apparent chez ceux qui étaient retournés de la Libye. Toutes ces questions auront forcément un impact non seulement sur le bien-être psychosocial des migrants de retour, mais aussi sur leur résistance à la précarité économique, leur stabilité sociale et leur capacité à faire face aux revers. Même si les conseillers peuvent se mettre à leur écoute de façon attentive, ils ont parfois dû orienter leurs bénéficiaires vers un service de soutien plus spécialisé.

Aperçu du Maroc

Le nombre de migrants de retour au Maroc est plus faible qu'au Sénégal et en Guinée. De plus, le contexte de la migration et du retour n'a que récemment commencé à être défini et considéré comme sujet de discussion de manière coopérative, parmi les partenaires (voir chapitre IV). Le changement indicatif des notes des bénéficiaires d'ORION au Maroc est présenté dans la figure 29.[28]

Figure 29. Évolution des notes de l'enquête RSS des bénéficiaires d'ORION au Maroc



En raison du nombre limité de bénéficiaires de l'OIM et des réponses à l'enquête au Maroc (24 au total), l'équipe de recherche n'a pas pu fournir une analyse statistique comparative des tendances de réintégration et des notes RSS au Maroc.

Les notes RSS au Maroc pour les bénéficiaires d'ORION mettent en évidence des notes relativement élevées dans les dimensions psychosociales et des notes les plus faibles au niveau économique.

28 L'évolution des notes pour le Maroc est basée sur un très petit échantillon: l'équipe de recherche n'a pu isoler de l'ensemble de données RSS globales que les cas dans lesquels la première et la deuxième enquête ont pu être distinguées en fonction des dates fournies, ce qui n'a pas été le cas pour toutes les enquêtes. Les enquêtes soumises manuellement, par exemple, étaient incomplètes. Les changements de notes dans la figure 29 ont donc été calculés sur la base de 6 points de données au Maroc et ne devraient être considérés qu'à titre indicatif.

Ces résultats sont cohérents avec les résultats qualitatifs du Maroc, qui mettent en évidence des niveaux relativement plus élevés de stabilité psychosociale et moins de symptômes de traumatismes importants, par rapport aux deux autres pays pilotes d'ORION.

Sur les 24 réponses à l'enquête analysées pour le Maroc, aucun participant n'était satisfait de sa situation économique (figure 30); une majorité était au chômage et recherchait activement du travail (figure 31).

Figure 30. Travail ou manque de travail au Maroc

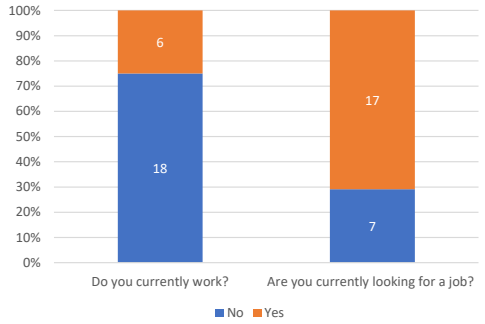
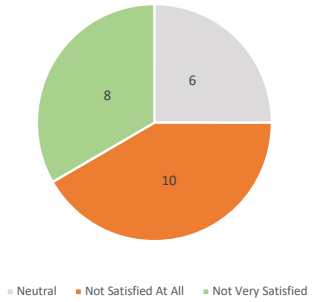


Figure 31. Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de votre situation économique actuelle?



Des entretiens approfondis menés au Maroc ont mis l'accent sur la stagnation économique et le chômage comme sources clés - et souvent uniques - du stress au retour, car les participants ont souligné une vie familiale et communautaire généralement très solidaire, offrant un grand soutien; leurs contacts les ont soutenus et ils avaient une compréhension de la difficulté de réaliser une migration vers l'Europe. Les conseillers au Maroc étaient un peu plus nuancés, soulignant des cas anecdotiques de rejet familial et un besoin plus important de soutien psychosocial que ce qui est indiqué par les notes de l'enquête RSS. Les conseillers au Maroc ont également mis en évidence les liens entre les dimensions, comme on le voit dans d'autres pays: *"les dimensions correspondent à un cercle. Si quelqu'un réussit sur le plan économique, alors bien sûr sur le plan social [ce sera plus facile]. C'est une chaîne. Mais le problème, c'est que parfois les gens ont encore besoin d'une aide psychologique."*

IV - Initiatives efficaces et activités liées à la réintégration

Le chapitre précédent démontre que l'accompagnement de proximité du projet ORION a effectivement un effet sur les résultats de la réintégration. Dans la plupart des cas, cela est positif ou n'a aucun effet (c'est-à-dire que les bénéficiaires d'ORION présentent des indicateurs de réintégration plus performants, ou à peu près identiques, à ceux des bénéficiaires non-ORION). Les indicateurs positifs sont plus évidents en Guinée, et surtout dans les dimensions psychosociale et sociale de la réintégration. L'équipe de recherche a été impressionnée par les nombreux exemples de bonnes relations entre les conseillers et les migrants de retour et par la chaleur avec laquelle de nombreux bénéficiaires ont parlé de leurs conseillers.

Après avoir analysé les principaux résultats des programmes de réintégration, ce dernier chapitre conclut sur les principales leçons apprises: que pouvons-nous tirer des études de cas sélectionnées pour inspirer la conception de programmes de réintégration plus efficaces et durables?

4.1. FACTEURS LOCAUX AYANT UN IMPACT SUR LES RÉSULTATS DE LA RÉINTÉGRATION

Tableau 5. Différences et similarités entre les pays pilotes ORION en ce qui concerne les activités de réintégration

	GUINÉE	SÉNÉGAL	MAROC
Nombre de migrants de retour	Élevé	Élevé	Faible
Nombre de conseillers / emplacements ORION	5	4	3
Participation du gouvernement aux niveaux nationaux	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Participation du gouvernement aux niveaux locaux / municipaux	Moyenne / Forte	Faible	Faible
Implication des OSC et des acteurs locaux	Moyenne / Forte	Moyenne	Faible
Implication du secteur privé	Faible	Faible	Faible

Pour faciliter les comparaisons, ces dernières sont classées les unes par rapport aux autres: une note moyenne/élevée en Guinée signifie que les niveaux de participation sont moyens/élevés par rapport au Sénégal et au Maroc. Les classements sont basés sur des entretiens avec des migrants de retour et des parties prenantes dans les zones spécifiques de l'étude, ainsi que sur les conclusions de l'étude documentaire.

L'environnement structurel du retour est l'une des principales dimensions reconnues de la réintégration. **L'implication du gouvernement varie le plus lorsqu'il s'agit de participer activement aux programmes de réintégration au niveau local, que ce soit sous la forme d'une participation des OSC municipales ou locales.** Comme il est expliqué au chapitre III, les résultats de la réintégration en Guinée sont légèrement plus positifs qu'au Sénégal. Les entretiens ont souligné des niveaux plus élevés de participation municipale locale en Guinée par rapport aux deux autres pays, ce qui pourrait expliquer les succès relatifs en Guinée. Les conseillers eux-mêmes en Guinée ont souligné l'importance de l'implication municipale dans la dimension psychosociale, au-delà de la facilitation pratique: *"maintenant, les autorités sont impliquées. Si les gens de la ville remarquent que 'ah cette personne, [ce migrant de retour], le maire est allé le voir pour savoir comment se passe son travail' - alors ils se sentent valorisés."*

Par contre, **dans le cas du Sénégal**, où le nombre de retours et le contexte migratoire sont relativement similaires à ceux de la Guinée, les lacunes en matière de participation régionale et locale ont été indiquées comme étant des obstacles majeurs à la mise en place d'initiatives et d'activités de réintégration efficaces. *"Il est important que les structures régionales dédiées au retour reprennent le flambeau [du travail déjà commencé].* Un acteur gouvernemental au Sénégal a noté que *"c'est ce qui assurerait la durabilité"*, tandis qu'un acteur non gouvernemental a souligné les lacunes de l'engagement régional: *"je ne comprends pas pourquoi certaines municipalités ne contribuent pas de fonds pour soutenir les migrants de retour. Le Conseil Régional doit également pouvoir le faire. Chaque département doit disposer d'un fonds pour la réintégration des migrants. Mais cela n'existe pas encore."*

Au Maroc, le faible nombre de migrants de retour fait qu'il est difficile de mettre en place des modèles communautaires de programmes coopératifs. Les conseillers au Maroc ont noté la valeur que les coopératives ont apporté au modèle de développement marocain, mais aussi la difficulté de l'implanter dans des régions où le nombre de migrants de retour n'est pas important. Un conseiller a expliqué: *"malheureusement, je n'ai que quatre bénéficiaires, mais si j'en avais 20, nous pourrions penser à faire un projet collectif. Nous avons pensé à former une coopérative, c'était une bonne idée [...], mais il n'y a pas de proximité géographique entre ces quatre migrants de retour; ils ne se connaissent pas. [Cela n'aurait pas été possible]."* Même dans les zones urbaines, où le nombre de migrants de retour est plus élevé, l'approche collective est difficile à comprendre et à mettre en pratique pour les migrants de retour.

Le conseiller de Casablanca a décrit certaines de ces difficultés: *"par exemple, ils [les migrants de retour] ont eu l'idée de former une association pour les migrants de retour. Il y a des bénéficiaires d'ORION qui veulent faire ceci, mais ils ne savent pas ce que c'est que de former une association. Pour ce faire, ils ont besoin d'un renforcement de capacités."*

Au Maroc, où les retours sont moins nombreux, l'implication locale ou municipale dans les affaires des migrants de retour reste relativement nouvelle. L'intérêt dans la réintégration et l'engagement des autorités locales sont plus élevés que les années précédentes, comme l'a souligné un conseiller au Maroc: *"ce n'est que maintenant que les choses commencent à se développer autour de la migration de retour. Il n'y a pas beaucoup de synergie entre les acteurs - elle commence à se développer, il y a une certaine dynamique dans ces interventions; je pense que celle-ci se développera plus fortement dans les prochaines années. Les autorités ont elles-mêmes ont compris que la question de la migration est importante."*

INFLUENCE DES CONTEXTES RURAUX / URBAINS SUR LES RÉSULTATS DE LA RÉINTÉGRATION

Trois éléments clés ont émergé en ce qui concerne les contextes de retour rural/urbain et leur impact sur les résultats et les possibilités de réintégration.

Premièrement, **un contrôle et un suivi cohérents et personnalisés des migrants de retour - qui constituent l'élément essentiel de l'accompagnement de proximité - sont plus difficiles à réaliser car les migrants de retour sont plus dispersés dans les zones rurales** à travers les trois pays. Un conseiller en Guinée a noté: *"la distance entre les bénéficiaires [est un problème]. Il y en a qui se trouvent dans des villages isolés, où il n'y a pas de réseau; si vous appelez la personne pendant deux jours, ça ne passe pas, vous devez vous déplacer physiquement pour lui rendre visite et obtenir des mises à jour."* À première vue, l'accompagnement de proximité personnalisé semble plus difficile à réaliser dans les zones rurales, car les bénéficiaires sont dispersés, ce qui nécessite un investissement important en termes de temps et de ressources de la part du conseiller. Même dans les zones urbaines, cela peut être problématique, car les migrants de retour ne sont pas concentrés dans les mêmes communautés et ils pourraient être répartis dans toute la ville. Néanmoins, les problèmes de réseau et de connectivité dans les zones rurales compliquent davantage l'efficacité des systèmes de contrôle et du suivi dans les zones rurales.

Deuxièmement, **les activités visant à créer des moyens de subsistance diffèrent et elles sont moins nombreuses dans les zones rurales.** Dans quelques cas assez rares, les zones rurales pourraient être ciblées par les programmes et constituer une région dans laquelle les migrants de retour peuvent trouver du soutien et une allocation de terres; généralement, les perceptions des activités ou des opportunités économiques dans les zones rurales restent limitées. On le constate particulièrement au Maroc, où les migrants marocains de retour venant des zones rurales soulignent ce problème:

> *" ici , je peux trouver du travail saisonnier dans des fermes, puisque je vis à la campagne; c'est une région connue pour ses olives. Mais ce n'est pas un travail stable, et cela me dérange."*

Troisièmement, au niveau psychosocial, **les sentiments d'appartenance à la communauté et l'intégration sociale sont moins forts dans les zones urbaines.** Les sentiments d'isolement des migrants de retour dans les zones urbaines pourraient devenir plus marqués (surtout pour ceux qui n'ont pas de soutien familial dans ces zones), mais les zones rurales plus soudées pourraient également constituer une source de stress, de pression sociale et d'attentes accrues, car les migrants de retour risquent de ne pas bénéficier du même anonymat qui existe dans les zones urbaines. La reconnaissance des migrants de retour et de leur migration 'ratée' est plus prononcée dans les petites zones rurales, ce qui pourrait augmenter les niveaux de stress psychosocial et de pression familiale. Un acteur clé au Sénégal a décrit cette dynamique:

> *"au niveau des zones urbaines, la pression sociale est réduite - certains ne savent même pas que le migrant de retour avait quitté - cette pression viendra beaucoup plus du quartier, de la famille. Et même dans certains quartiers, les gens ne le savent pas. L'idée de communauté est définie différemment. Mais en milieu rural, la situation diffère, tout le monde sait que vous êtes de retour, vous êtes visiblement ici."*

4.2. IDENTIFICATION DES INITIATIVES EFFICACES DE RÉINTÉGRATION: TROIS EXEMPLES D'ÉTUDES DE CAS

On trouve occasionnellement de bonnes pratiques, mais de nombreux acteurs s'efforcent de mettre en œuvre des activités de soutien à la réintégration, dont les défis et les leçons apprises sont présentés dans cette section. Trois initiatives de réintégration sont présentées sous forme d'études de cas, en tant qu'exemples de pratiques pouvant potentiellement être utilisés dans des programmes futurs.

UNE INITIATIVE DE RÉINTÉGRATION ÉCONOMIQUE - L'EXEMPLE DE LA FABRICATION DE SAVON À PITA, GUINÉE

À Pita (Guinée), plusieurs acteurs locaux, des migrants de retour et le conseiller correspondant ont indiqué qu'un projet récent et actif de fabrication de savon représentait un exemple prometteur de programme de réintégration ayant le potentiel de soutenir les migrants de retour et la communauté à plusieurs niveaux.

Dans le cadre de l'initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants, le projet de fabrication de savon en Guinée implique un groupe de migrants de retour (ORION et non-ORION), formés ensemble à la fabrication de savon et approvisionnés en matériel initial (huile, moto pour la distribution) par l'OIM. Au moment de la recherche pour cette étude, les rapports sur le programme étaient généralement positifs, tant de la part des acteurs municipaux que des migrants de retour impliqués.

En plus du soutien de l'OIM, les municipalités ont activement approuvé et soutenu le projet autant que possible, en fournissant un lieu pour les formations et en effectuant des visites régulières de suivi, pour contrôler la progression du projet. Un acteur du gouvernement local de la région a décrit comment *"ils menaient la fabrication de savon dans le Centre de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC), mais quand il a fallu trouver un endroit plus approprié et à long terme [pour le projet], je leur ai donné du soutien pour trouver un endroit où ils pourraient être beaucoup plus libres à travailler."* Les discussions avec le maire de Pita ont davantage accentué le soutien et la bonne volonté dont le projet a bénéficié: *"la ville s'est toujours investie dans l'aide aux migrants de retour. [Pour le projet de fabrication de savon] nous avons dû leur apporter du soutien et des informations. Lorsqu'ils ont dû trouver un lieu de travail, la ville leur a immédiatement facilité la tâche, et nous nous y sommes rendus régulièrement pour rester informés de ce qui se passait, pour pouvoir identifier d'autres défis."*

Au moment de la recherche, le projet commençait à avoir un faible rendement économique pour les personnes impliquées; **les fonctionnaires locaux voient un potentiel de croissance continue et d'opportunités d'entreprise.** *"Quand je pense à la formation, je pense à ceux qui font la fabrication de savon, je les ai visités presque tous les jours; ils ont suivi une formation de plus de deux semaines, où ils ont appris à fabriquer différents types de savon. En principe, on peut dire que c'est durable. Quand je vois par exemple comment ils vendent du savon qu'ils ont fabriqué eux-mêmes - et nous encourageons cela, nous faisons de la publicité pour leur savon - c'est déjà une bonne chose."*

Sur un plan tangible, les profits financiers sont restés relativement faibles selon certains migrants de retour. De plus, d'après les fonctionnaires locaux et les migrants de retour, la COVID-19 a eu un impact négatif sur les ventes, bien qu'ils aient indiqué qu'ils pouvaient voir un potentiel de croissance, manifestant leur désir d'avoir leur propre entreprise de fabrication de savon, éventuellement. **Au-delà de la dimension économique, les fonctionnaires locaux considèrent cela comme un moyen de renforcer l'intégration sociale.** Le maire de Pita souligne cet aspect de la formation, en décrivant les migrants de retour impliqués dans le projet de fabrication de savon comme suit:

> *"au début, quand ils étaient avec des gens de leur âge, certains ont été ridiculisés, mais quand ces personnes ont réalisé que [les migrants de retour] s'engageaient dans des projets tels que la fabrication de savon (qui est une activité très concrète ici), elles se sont rendu compte que: 'ah! Même s'il s'agit de migrants de retour, ils n'ont pas encore perdu, car ils apprennent un métier qui peut leur permettre de gagner leur vie."*

RÉUNIFICATION DES MIGRANTS DE RETOUR À LEUR FAMILLE: L'EXEMPLE DE L'ACTION SOCIALE

Au Sénégal et en Guinée, les Ministères de l'Action Sociale (ou Action Sociale) ont commencé à s'investir plus activement dans le soutien aux migrants de retour. Des entretiens avec des représentants de l 'Action Sociale ont mis en évidence les défis actuels dans la mise en œuvre d'un service efficace d'accompagnement de proximité et de soutien psychosocial – notamment un manque de leadership régional et de capacités techniques, en matière de santé mentale. Cependant, en Guinée, les entretiens ont révélé un niveau d'initiative plus avancé, particulièrement en ce qui concerne la facilitation de **la réintégration familiale et la médiation des dialogues familiaux pour les migrants de retour,** reconnaissant le rôle crucial que jouent les familles dans l'aide à la réintégration et les différents niveaux requis pour encourager ceci. L'Action Sociale en Guinée dispose de travailleurs sociaux qui travaillent avec les migrants de retour, pour leur apporter un soutien psychosocial, suite à leur retour. Une **partie essentielle de ce rôle consiste à faciliter activement la réunification familiale, qui s'inscrit dans le cadre de quatre actions principales:**

1. **Placement des migrants de retour mineures qui ne peuvent pas retourner chez leur famille** dans des familles d'accueil pré-identifiées, où ils peuvent être accueillis pendant que l'Action Sociale communique avec la famille actuelle de l'enfant, pour qu'elle permette leur retour au domicile familial. L'Action Sociale soutient également l'accès à l'éducation.

2. **Médiation familiale,** y compris les négociations avec les familles refusant initialement d'accepter les migrants de retour.
3. **Orientations médicales** pour ceux qui ont besoin de services de santé - y compris l'aide à l'accès aux services et l'aide psychologique - grâce aux travailleurs sociaux d'Action Sociale, afin d'alléger la charge des familles; ce qui a mené à **la création d'un centre de services de santé.**
4. **Recherche de la famille** pour les migrants de retour, y compris (mais pas exclusivement) les personnes de retour mineures. L'Action Sociale commence, dans certains cas, à mettre en œuvre cette recherche de la famille avant même que le migrant de retour ne soit rentré en Guinée: *"avec la recherche de la famille, on commence parfois même avant que le migrant n'ait quitté le Niger ou ailleurs. Nous recherchons sa famille et si nous ne pouvons pas trouver sa famille immédiatement, nous le soutiendrons dans un placement temporaire avec une autre famille."*

Les actions en matière de réunification familiale à plusieurs niveaux - y compris l'accès aux services de santé, la prise en compte des populations vulnérables (comme les enfants et les personnes nécessitant des soins médicaux) et un dialogue continu avec les familles qui se trouvent dans des situations qui peuvent être contentieuses ou tendues - reflètent une compréhension de l'importance fondamentale des familles et du bien-être psychosocial dans le processus de réintégration; de même qu'un exemple d'une manière multidimensionnelle d'entrer en dialogue avec elles, afin de permettre l'obtention de résultats de réintégration efficaces.

ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET DE LEADERSHIP AU NIVEAU LOCAL - EXEMPLE DE L'ANPEJ AU SÉNÉGAL

L'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ou ANPEJ), est une institution gouvernementale sénégalaise essentielle, visant à soutenir l'accès à l'emploi et aux moyens de subsistance des jeunes dans le pays. Bien que l'agence offre des services à tous les Sénégalais, elle a récemment créé un département spécifique à la migration, qui cherche à intégrer l'aide aux migrants de retour et aux migrants potentiels dans les programmes existants, tout en tenant compte de leurs besoins et profils spécifiques.

L'ANPEJ dispose d'une équipe de travailleurs sociaux qui offrent des conseils de recherche d'emploi aux migrants de retour, y compris le processus de recherche d'emploi, l'identification des certifications nécessaires et la création du lien entre leur expérience et les opportunités existantes. Ce travail a progressé avec le soutien d'acteurs tels que la Société allemande de coopération internationale (GIZ), mais la mise en œuvre de ce mode de soutien - dans un contexte de chômage élevé, de coordination insuffisante avec d'autres acteurs et de capacité minimale au niveau des dimensions psychosociales - reste un défi.

Les activités de sensibilisation représentent un domaine et une initiative spécifiques, dans lesquels leur travail a été efficacement lié aux migrants de retour et fournissent une plate-forme potentielle pour le leadership et la réintégration des migrants de retour. En décrivant l'importance des activités de sensibilisation en ce qui concerne le retour et les raisons pour lesquelles ils se sont engagés dans cette initiative, une personne interviewée de l'ANPEJ note que *"quand il s'agit de retours [ces activités de sensibilisation sont importantes], parce que ce sont généralement les familles elles-mêmes qui isolent le migrant de retour. [...] [Nous travaillons donc avec] les migrants de retour pour mener des activités de sensibilisation; ils expliquent leur voyage, leurs défis, leurs expériences, ils n'hésitent pas à en parler."*

En reconnaissance de l'importance des activités de sensibilisation, non seulement dans les villes clés mais aussi au niveau régional et locale, l'ANPEJ a mis en place un **système de "caravanes"** qui traversent plusieurs régions différentes. Sur un plan pratique, comme le décrit l'ANPEJ dans les entretiens, cela se produit de la façon suivante:

- Deux ou trois 'caravanes' voyageront en même temps, sur une période de deux semaines, couvrant plusieurs zones différentes dans une ou deux régions.
- Les caravanes comprendront des acteurs de l'ANPEJ, ainsi que de migrants de retour; et au niveau matériel, ils contiendront des équipements pour la projection de films et de séances interactives sur le retour et la migration.

Cette approche de l'utilisation de caravanes pour le partage d'informations, qui inclut activement les migrants de retour eux-mêmes, a été un moyen efficace de diffuser des informations sur les besoins des migrants de retour et de relier celles-ci à des événements et des informations plus pratiques sur l'accès aux opportunités. En partenariat avec les bureaux régionaux et locaux de l'ANPEJ, les caravanes mettront également en place et faciliteront des séances de renforcement de capacités – y compris les possibilités d'emploi locales et la manière d'y accéder - et de courtes séances de formation en matière de moyens de subsistance, en fonction des contextes et des besoins régionaux.

LEÇONS APPRISES ET DÉFIS DES INITIATIIVES DE RÉINTÉGRATION DURABLE

Ces trois études de cas **mettent effectivement en relation les migrants de retour avec d'autres acteurs dans leur réseau social - d'autres migrants de retour, des familles et des acteurs locaux. Tout programme de réintégration doit montrer des résultats concrets, en créant des liens fiables qui pourraient produire des résultats économiques, sociaux et psycho-sociaux**; sans de tels liens, la réintégration reste un objectif, plutôt que de se traduire en un processus intégré.

- Dans le projet de fabrication de savon, le point fort de cette initiative de réintégration économique est celui du soutien de l'effort collectif des migrants de retour (plutôt qu'un investissement individuel) et leur mise en contact avec des acteurs municipaux qui se sentent investis dans leur réussite. Le succès devient alors une affaire sociétale - non seulement une question de profits ou de revenus, mais une question d'intégration sociale et de cohésion sociale. D'autres acteurs sont donc prêts à investir davantage dans cet effort; l'activité de réintégration de l'OIM devient un point de départ, créant ainsi une atmosphère encourageant l'apport de soutien supplémentaire.
- De même, dans la dimension sociale, des agences gouvernementales, telles que l'Action Sociale en Guinée, ont investi dans la mise en contact des migrants de retour avec les travailleurs sociaux et leurs familles. L'une des principales lacunes de l'approche du projet ORION est l'absence d'une inclusion systématique des familles - en Guinée, le gouvernement a traité la question de la réintégration dans un cadre familial, à travers les perspectives de la réintégration des mineurs, de la médiation, des orientations médicales ou de la recherche de famille. Il est essentiel de reconnaître l'importance des familles, pour assurer la stabilité dans la vie des migrants de retour.
- Finalement, des liens sont aussi créés de manière plus harmonieuse, grâce à des initiatives liées aux activités de sensibilisation - qui comprennent les migrants de retour eux-mêmes. En veillant à ce que les migrants de retour participent à l'échange d'informations sur la réintégration, à la diffusion des informations et qu'ils relient d'autres migrants de retour aux des activités pratiques et aux opportunités, on crée un niveau de confiance qui peut rendre les informations et les relations plus efficaces en termes d'impact.

Les principales conclusions récurrentes sur **les leçons pratiques apprises en vue d'améliorer l'efficacité de l'aide à la réintégration** sont mises en évidence et renforcées par des informateurs clés:

PREMIÈRE LEÇON APPRISE: la plupart des activités de réintégration - et surtout celles qui sont menées à grande échelle - se concentrent sur les dimensions économiques, et les autres dimensions sont souvent dissociées. Alors que l'accompagnement de proximité donne aux bénéficiaires la confiance et les connaissances nécessaires pour naviguer dans le système, la question du soutien économique et matériel reste une dimension essentielle non intégrée aux dimensions sociales et psychosociales. La majorité des programmes ne dépassent pas les limites des dimensions et les liens entre les programmes et les acteurs sont souvent faibles.

DEUXIÈME LEÇON APPRISE: l'efficacité dans toutes les dimensions pourrait être réduite par le financement et les attentes des donateurs. Le financement de certains programmes a permis d'apporter un soutien psychosocial plus intensif aux migrants de retour venant de pays spécifiques - en particulier dans le cas des retours d'Europe - ce qui a entraîné différents niveaux de soutien et la disponibilité d'informations avant le départ.

TROISIÈME LEÇON APPRISE: la lenteur administrative affecte l'efficacité et la rapidité de l'exécution des programmes. Les migrants de retour donnent de nombreux exemples témoignant leurs efforts de suivi de l'aide promise, sans résultat; ou ils ont dû attendre jusqu'à un an ou plus avant de recevoir de l'aide. Les migrants de retour ont décrit la frustration de recevoir une formation efficace, d'être prêt à s'engager efficacement dans leur travail, mais d'être ralentis par des retards dans la réception de l'aide.

QUATRIÈME LEÇON APPRISE: des difficultés persistent en matière de suivi et d'évaluation efficaces des impacts. Les acteurs soulignent la difficulté d'évaluer l'impact et les lacunes dans les évaluations, au-delà du nombre de bénéficiaires. Le niveau minimal d'évaluation publique limite les leçons apprises et l'échange d'informations.

CINQUIÈME LEÇON APPRISE: la durabilité et le leadership local restent une préoccupation importante. Les initiatives de réintégration sont menées par des acteurs internationaux, avec des partenaires locaux de mise en œuvre. Il existe quelques exceptions ou exemples d'appropriation et de leadership locaux dans les initiatives de réintégration.

Cependant, il existe de bonnes opportunités pour adresser ces leçons apprises.

Même dans les cas où un programme de réintégration est entièrement dirigé au niveau local ou national, des initiatives de réintégration spécifiques restent liées aux priorités des bailleurs de fonds internationaux. C'est le cas, par exemple, de l'ANPEJ au Sénégal, dont le programme spécifique à la réintégration est géré en partenariat avec la GIZ et l'OIM. Dans les cas où les gouvernements sont les principaux responsables des initiatives de réintégration, celles-ci n'ont pas encore donné de résultats. Cette situation était la plus apparente dans la position du BAOS au Sénégal.

Il existe un désir d'intégrer plus activement les migrants de retour dans les programmes nationaux existants. Tous les pays ont souligné que les migrants de retour sont également des citoyens de leur pays et qu'ils doivent être inclus dans les services qui sont offerts à tous les citoyens. Au Sénégal et au Maroc, on observe une résistance à l'apport du soutien "spécifique aux migrants de retour". Les parties prenantes le reconnaissent bien: au Maroc, la GIZ a intégré son programme de réintégration dans les structures existantes de l'Agence nationale pour l'emploi. Dans le cadre même de l'accompagnement de proximité d'ORION, des efforts ont également été réalisés pour assurer la durabilité, par l'inclusion des membres des communautés locales et des migrants de retour eux-mêmes. En Guinée, par exemple, l'équipe de conseillers d'ORION a formé d'autres volontaires, y compris des migrants de retour, pour qu'ils assument des rôles de conseillers à la fin du projet.

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS

Le projet ORION a été conçu en raison de la reconnaissance des investissements multidimensionnels et à plusieurs niveaux, nécessaires pour garantir que les programmes de réintégration ne soient pas seulement une série d'activités axées sur l'emploi, mais qu'ils présentent un modèle holistique. Aujourd'hui, il est évident que tout processus de réintégration efficace doit relier les interventions économiques, sociales et psychosociales. Pour y remédier, le projet pilote d'ORION s'est concentré sur la prestation de services visant à combler une lacune persistante: l'offre d'un service d'accompagnement à proximité aux migrants de retour, sur la base d'une approche de gestion des cas.

Ce rapport est basé sur des données qualitatives et quantitatives, des données empiriques primaires (collectées en Guinée, au Maroc et au Sénégal) et des données de panel extraites de l'enquête RSS de l'OIM. Cette étude a évalué l'effet du projet ORION sur la réintégration, en plaçant celui-ci dans le contexte des résultats généraux de la réintégration, obtenus à partir de l'ensemble plus large de données RSS.

- Une analyse des différences parmi les différences confirme l'impact positif du projet ORION sur la réintégration. L'analyse fait ressortir **un petit impact positif, mais pourtant tangible, d'ORION au fil du temps.**
- Les données de panel montrent **des résultats de réintégration positifs peu importants pour les bénéficiaires d'ORION par rapport aux non-bénéficiaires dans toutes les dimensions,** avec les non-bénéficiaires **ayant des notes RSS constantes** ou qui baissent avec le temps, tandis que les notes des bénéficiaires d'ORION indiquent une amélioration.
- La différence positive entre les bénéficiaires et les non-bénéficiaires d'ORION est **la plus importante en Guinée.**
- Notre approche de méthodes mixtes suggère que l'effet d'ORION est **plus prononcé dans les dimensions sociales et psychosociales.**
- Les données qualitatives montrent que de nombreuses **relations fiables de soutien** ont été créées entre les conseillers et les bénéficiaires dans le cadre d'ORION.

L'accompagnement de proximité d'ORION contribue à l'amélioration des résultats de la réintégration et il existe des moyens de renforcer cette approche pour assurer l'obtention d'un plus grand impact à l'avenir. La définition de l'OIM pour une réintégration durable exige que les migrants de retour atteignent l'autosuffisance, la stabilité sociale et le **bien-être** psychosocial, afin qu'ils puissent **faire fac**e aux facteurs de la migration, dans la mesure où toute migration future serait par choix, plutôt que par nécessité. La suite de cette conclusion décrit les contributions du projet ORION à ces objectifs clés.

L'autosuffisance est potentiellement renforcée dans le cadre d'ORION, grâce à ses mesures de rétablissement de la confiance.
Toutes les sources de données soulignent l'impact tangible de la dimension psychosociale sur les deux autres dimensions - il ne s'agit pas d'un avantage qui est "agréable à avoir", mais d'un élément crucial pour renforcer la confiance et permettre le développement des capacités. Le rôle du conseiller est essentiel pour renforcer la confiance, donner de l'espoir et maintenir l'attention sur les possibilités (et non les défis) de la réintégration. **La déconnexion entre l'accompagnement de proximité et les autres sources de soutien économique constitue le point faible du projet.** Des retards importants dans l'apport du soutien matériel et la déconnexion entre les activités économiques de réintégration et le soutien psychosocial et social, affectent le processus de réintégration et la confiance dans les conseillers. Dans l'ensemble, **la plupart des migrants de retour n'ont tout simplement pas les ressources économiques nécessaires pour créer des moyens de subsistance stables, suite à leur retour.**

La stabilité est plus assurée avec des conseillers à leurs côtés - mais dans quelle mesure est-elle durable?
Dans les pays où les tensions politiques ou la violence sont plus intenses, on constate un accès réduit à la justice et aux services de maintien de l'ordre. Les programmes nationaux doivent **se concentrer davantage sur la création d'un lien entre les aspects liés à l'aide humanitaire, au développement et à la consolidation de la paix**, en reliant les citoyens à leurs gouvernements (en ce qui concerne les questions de justice et de services de base). L'une des possibilités consiste à intégrer les migrants de retour dans des programmes de développement nationaux, en plus des programmes de réintégration.

Le contexte national est important, en particulier lorsque les interventions dans le contexte de la réintégration manquent de synergies et ne sont pas coordonnées par les institutions; et lorsque l'appropriation par les institutions locales est insuffisante. Lorsqu'ils dépendent sur une initiative de réintégration comme ORION, les conseillers et les bénéficiaires expriment des préoccupations quant à leur capacité à maintenir les progrès réalisés, avec un fort sentiment de fragilité. Ils expriment leurs préoccupations concernant le temps nécessaire et la nature temporaire de l'aide. Un grand nombre de personnes ont tout simplement demandé ce qui se passerait à la fin du projet pilote. Dans les pays où les résultats de la réintégration sont un peu meilleurs, comme en Guinée, un bon investissement local et un leadership solide pourraient contribuer à l'atténuation de certains de ces facteurs.

Dans le rapport MEASURE, Samuel Hall a recommandé une approche de gestion de cas pour soutenir les migrants de retour, en créant des liens entre les différentes dimensions de la réintégration, ainsi qu'en facilitant l'accès à un soutien non spécifique au retour, en termes d'opportunités d'emploi et de services sociaux.[29] L'accompagnement de proximité d'ORION était basé sur cette idée, mais cette étude suggère qu'il n'atteint pas actuellement son plein potentiel. Une plus grande synergie entre les avantages psychosociaux et sociaux de l'accompagnement de proximité, combinée avec un soutien matériel et économique, pourrait contribuer à développer davantage le service d'accompagnement de proximité.

Le bien-être est amélioré mais sous-exploré: le rôle des réseaux sera la clé de la prochaine itération d'ORION

Généralement, la répartition des notes de la dimension psychosociale de l'enquête RSS reflète l'ensemble des classifications des cas de réintégration présentés au premier chapitre de ce rapport. La situation la plus préoccupante est celle du Sénégal - avec la troisième note psychosociale la plus faible des ensembles de données. **Les faibles notes psychosociales des migrants de retour au Sénégal montrent l'importance cruciale et le potentiel des activités d'accompagnement de proximité dans ce contexte.** La Guinée suit de près. Les migrants de retour ont un sentiment d'appartenance, mais ils parlent aussi de niveaux de stress élevés. Leurs expériences manquent de liens plus profonds avec d'autres migrants de retour, avec leur environnement ou leur communauté de retour et/ou d'origine. Bien que les conseillers contribuent considérablement au renforcement de la confiance, ces mesures doivent être renforcées par la création de liens durables aux niveaux économique et social.

Les réseaux constituent le lien manquant dans les programmes de réintégration. Lorsqu'ils ne reçoivent pas d'aide économique, les migrants de retour se tournent vers des membres de leur famille ou des emplois précaires pour accéder à des revenus. Même si la recherche d'un emploi dépend essentiellement de réseaux, ceux-ci sont souvent inexistants. Les réseaux sociaux ne constituent pas toujours des réseaux professionnels, ce qui représente une lacune importante. En investissant dans la création du lien entre les réseaux et l'assistance, on peut résoudre un élément clé de ces questions liées à la stabilité et la durabilité. Les conseillers ont perçu leur rôle comme étant celui de soutenir le migrant de retour et d'être un lien entre le migrant de retour et d'autres sources de soutien, en se concentrant sur le soutien économique de l'OIM, plutôt que sur des réseaux communautaires plus vastes. L'engagement non systématique d'ORION avec le réseau social plus large des migrants de retour, y compris la famille, signifie que **la position des migrants de retour au sein de la communauté est sous-explorée dans la mise en œuvre des programmes.**

RECOMMANDATIONS

VERS DES PROGRAMMES PLUS ADAPTIFS ET FLEXIBLES

Les contextes de réintégration en Guinée, au Maroc et au Sénégal sont parmi les plus difficiles de l'ensemble des données de l'enquête RSS, et l'accompagnement de proximité d'ORION indique un impact direct sur le bien-être social et psychosocial, mais seulement un léger impact sur les notes composites de réintégration durable, principalement en Guinée. Cela nécessite des programmes plus adaptables et non linéaires. Les retards au niveau de l'apport de l'aide matérielle et économique réduisent la confiance dans les programmes conjoints - l'approche de l'intégration de différents éléments de programmes "[30] a été éclipsée par une approche séquentielle / linéaire, ce qui signifie que les migrants de retour doivent s'adapter au programme, plutôt que l'exécution du programme s'adapte au processus de réintégration de l'individu. Pour le moment, les phases sont déterminées par la logistique des programmes, le moment où les programmes peuvent avoir lieu, et non par le moment où ils devraient avoir lieu au profit du migrant de retour.

29 OIM/SH MEASURE (2017)

30 Ibid

Il faut faire davantage pour coordonner les services d'accompagnement de proximité et les autres programmes, avec une approche explicite de "gestion de cas".

1. Renforcer le rôle des conseillers dans la dimension économique (liens avec le secteur privé, possibilités de formation et d'emploi) et les aspects des dimensions psychosociales et sociales (liens plus actifs avec le réseau social du migrant de retour, tant avec les réseaux personnels que les fournisseurs de services formels et officiels). Compte tenu des capacités et de l'influence des conseillers, leur rôle peut être étendu pour intégrer une approche plus holistique de la gestion des cas.
2. Permettre aux conseillers de déterminer le moment où l'aide économique doit être mise à disposition. Les conseillers devront pouvoir contribuer leurs opinions quant à l'exécution des programmes. Ils pourraient lancer l'approche par étapes, en coordination avec l'OIM.
3. Établir un fond de caisse renouvelable, pour soutenir en particulier la réintégration à court et moyen terme – notamment au travers de subventions – lorsque d'autres sources de financement, telles que celles de la réintégration économique, risquent d'être retardées. Ces fonds peuvent être décidés ensemble entre l'OIM et les conseillers, afin de maintenir le rythme lancé par le projet ORION, pour être utilisés dans les moments où les migrants de retour en ont le plus besoin. Ces fonds seraient mis à disposition par les bailleurs et marqués comme étant flexibles. Ils seraient évalués de manière régulière et reconstitués au besoin. De petits fonds ont été rendus disponibles depuis la période de cette étude; des évaluations supplémentaires sont nécessaires pour savoir s'ils permettent de combler les lacunes identifiées.

LIER LES TROIS DIMENSIONS ET CREER DES SYNERGIES AU NIVEAU LOCAL ET NATIONAL

Les conseillers considèrent que la question et l'accès à la documentation constitue un élément essentiel de la réintégration et une étape cruciale pour accéder aux services sociaux et au soutien institutionnel au niveau national et local. L'implication des institutions gouvernementales varie le plus lorsqu'il s'agit de participer activement aux programmes de réintégration au niveau local. De plus, les initiatives de réintégration restent largement gérées par des acteurs internationaux, avec le soutien de partenaires locaux. La prise en compte de l'engagement des acteurs locaux peut renforcer l'impact du projet ORION sur la réintégration. Il existe un désir d'intégrer plus activement les migrants de retour dans les programmes nationaux existants. Cela peut être abordé et développé, en renforçant les liens entre les programmes au niveau local et en intégrant les migrants de retour dans les systèmes et les plans nationaux (par exemple, la protection sociale ou les plans de développement):

4. Créer des mécanismes d'orientation formels pour les migrants de retour, afin qu'ils puissent accéder aux services sociaux et à la documentation au niveau local; et fournir des plateformes de communication (groupes WhatsApp et autres plateformes de ressources d'information plus permanentes), pour mieux accéder aux informations et aux services susceptibles d'améliorer la réintégration. Cela nécessitera la participation d'acteurs locaux.
5. Essayer de systématiquement intégrer les programmes de réintégration au sein de plans de développement nationaux, qui sont de plus en plus décentralisés dans de nombreux pays de retour; et qui ont donc un lien avec les programmes au niveau communautaire. L'accompagnement de proximité d'ORION peut contribuer à établir un lien de confiance entre les migrants de retour, les communautés dans lesquelles ils se réinstallent et les gouvernements. Pour ce faire, il faut s'assurer que les gouvernements incluent les migrants de retour dans leurs programmes.
6. Participer plus activement aux forums locaux et interactifs sur la réintégration, afin d'impliquer plus largement les acteurs locaux, et commencer à créer un sentiment d'appropriation et de compréhension des avantages et des défis de la réintégration chez toute la population, migrante et non migrante. Ces forums pourraient inclure des conseillers et les bénéficiaires eux-mêmes.

ÉLABORER DES APPROCHES SYSTÉMATIQUES EN MATIÈRE D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Un système de suivi cohérent et personnalisé des migrants de retour, clé de l'accompagnement de proximité, devient plus difficile lorsque les migrants de retour sont dispersés dans les zones rurales. Les acteurs qui mettent en œuvre les programmes soulignent également la difficulté d'évaluer l'impact et les lacunes dans l'évaluation qui pourraient leur permettre de mesurer leur impact, au-delà du simple nombre de bénéficiaires assistés - partiellement en raison de l'incapacité à établir et à maintenir des liens avec les migrants de retour. Les migrants de retour eux-mêmes soulignent également de nombreuses occasions où ils ont tenté de concrétiser la promesse d'un soutien matériel, sans résultat. La lacune au niveau de la communication et des informations doit être comblée afin d'établir la confiance et de maintenir le contact.

La COVID-19 a renforcé la nécessité de recourir à une communication à distance et mobile et une exécution des programmes de façon plus efficace. Par conséquent, la technologie peut être un élément clé pour garantir des mesures de mise en œuvre sûres et protectrices, tout en fournissant un système permettant de mieux se connecter et d'établir des liens avec les migrants de retour.

7. Investir dans la recherche et les initiatives pilotes pour une meilleure utilisation de la technologie à l'appui des programmes de réintégration et du partage d'informations. En s'appuyant sur des liens plus étroits avec la société civile et les acteurs étatiques, l'utilisation des technologies de l'information et de communication (TIC) dans le cadre de la réintégration pourrait avoir un impact positif, en garantissant que les migrants de retour restent connectés aux différents niveaux de leur réseau social - même dans certains des contextes de retour les plus difficiles, ou en période de pandémie comme celle de la COVID-19, pour accéder aux services et aux informations par voie numérique. Alors que les investissements antérieurs dans les innovations technologiques se sont concentrés sur l'Europe et sur les interventions pour demandeurs d'asile et réfugiés, d'autres investissements sont nécessaires pour soutenir les processus de prise de décision des migrants, leur préparation au retour et, s'ils choisissent de rentrer, leur réintégration durable.

DOCUMENTATION DES PROCESSUS POUR UN MEILLEUR SUIVI DES RÉSULTATS DES RETOURS

Bien que des protocoles de suivi et d'évaluation existent, le suivi efficace et régulier des migrants de retour présente des défis. Dans tous les pays, les protocoles ne sont pas nécessairement interprétés exactement de la même manière. Le suivi est souvent délégué aux conseillers et la documentation des activités de suivi est minimale.

8. Renforcer les processus de gestion de données au niveau national et des bureaux régionaux de l'OIM, notamment en documentant en détail non seulement les résultats des visites de suivi et de la collecte des données, mais aussi les processus dans le cadre desquels celles-ci ont été recueillies. En d'autres termes, l'OIM aura besoin de protocoles de données et de manuels de codes qui clarifient le processus depuis la collecte des données jusqu'au nettoyage et à l'analyse des données. Ces documents ne sont pas disponibles actuellement mais ils peuvent être pris en compte à l'avenir.
9. Se mettre d'accord sur des normes communes pour standardiser le suivi des résultats de la réintégration, afin d'être en mesure de comparer les résultats entre les programmes, indépendamment de l'agence chargée de la mise en œuvre ou du donateur. Ces normes de suivi sont encore faibles et restent essentielles pour une plus grande responsabilité envers les migrants de retour et les donateurs.

PRÉCONISER UN PROCESSUS DE RETOUR PLUS DIGNE ET PLUS SÛR

Les événements qui ont lieu au cours du voyage, et pendant qu'ils sont "bloqués" dans des pays comme le Niger et la Libye, ont un impact sur la capacité des migrants de retour à se préparer et à faire face au retour de façon efficace; et cela affecte, par conséquent, la réintégration. Les efforts de l'aide à la réintégration doivent non seulement viser à aider les migrants de retour à gérer le bagage psychologique qu'ils emportent, mais ils doivent également veiller à ce que ce bagage soit réduit en premier lieu (par des activités de sensibilisation ou d'autres moyens). **Sachant que le soutien psychosocial est nécessaire et crucial au retour, le service d'accompagnement de proximité ne peut pas être considéré comme optionnel dans de tels cas - l'approche de l'accompagnement de proximité du projet ORION devrait être systématique et cette étude en explique les raisons.**

10. Préconiser de meilleures conditions pour les migrants et en particulier la protection de ceux qui entreprennent des voyages fragmentés et dangereux. Ce rapport fournit des preuves supplémentaires sur les difficultés de réintégration lorsque le retour est aggravé par le traumatisme de la violence subie aux mains des autorités frontalières ou autres groupes non-étatiques pouvant profiter de la vulnérabilité de certains migrants. Une extension possible du programme pourrait viser à inclure des conseillers dans les pays de transit et de destination, en reconnaissance du fait que la réintégration ne commence pas au retour; elle peut être planifiée à l'avance et avant le départ.

Aya
Riad Aya
N°41 Derb touâgha à 60 m.

À PROPOS DE SAMUEL HALL :
Samuel Hall est une entreprise sociale qui conduit des recherches dans les pays marqués par une dynamique migratoire. Notre mandat est de produire des recherches qui contribuent à la connaissance avec un impact sur les politiques, les programmes et les communautés. Grâce à une approche rigoureuse et à l'inclusion d'experts universitaires, d'experts de terrain et d'un vaste réseau de chercheurs nationaux, nous accédons à des contextes complexes et recueillons des données précises.

Nos recherches mettent en relation les voix des communautés avec les acteurs du changement pour des sociétés plus inclusives. Samuel Hall a des bureaux en Afghanistan, au Kenya, en Allemagne et en Tunisie et est présent en Somalie, en Éthiopie et les Émirats arabes unis. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.samuelhall.org

SAMUEL HALL.